



coopération
allemande

DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

Mise en œuvre par

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

En coopération avec



Livre de Capitalisation de ProSAR

Madagascar 10/2019 – 05/2026



Publié par

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la Société

Bonn et Eschborn, Allemagne

Projet de Sécurité Alimentaire,
Nutrition et Renforcement de Résilience
Lot IIK 68 Bis Lotissement Bonnet
Soavimasoandro – Antananarivo 101
Madagascar

Responsable

Jessika Löser
jessika.loeser@giz.de

Mise à jour

Mars 2026

Texte

Agenco – Antsa Ramarason
Seheno Rajaobelison
Rike Draeger
Oliva Andriamahefa
Luciano Velonasy
Tahina Rajoelison
Ony Randrianasolo
John Randriarivony
Moritz Reigl

Crédits photographiques

GIZ / Pousse Pousse

Conception

W4 Büro für Gestaltung – Katrin Straßburger

Mandaté par le Ministère de la Coopération
Economique et du Développement Allemand
(Bundesministerium für wirtschaftliche
Zusammenarbeit und Entwicklung, BMZ)
Sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et
de l'Élevage

Livre de Capitalisation de ProSAR à Madagascar

10/2019 – 05/2026



Que cet ouvrage soit
à la fois une mémoire
vivante et une source
d'inspiration.

Préface

Cet ouvrage est le fruit d'un travail de capitalisation qui reflète les efforts, l'engagement et la vision partagée par l'ensemble des acteurs du « Projet Sécurité Alimentaire, Nutrition et Renforcement de la Résilience » (GIZ – ProSAR). Le projet fait partie de l'initiative spéciale « **Transformation des systèmes agricoles et alimentaires** » du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ).

ProSAR traduit un engagement collectif né d'une conviction simple : chaque famille, où qu'elle vive, doit pouvoir se nourrir de manière saine et suffisante, et transmettre à ses enfants l'espoir d'un avenir meilleur. Depuis 2019, ProSAR s'efforce de transformer cette conviction en réalité dans la région Atsimo Atsinanana.

Ces pages retracent un parcours jalonné de défis relevés, de réussites communes et d'enseignements précieuses. Elles témoignent de la synergie entre les communautés, les autorités, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les équipes de terrain qui, chaque jour, se sont mobilisées avec passion pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des plus vulnérables.

Ce livre s'adresse à celles et ceux qui croient que le changement est possible lorsque l'on agit ensemble. Il est destiné à inspirer, à informer et à guider, qu'il s'agisse de décideurs, de praticiens, de chercheurs ou de simples citoyens désireux de comprendre ce qui a été accompli et comment ces avancées peuvent être poursuivies et reproduites ailleurs.

Nous le dédions aux femmes, aux hommes et aux enfants d'Atsimo Atsinanana, dont le courage et la détermination sont le souffle de chaque action. Nous pensons également à tous ceux qui, de près ou de loin, ont soutenu le projet : les relais communautaires, les leaders locaux, les techniciens, les partenaires et toutes les mains invisibles qui ont rendu possible ce travail.

Que cet ouvrage soit à la fois une mémoire vivante et une source d'inspiration, nous rappelant que derrière chaque statistique se dessine un visage, une histoire et une volonté de bâtir un avenir plus sûr et plus digne pour tous.

Signature

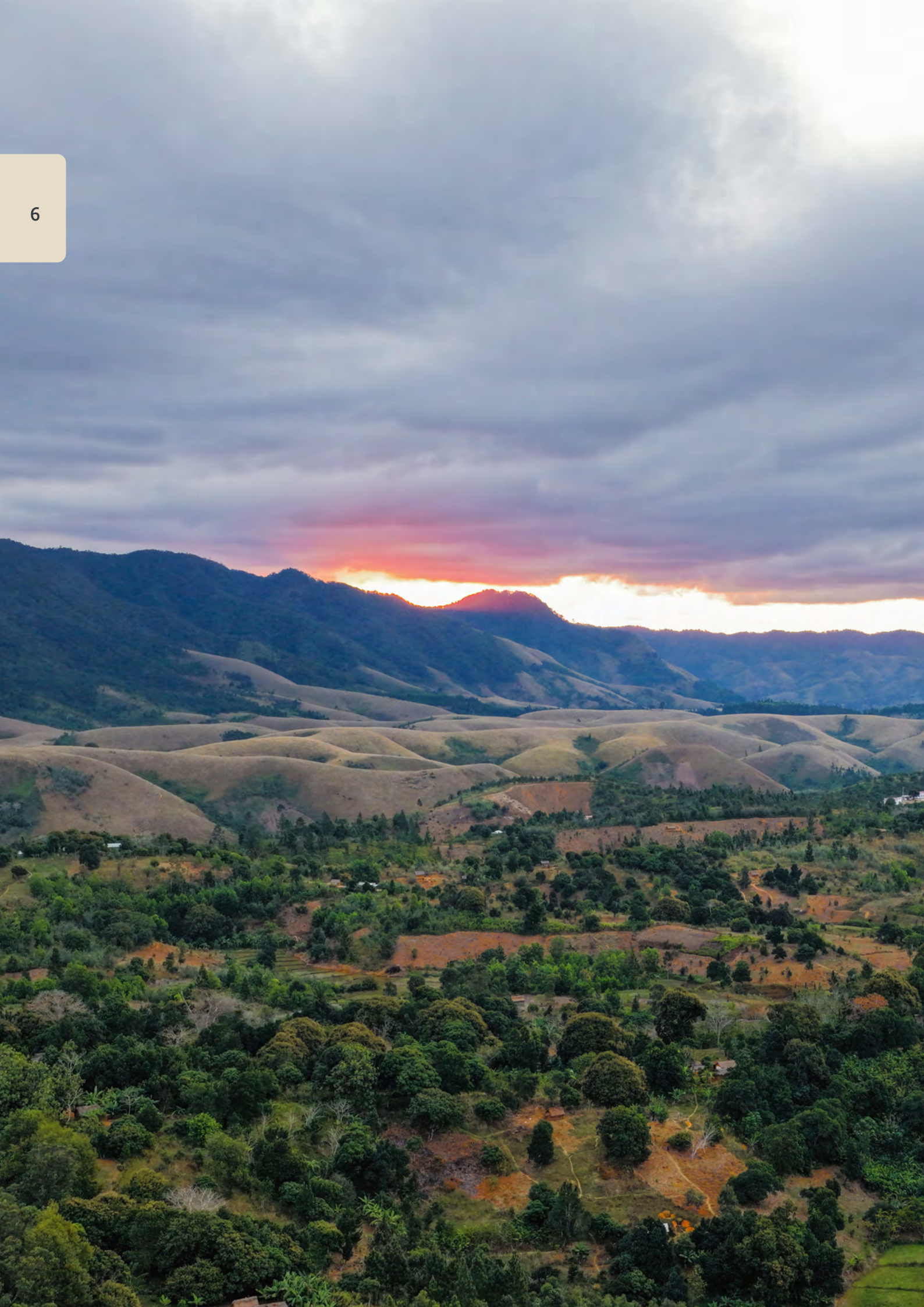


Liste des abréviations

AGR	Activités Génératrices de Revenus
AC	Agents Communautaires
ACN	Agents Communautaires de Nutrition
APPSA	Agents de Proximité en Production et Santé Animale
AV	Agents Villageois
ASN	Agriculture Sensible à la Nutrition
ANFA	Alliance Nationale pour la Fortification Alimentaire
GSDM	Anciennement Groupement Semis Direct de Madagascar, devenu GSDM – Professionnels de l'Agroécologie
ASAM	Aquaculture pour la Sécurité Alimentaire à Madagascar (Projet GIZ)
APDRA	Association Pisciculture et Développement Rural en Afrique (Partenaire)
AVEC	Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
BIF	Birao Ifoton'ny Fananantany (Guichet Foncier)
BSF	Black Soldier Fly (Mouche soldat noire)
BCF	Bouillon Cube Fortifié
BNM	Bureau des Normes de Madagascar
BPCNN	Bureau Permanent du Conseil National de Nutrition
CAPFA	Centres d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole
CSB	Centres de Santé de Base
CEP	Champs Ecoles Paysans
CoPil	Comité de Pilotage Régional de Nutrition
CRS	Comités Régionaux du Sel
CNN	Conseil National de Nutrition

CRN	Conseil Régional de Nutrition
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Coopération allemande)
DRAE	Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage
DREAH	Direction Régionale de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
DRPEB	Direction Régionale de la Pêche et de l'Economie Bleue
EAH	Eau, Assainissement et Hygiène
EFTA	Ecoles de Formation des Techniciens Agricoles
ENISM	Enquête Nationale sur l'Iode et le Sel à Madagascar
ENCM	Enquête Nationale sur les Carences en Micronutriments
EPM	Enquête Permanente auprès des Ménages
EDS	Enquête sur la Démographie et la Santé
ENVINUF	Enquête sur la Vitamine A et la Nutrition de la Femme
FBS	Farmer Business School (Ecole d'Entrepreneuriat Agricole)
FEP	Fermes Écoles Paysannes
FEPA	Foire de l'Élevage et de la Production Animale
FIA	Foire Internationale de l'Agriculture
FUS	Follow-Up Survey (Enquête de suivi)
FAO	Food and Agriculture Organization
GHI	Global Hunger Index
GRSE	Groupe Régional de Suivi-Évaluation
GPS	Groupements de Producteurs de Semences (Contexte)
GFV	Groupes de Femmes de Voisinage

IDDS	Individual Dietary Diversity Score (Indice de Diversité Alimentaire des Ménages)	PTF	Partenaires Techniques et Financiers
IEC	Information, Éducation et Communication	PR	Paysans-Relais
SI AGER	Initiative spéciale allemande « Transformation des Systèmes Agroalimentaires »	PNAMN	Plan National d'Action Multisectorielle pour la Nutrition
ISTRCE	Institut Supérieur de Technologie Régionale de la côte Est	POI	Plan Opérationnel Intégré
IPC	Integrated Food Security Phase Classification (Classification intégrée de la sécurité alimentaire)	PFG	Plateforme Gouvernementale du mouvement SUN
IFPRI	International Food Policy Research Institute	PNN	Politique Nationale de Nutrition
MOOC	Massive Open Online Course (Cours en ligne ouvert à tous)	PECMA	Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë
MAD	Minimum Acceptable Diet (Alimentation Minimale Acceptable)	PIB	Produit Intérieur Brut
MDD-W	Minimum Dietary Diversity for Women (Diversité Alimentaire Minimum pour les Femmes)	PAM	Programme Alimentaire Mondial
MINAE	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	PrAda	Projet Adaptation des Chaînes de Valeur Agricoles au Changement Climatique
MEAH	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène	PADM	Projet d'Aquaculture Durable à Madagascar
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances	ProSAR	Projet Sécurité Alimentaire, Nutrition et Renforcement de la Résilience
MEN	Ministère de l'Éducation Nationale	RPGEM	Réseau des Promoteurs des Groupes d'Épargne à Madagascar
MPS	Ministère de la Population et des Solidarités	SUN	Scaling Up Nutrition
MSP	Ministère de la Santé Publique	SG	Secrétaires Généraux
BMZ	Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement	SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
ODD	Objectifs de Développement Durable	STD	Services Techniques Décentralisés
ONN	Office National de Nutrition	SBC	Social and Behaviour Change (Changement Social et Comportemental)
ORN	Office Régional de Nutrition	SNFOA	Stratégie Nationale de Fortification Alimentaire
ONG	Organisation Non Gouvernementale	S&E	Suivi et Évaluation
PMO	Partenaires de Mise en Œuvre	VSLA	Village Savings and Loan Associations
		WHH	Welthungerhilfe



Remerciements

La réalisation de ce livre de capitalisation, tout comme les succès rencontrés par le « Projet de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Renforcement de Résilience » (ProSAR), est le fruit d'une collaboration exemplaire entre de multiples acteurs engagés pour le développement de Madagascar et de la région Atsimo Atsinanana, en particulier.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à l'ensemble des parties prenantes qui ont rendu cette aventure humaine et technique possible :

Au Gouvernement de Madagascar

Nos remerciements s'adressent prioritairement au Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE), notre ministère de tutelle, pour son leadership et son orientation stratégique. Nous saluons également l'implication précieuse des autres Ministères partenaires, sensibles à la nutrition, dont la coordination intersectorielle a été le socle de notre approche intégrée.

Aux Partenaires de mise en œuvre

Ce projet n'aurait pu atteindre ses objectifs sans l'expertise technique et l'engagement opérationnel de nos partenaires de consortium. Merci aux équipes de :

- Welthungerhilfe (WHH);
- GSDM;
- Inter Aide;
- Helen Keller International ; et
- Office National de Nutrition (ONN).

Aux Communautés et Bénéficiaires

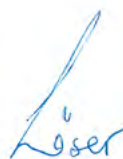
Toute notre reconnaissance va aux populations des districts de Farafangana, Vangaindrano et Vondrozo. Merci pour votre accueil, votre résilience et votre volonté de changement. Ce livre témoigne de vos efforts pour transformer durablement vos systèmes alimentaires et protéger l'avenir nutritionnel de vos familles.

Aux Équipes du Projet

Enfin, nous tenons à féliciter le personnel de ProSAR, tant à l'unité de coordination d'Antananarivo qu'à l'équipe technique sur le terrain. Votre dévouement quotidien, souvent dans des conditions exigeantes, et votre rigueur dans la collecte de ces leçons apprises ont permis de transformer une mise en œuvre technique en un véritable héritage de connaissances.

Que les enseignements partagés dans cet ouvrage servent de boussole pour les futures initiatives de sécurité alimentaire et de nutrition à Madagascar.

La Conseillère Technique Principale



Jessika Loeser

Table des matières



Préface	3
Liste des abréviations	4
Remerciements	7
Table des matières	8



Introduction	12
Pourquoi la région Atsimo Atsinanana ?	14
Approche multisectorielle et modalités d'intervention du projet	15
L'approche intégrée, levier central d'action	24
L'approche en cascade, vecteur d'appropriation communautaire	25
Le changement de comportement social	26
Premiers impacts observés	26
Présentation de la structure de l'ouvrage	27
Les évènements majeurs pendant la vie de ProSAR	28
ProSAR <i>Knowledge Map</i>	30



1 Agriculture sensible à la nutrition	32
1.1 Pratiques agroécologiques et agriculture sensible à la nutrition	33
Les pratiques agroécologiques	33
Le lien avec la nutrition	38
L'approche Champ-École-Paysans	38
Recueil des défis et bonnes pratiques	40
1.2 La gestion post-récolte	42
La conservation des aliments	42
Opérationnalisation et partenariats	42
Recueil des défis, bonnes pratiques et recommandations	43
1.3 L'élevage à cycle court	46
Les approches techniques	46
Lien avec les autres composantes	47
Recueil des bonnes pratiques	48
1.4 L'accès à la terre	48
Les enjeux	48
Les démarches pour lever les blocages	49
Des perspectives encourageantes	49
Recueil des bonnes pratiques	50
1.5 Les impacts	50



	2 Autonomisation économique	52
2.1	Gestion financière	53
	Contexte régional	53
	Renforcement de capacité	54
	L'approche <i>Farmer Business School</i>	55
	Lien avec la nutrition et le genre	55
	Recueil des défis et bonnes pratiques	57
2.2	L'alphabétisation fonctionnelle	58
	Les enjeux	58
	Lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle	58
	Recueil des défis et bonnes pratiques	59
2.3	Groupes d'épargne et de crédit communautaire	61
	Les VSLA	61
	Des avantages multiples	62
	Recueil des défis et bonnes pratiques	62
2.4	Les activités génératrices de revenus	65
	Une approche ciblée et adaptée	65
	Recueil des bonnes pratiques	68
2.5	Les impacts	70
	3 Nutrition et hygiène	72
3.1	Le care group	73
	Les principes de la création des <i>care groups</i>	74
	La structure pratique du <i>care group</i>	75
	Recueil des bonnes pratiques	76
3.2	Diversification des aliments et hygiène	79
	Des aliments diversifiés	79
	Un environnement sain	80
	Recueil des défis et bonnes pratiques	80
3.3	Les activités d'Information, Éducation et Communication	82
	Renforcement de capacités	82
	Sensibilisation communautaire	85
	Groupe d'écoute	85
	Démonstrations culinaires	85
	Visites à domicile et supervision formative	85
	Assainissement et hygiène	86
	Recueil des défis et bonnes pratiques	86
3.4	Les impacts	88
	Diversité alimentaire des femmes et des enfants	88
	Assainissement, hygiène et santé	90



4	Gouvernance de la nutrition	92
4.1	Appui à la coordination	93
	Office National de Nutrition	93
	Appui à la coordination régionale	96
	Appui au Mouvement « <i>Scaling Up Nutrition</i> »	97
	Recueil des défis et bonnes pratiques	99
4.2	Plaidoyer pour la nutrition	100
	Une démarche transversale	100
	Une approche factuelle	100
	Les dispositifs d'ancrage	101
	Recueil des défis et bonnes pratiques	101
4.3	Développement d'un curriculum de formation	102
	Contexte	102
	Conception du curriculum	102
	La dissémination	103
	Perspectives d'extension	103
	Recueil des défis et bonnes pratiques	104
4.4	Les impacts	105



5	Fortification alimentaire	106
5.1	Appui à l'opérationnalisation de la Stratégie Nationale de la Fortification Alimentaire	108
	Une stratégie consolidée	108
	Des acteurs complémentaires	108
	Des progrès tangibles	108
	Education et sensibilisation	110
	Recueil des défis, bonnes pratiques et recommandations	111
5.2	Contribution au programme d'iodation et fluoration du sel	112
	Appui à la relance du système	112
	Une perspective éclairée	112
	Recueil des défis, bonnes pratiques et recommandations	113
5.3	Mise en place d'une unité de production de cube bouillon fortifié	114
	Une formulation alignée sur les déficits nationaux	114
	Un processus collaboratif	115
	Une perspective de pérennisation rassurante	115
	Recueil des défis, bonnes pratiques et recommandations	115
5.4	Etablissement de laboratoire de contrôle	116
	Le LAB NUT	116
	Une collaboration fructueuse	117
	Recueil de défis et recommandations	117
5.5	Les impacts	118

	6	Thèmes transversaux	120
	6.1	Approches genre de ProSAR	121
		Genre et accès aux soins, hygiène et alimentation	123
		Genre et agriculture sensible à la nutrition	124
		Genre et gestion financière	125
		La masculinité positive	126
		Recueil des défis et bonnes pratiques	128
	6.2	Synergie et collaboration	131
		Un ciblage stratégique	131
		Des compétences combinées	131
		Une alliance stratégique avec les STD	132
		Les visites d'échange	132
		Synergies avec les projets de la GIZ dans la région Atsimo Atsinanana	132
		Collaboration avec des projets de la GIZ dans d'autres zones à Madagascar	137
		Collaborations avec des acteurs académiques	140
		Recueil des défis et bonnes pratiques	141
	7	Suivi, évaluation et ancrage	142
	7.1	Le système de suivi et évaluation	143
		Un pilotage axé sur les résultats	143
		Flux de données	143
		Collecte de données	144
		Les indicateurs	145
		La gestion des connaissances	147
		Recueil des défis et bonnes pratiques	148
	7.2	Le système d'ancrage	148
		L'ancrage institutionnelle	148
		Recueil des défis et bonnes pratiques	150
	7.3	Pourquoi une stratégie de sortie	151
		Références	152



Introduction

MANDRAIN

ALATSINAINY



ALAROBIA

ALAKAMTSY

VOAMAINA

SY VOAMADINIKA MATAVY

NY VOKATRA
AMINY





La malnutrition demeure à la fois un des défis majeurs et un des principaux freins au développement humain, à l'échelle mondiale. Elle est fréquemment réduite, dans la perception commune, à la seule dimension de la disponibilité des denrées alimentaires. Or, elle recouvre également, de manière indissociable, d'autres aspects tels que l'éducation, la santé, l'accès à l'eau, l'hygiène, la réduction de la pauvreté et le renforcement de la résilience de la communauté. Bien que des progrès aient été enregistrés dans certaines régions, la malnutrition chronique et les carences en micronutriments continuent de toucher des centaines de millions de personnes, fragilisant ainsi les perspectives de croissance et de résilience de la communauté. Les retards de croissance et de développement qui en résultent sont irréversibles. Ils compromettent la santé et la résilience des enfants, réduisent leurs capacités d'apprentissage et leur potentiel de productivité futur et limitent ainsi la trajectoire de développement socio-économique de la société dans son ensemble. À long terme, cette réalité se traduit par des coûts économiques et sociaux élevés, une perte de capital humain, une aggravation de la pauvreté structurelle et des impacts déterminants sur les conditions de vie des personnes.

Madagascar reflète avec acuité cette réalité. Toutes les données récentes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle révèlent une situation alarmante. Les dernières enquêtes de la « Welthungerhilfe » (WHH) sur l'indice de la faim¹ dans le monde placent Madagascar au 124^e rang mondial sur 127 pays évalués, avec un indice de 36,3. Par ailleurs, les résultats de la 5^e « Enquête sur la Démographie et la Santé » (EDS 2021)² indiquent une prévalence de la malnutrition chronique de 40 %. Des estimations réalisées depuis plusieurs années évaluent l'impact de la malnutrition sur la croissance économique à Madagascar. Selon l'étude « Cost of Hunger in Africa »³, cette situation entraîne un coût économique impor-

tant, estimé à environ 14,5 % du PIB annuel (environ 1,5 milliard de dollars), en raison de ses effets sur la santé, l'éducation et la productivité.

Cette vulnérabilité s'accompagne à des facteurs structurels. La disponibilité ainsi que l'accessibilité à une alimentation équilibrée, saine et diversifiée demeurent extrêmement limitées. Le Food Systems Dashboard de la « Food and Agriculture Organization » (FAO)⁴ fait état d'une situation préoccupante, indiquant que 94 % des Malgaches ne peuvent financer une alimentation saine. En outre, la population malgache est jeune – 43 % ont moins de 15 ans. Pourtant, cette jeunesse, qui pourrait constituer un atout démographique, est souvent entravée par l'effet de la malnutrition sur le développement cognitif et physique de l'enfant, réduisant ainsi leurs chances d'intégrer pleinement la vie économique à l'âge adulte. En effet, les pratiques alimentaires et les soins prodigués à la mère et à l'enfant au cours des 1 000 premiers jours – qui s'étendent de la conception jusqu'au deuxième anniversaire – jouent un rôle déterminant dans le développement optimal tout au long de la vie. Une alimentation équilibrée, saine et diversifiée, accompagnée par des soins appropriés durant cette période cruciale permettent de prévenir des séquelles irréversibles et de garantir une croissance saine et harmonieuse. C'est la raison pour laquelle un ciblage des populations concernées par cette période critique est indispensable pour prévenir la malnutrition chronique et ses conséquences à long terme.

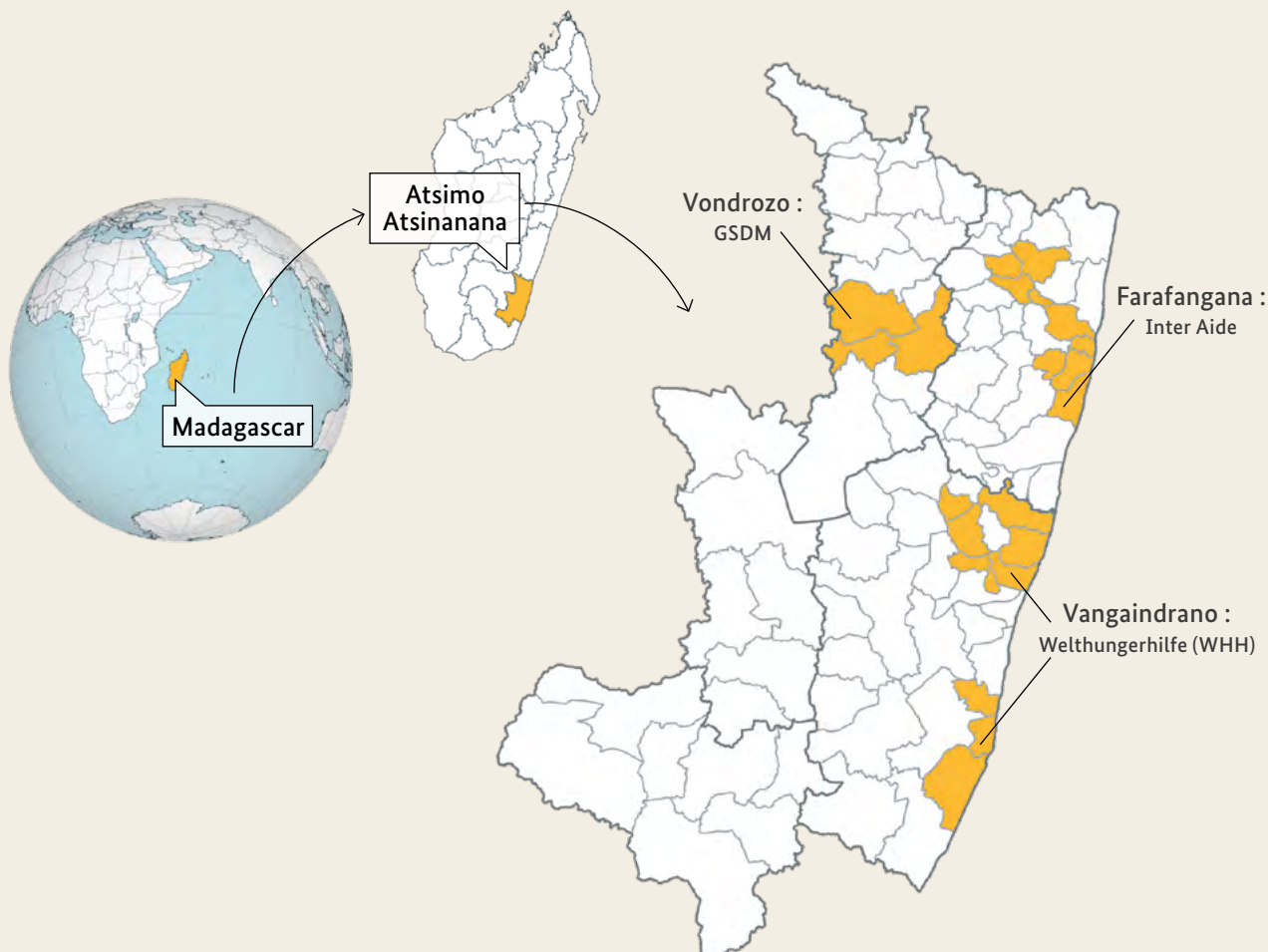
Dans la région Atsimo Atsinanana, zone d'intervention de « ProSAR » (Projet Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Renforcement de Résilience), ces difficultés se manifestent avec une intensité accrue. Les données de l'EDS 2021, indique que près de la moitié (49 %) des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, un taux parmi les plus élevés du pays. Sa situation géographique, son enclavement relatif et la fragilité de ses infrastructures accentuent les contraintes sur la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des denrées alimentaires. Les aléas climatiques, la dépendance à quelques cultures de base et l'insuffisance des techniques de conservation renforcent la vulnérabilité des ménages.

Éléments clés

- Prévalence de la malnutrition chronique **40 %**
- **63 %** de la population sont touchés par l'insécurité alimentaire
- **94 %** des Malgaches ne peuvent financer une alimentation saine
- Pertes économiques annuelles dues à la malnutrition ~**14,5 %** du PIB



Pourquoi la région Atsimo Atsinanana ?



Le choix de concentrer l'action de ProSAR dans la région Atsimo Atsinanana répond à une convergence de facteurs à la fois structurels et stratégiques. Située dans le sud-est de Madagascar, cette région se caractérise par un potentiel agricole diversifié, mais encore largement sous-exploité. Les sols fertiles, l'abondance relative en ressources en eau et la présence de zones propices à la riziculture, au maraîchage, à l'élevage et à la pêche offrent des perspectives réelles d'amélioration de la production alimentaire et de diversification des revenus.

Malgré ces bonnes conditions de base, la population souffre de malnutrition, en raison de contraintes structurelles persistantes, de facteurs culturels, ainsi que d'habitudes alimentaires monotones. L'insuffisance des infrastructures routières et de stockage limite l'écoulement des produits, tandis que l'accès aux intrants de qualité et aux marchés demeure difficile. Les aléas climatiques accentuent la vulnérabilité des producteurs,

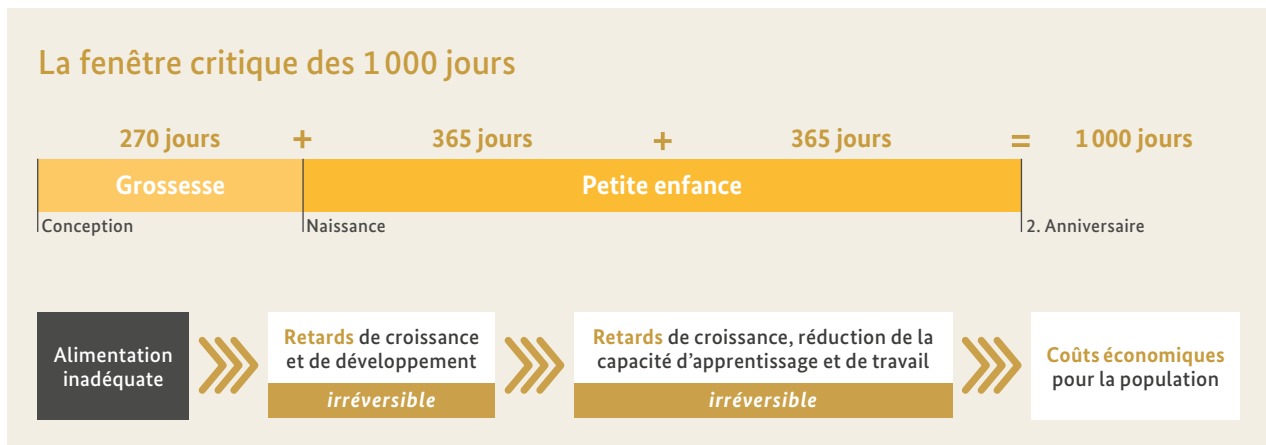
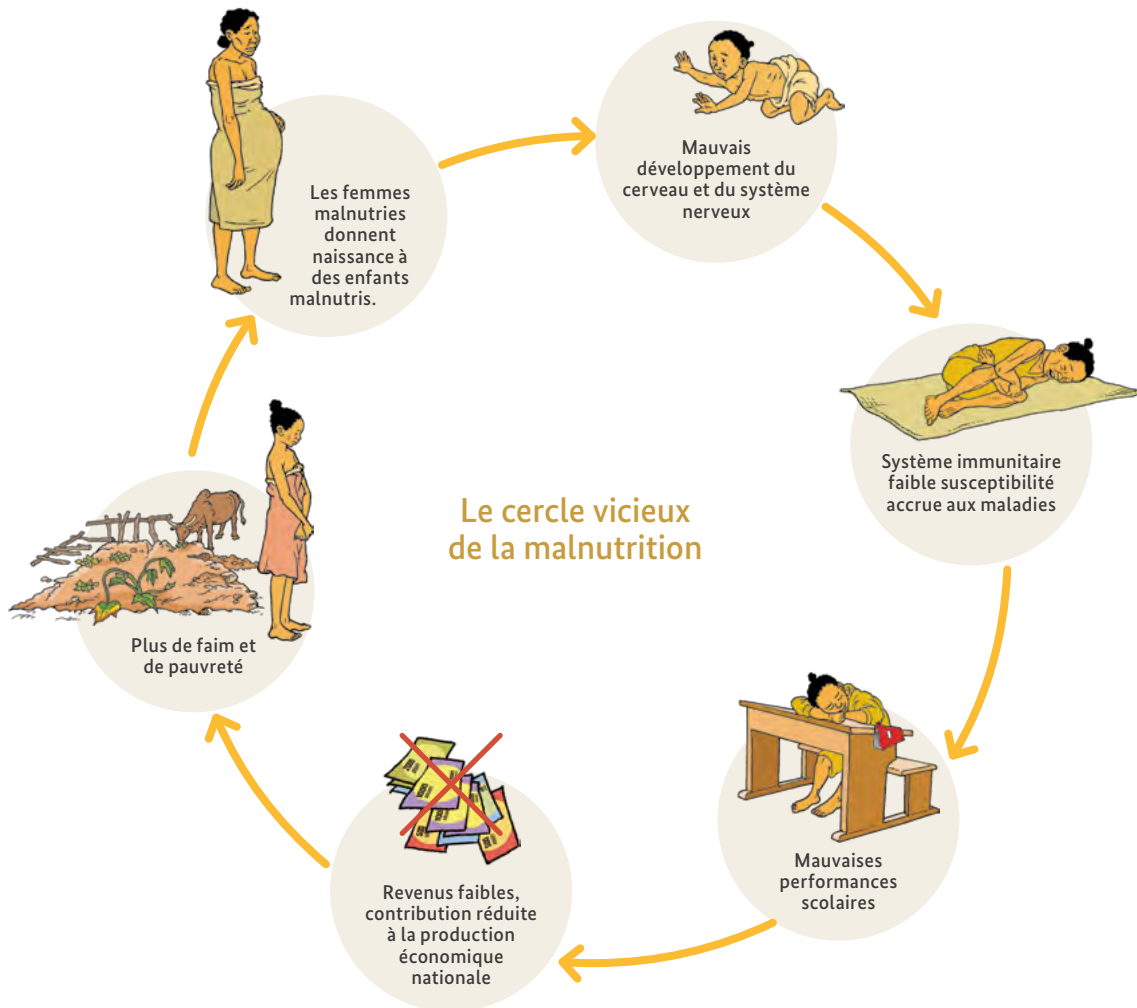
entraînant une production souvent saisonnière, irrégulière et peu compétitive, avec des pertes post-récolte significatives (*voir chapitre 6.1*).

Ces fragilités nourrissent un cercle vicieux de la malnutrition. Des mères insuffisamment nourries donnent naissance à des enfants eux-mêmes carencés, dont le développement cérébral et nerveux est compromis. Cette situation affaiblit leur système immunitaire, les rendant plus vulnérables aux maladies, et limite leurs performances scolaires. À l'âge adulte, ces individus ont souvent de faibles revenus et une contribution réduite à la productivité économique, perpétuant ainsi la faim et la pauvreté, et reproduisant le cycle de malnutrition chronique chez les générations suivantes. Ce cercle vicieux montre une fois de plus, l'importance d'axer les interventions sur la fenêtre critique des 1 000 premiers jours.

Approche multisectorielle et modalités d'intervention du projet

La logique de l'intervention repose sur le cadre conceptuel de la malnutrition définie par l'UNICEF⁵, qui distingue des causes immédiates, sous-jacentes et fondamentales, toutes de nature multisectorielle et

interdépendante. Dans le contexte malgache, cette combinaison de facteurs – allant des pratiques alimentaires et de l'état sanitaire aux inégalités structurelles et à la pauvreté – entretient une vulnérabilité persistante, particulièrement marquée chez les femmes et les jeunes enfants.



Face à cette complexité, ProSAR adopte une approche multisectorielle, permettant d'agir de manière coordonnée et complémentaire autour d'une problématique commune. Cette approche se définit comme l'intégration d'interventions complémentaires, portées par divers acteurs et secteurs : l'agriculture, l'autonomisation économique, la nutrition et l'hygiène, ainsi que la fortification des aliments. L'ensemble est soutenu par une gouvernance nutritionnelle, qui assure la coordination multisectorielle et renforce la sécurité alimentaire et nutritionnelle à tous les niveaux, des structures nationales aux instances décentralisées.

Cette approche intégrée vise à générer une dynamique vertueuse, en combinant amélioration de la disponibilité alimentaire, renforcement économique, pratiques nutritionnelles et fortification, tout en consolidant la gouvernance et en capitalisant sur les ressources locales et les savoir-faire existants. Conçues pour se renforcer mutuellement, ces différentes composantes génèrent un impact plus significatif que si elles étaient mises en œuvre de manière isolée. En rupture avec les méthodes fragmentées, cette démarche intégrée propose une vision globale et cohérente, qui permet d'analyser les effets croisés des actions et de favoriser des solutions durables.

L'orientation de ProSAR s'inscrit pleinement dans les priorités nationales, notamment la Politique Nationale de Nutrition, le Plan National d'Action Multisectorielle pour la Nutrition et la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, ainsi que dans les engagements internationaux de Madagascar envers les Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier les ODD 1, 2, 3, 5 et 6, avec un renforcement complémentaire via les ODD 13.1 et 17.

Face à la persistance de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, plus accentuée dans la région Atsimo Atsinanana, ProSAR a été lancé en 2019 avec pour objectif d'améliorer durablement l'état nutritionnel et alimentaire des populations – en particulier les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de deux ans – tout en renforçant la résilience et la capacité des familles rurales à faire face aux chocs économiques, climatiques et sanitaires. Afin de garantir à long terme une meilleure diversité alimentaire et un apport nutritionnel continu, ces groupes sont ciblés en priorité. En s'appuyant sur cette approche, le projet contribue à prévenir les séquelles irréversibles de la malnutrition chronique et à renforcer le capital humain des générations futures.

Le cadre causal de l'UNICEF met en évidence les causes directes et sous-jacentes de la malnutrition et sert de référence analytique pour identifier les quatre dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ciblées par les interventions du projet. Reposant sur ce cadre, ProSAR adopte une approche intégrée et multisectorielle, combinant sensibilisation et interventions concrètes sur le terrain dans les différents secteurs, en plaçant la communication pour le changement social et comportemental au cœur de ses activités. Les messages, adaptés à la culture locale, sont diffusés par la radio, des supports audiovisuels et des animations communautaires, afin de favoriser une adhésion durable et une transformation effective des pratiques. En outre, les acteurs engagés dans cette approche multisectorielle génèrent des synergies, coordonnent les actions et assurent la diffusion des connaissances ainsi que la valorisation des acquis aux niveaux régional et national.

Les Objectifs de Développement Durable concernés :



À titre complémentaire :

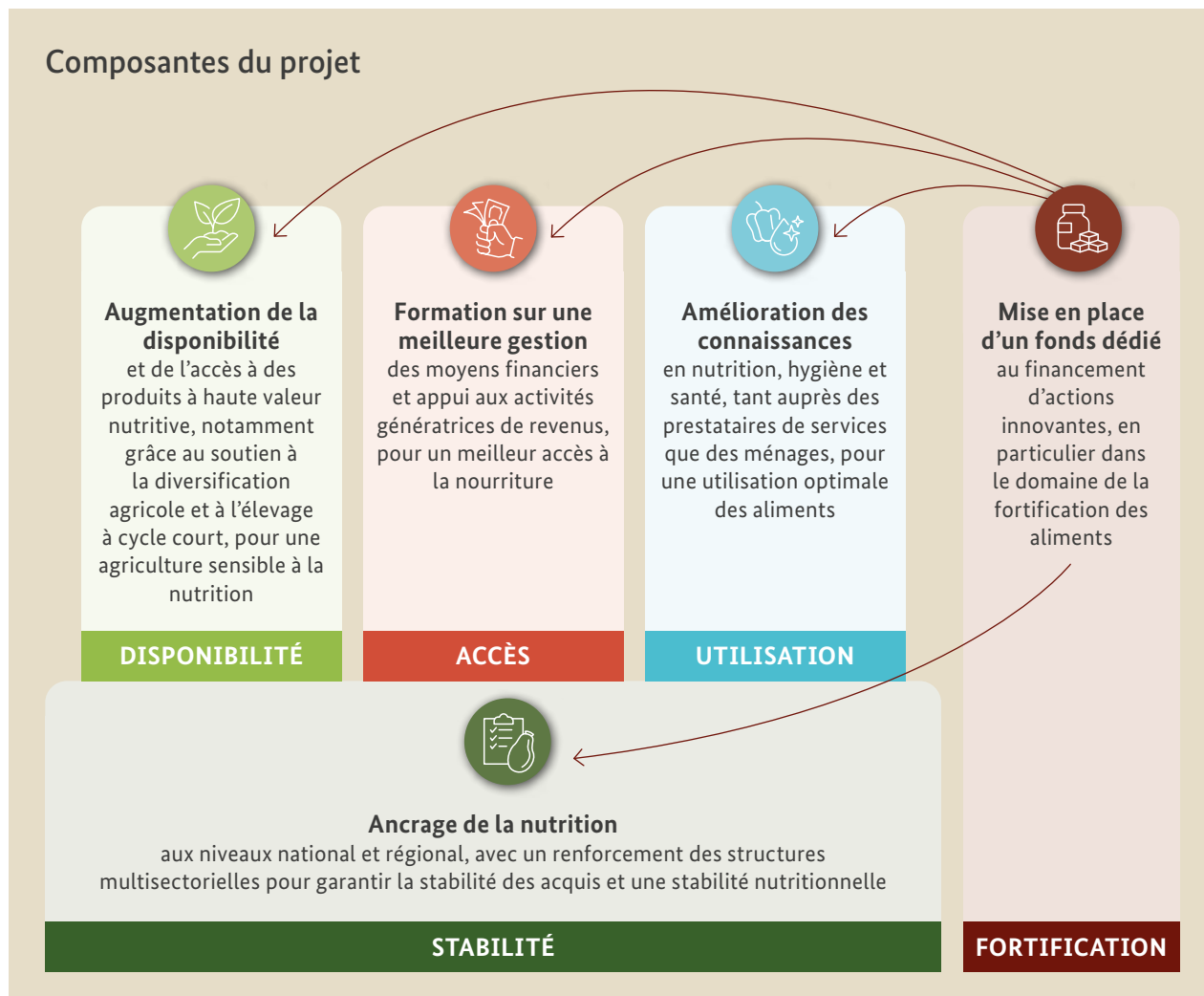


ODD 13.1 « Renforcement de la résilience et de la capacité d'adaptation aux risques liés au climat et aux catastrophes naturelles »



Cette stratégie opérationnelle, structurée autour de cinq composantes, s'inscrit dans les quatre dimensions de la

sécurité alimentaire et nutritionnelle, lesquelles peuvent être envisagées comme ses piliers et son socle.



En intégrant ces leviers dans un cadre unique et cohérent, ProSAR maximise les effets conjoints de ses actions, et assure ainsi une amélioration durable des conditions de vie et du bien-être des communautés ciblées.

ProSAR augmente ainsi son alignement aux priorités stratégiques de l'État et assure un ancrage institutionnel fort et à haut niveau.

Au-delà de son ancrage local, cette approche s'intègre dans un programme plus large. ProSAR fait partie du programme global « Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Renforcement de Résilience », lancé par le « Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement » (BMZ) dans le cadre de l'Initiative Spéciale allemande « Transformation des Systèmes Agroalimentaires » (SI AGER). La GIZ a été chargée de mettre en œuvre le programme global dans douze pays d'Asie et d'Afrique. Placé sous la tutelle du « Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage » (MINAE),



PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE



GSDM Professionnels de l'Agroécologie

ORIGINE & CRÉATION

Origine : **Madagascar**

Type d'organisation : **Association**

Date de création : **2001**

Actif à Madagascar depuis : **10.05.2001**

Actif à Atsimo Atsinanana depuis : **2004**

« Il faudrait peut-être emprunter le terme qu'utilisent les gens de Vondrozo sur le projet « **Hafa avao i PROSAR** » que l'on traduirait « il n'y a pas 2 comme PROSAR ». Les changements de comportements et d'habitudes alimentaires ont été remarquables dans les zones d'intervention du projet, zones antérieurement oubliées. »

Tsirimalala A. Ramadison | Chef de projet



EXPERTISE

GSDM possède une expertise dans l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, la nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, l'agriculture résiliente, ainsi que dans la diffusion des innovations agricoles et l'accompagnement participatif selon l'approche paysan-paysan.



COLLABORATION AVEC PROSAR

En tant que partenaire de mise en œuvre du projet ProSAR, GSDM a assuré la coordination opérationnelle et technique des interventions à partir de Juillet 2021. L'organisation a diffusé l'approche Champs-Écoles Paysans (CEP) dans le district de Vondrozo, renforçant l'échange d'expériences entre producteurs et la cohésion communautaire. GSDM a formé et appuyé les équipes locales pour la mise en œuvre d'activités multisectorielles en nutrition, hygiène, santé, agriculture et moyens d'existence, tout en favorisant l'intégration transversale du genre et la mobilisation des femmes dans les activités communautaires. L'organisation a également contribué à la formation des partenaires du projet ProSAR et des techniciens des services déconcentrés, ainsi qu'à l'élaboration des fiches techniques utilisées dans le projet.



LEÇONS APPRIS / EXPÉRIENCES

La mise en œuvre du projet a confirmé l'importance d'une approche multisectorielle et intégrée pour améliorer durablement la sécurité alimentaire, la nutrition, l'autonomie économique et les pratiques agricoles des communautés rurales. L'approche en cascade des multiplicateurs et volontaires *care group* a été particulièrement efficace pour diffuser les bonnes pratiques et favoriser des changements de comportement durables. L'expérience a également mis en évidence la nécessité d'un accompagnement de proximité, de la formation continue et du renforcement de la coordination locale.



LIEN WEB

www.gsdm-mg.org



CONTACT

- **Tahina Raharison – Directeur Exécutif de GSDM**
tahina-raharison@gsdm-mg.org ; tahinarison@yahoo.fr
- **Daniel Randrianarisoa – Directeur Exécutif Adjoint**
gsdm.dea@gsdm-mg.org
ddaniel.randrianarisoa@gmail.com
- **Tsirimalala Andrianjatovo Ramadison – Chef de projet**
tsiry.ramadison@gsdm-mg.org ; tsiryandry@yahoo.fr



PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE



Lancement et suivi de programmes concrets de développement

Inter Aide

ORIGINE & CRÉATION

Origine : **France**Type d'organisation : **ONG**Date de création : **1980**Actif à Madagascar depuis : **1994**Actif à Atsimo Atsinanana depuis : **2015**

« Grâce à PROSAR, nous avons pu tester une diversification de nos activités et de nouvelles approches à large échelle, cette expérience nous permet de tirer des leçons pour le développement rural dans le sud-est de Madagascar. »

Damien du Portal | Chef de secteur Madagascar rural –
Ethiopie – Sierra Leone



EXPERTISE

Inter Aide possède une expertise dans l'agriculture familiale, les activités WASH et de gestion/maintenance des ouvrages d'accès à l'eau potable et la santé en milieu rural, en soutenant les exploitations familiales, en construisant des puits et des ouvrages gravitaires, en sensibilisant les communautés aux bonnes pratiques d'hygiène et de prévention, en appuyant des gestionnaires professionnels de services d'eau ruraux et en mettant en place un réseau de relais de santé villageois.



COLLABORATION AVEC PROSAR

À partir de Juillet 2021 Inter Aide met en œuvre des activités multisectorielles dans le district de Farafangana, incluant le renforcement de la production agricole familiale (légumes, légumineuses, tubercules et plantes pérennes), la formation et le suivi des groupes de voisinage et des femmes leaders, le développement de pratiques nutritionnelles et sanitaires via des *care groups*, ainsi que le soutien à des activités génératrices de revenus comme l'artisanat et l'élevage.



LEÇONS APPRISSES / EXPÉRIENCES

L'expérience montre que seule, l'approche en cascade via les *care groups* n'est pas suffisante et qu'il est important de la coupler avec une formation et un accompagnement pratique adaptés au contexte et à la majorité des ménages. Le renforcement de l'autonomie des ménages, doit passer par une prise en compte des contraintes locales telles que la saisonnalité, les catastrophes climatiques et l'accès limité aux ressources et les vols de récolte en lien avec les périodes de soudure alimentaire, qui forment un ensemble de freins à l'adoption de nouvelles pratiques dans la zone. Il s'agit donc d'identifier de façon participative des innovations éprouvées localement afin de les diffuser ensuite de proche en proche. Il est nécessaire d'avoir l'humilité de reconnaître que ces mécanismes demandent du temps pour avoir de l'impact sur la majorité des ménages.



LIEN WEB

<https://interaide.org> et
<https://reseau-pratiques.org>



CONTACT

• Damien du Portal –
Chef de secteur Madagascar rural –
Ethiopie – Sierra Leone
damien.duportal@interaide.org



PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE



Welthungerhilfe

ORIGINE & CRÉATION

Origine : **Allemagne**

Type d'organisation : **ONG**

Date de création : **1962**

Actif à Madagascar depuis : **1992**

Actif à Atsimo Atsinanana depuis : **1998**

« Le projet ProSAR a démontré qu'une coopération fondée sur la confiance, la complémentarité et l'échange d'expériences permet de générer des impacts durables, au-delà des résultats initialement attendus. »

Faya Celestin Millimouno | Chef d'Antenne Atsimo Atsinanana



EXPERTISE

Welthungerhilfe intervient principalement dans les domaines de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, de la nutrition, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (WASH), de l'agriculture résiliente ainsi que de la gestion des risques et de la réponse aux urgences.



COLLABORATION AVEC PROSAR

En tant qu'organisme de mise en œuvre du projet ProSAR à partir de 15 Juillet 2021, WHH a assuré la coordination opérationnelle et technique des interventions à Vangaindrano. L'organisation a contribué à la planification stratégique, à la supervision des activités et au renforcement des capacités des équipes de mise en œuvre et des partenaires locaux dans les domaines de la nutrition, de l'hygiène, de l'agriculture sensible à la nutrition et des moyens d'existence. WHH a également appuyé l'intégration transversale du genre, notamment à travers des formations sur la féminité et la masculinité positives, et a favorisé la coordination entre collectivités territoriales, services techniques déconcentrés, partenaires et communautés afin de renforcer l'appropriation locale et la pérennisation des acquis.



LEÇONS APPRIS / EXPÉRIENCES

La mise en œuvre du projet a confirmé la pertinence d'une approche intégrée et multisectorielle pour améliorer durablement la sécurité alimentaire et la résilience des ménages. L'approche en cascade des *care groups* s'est révélée particulièrement efficace pour diffuser les bonnes pratiques et favoriser des changements de comportement durables. Par ailleurs, l'expérience a souligné l'importance d'un accompagnement de proximité, d'une meilleure anticipation des risques climatiques et logistiques, ainsi que du renforcement de la coordination locale.



LIEN WEB

www.welthungerhilfe.de



CONTACT

- **Marie Catherine Mabrut – Directrice pays Madagascar**
mariecatherine.mabrut@welthungerhilfe.de
- **Jérôme Canicave – Directeur de programme**
Jerome.canicave@welthungerhilfe.de
- **Faya Celestin Millimouno – Chef d'antenne Atsimo Atsinanana**
celestin.millimounofaya@welthungerhilfe.de
- **Junnia Hanitriniaina – Cheffe de projet**
Junnia.hanitriniaina@welthungerhilfe.de





PARTENAIRE INSTITUTIONNEL



Office National de Nutrition

ORIGINE & CRÉATION

Origine : **Madagascar**

Type d'organisation : **Organisme public**

Date de création : **2004**

Actif à Madagascar depuis : **30.11.2004**

Actif à Atsimo Atsinanana depuis : **30.09.2008**

« Le partenariat établi entre l'ONN et ProSAR constitue un exemple de coopération institutionnelle visant à optimiser les capacités organisationnelles et à soutenir les objectifs nationaux en matière de nutrition. »

Fanjanomenjanahary Razafimahatratra | Chef d'Unité de Coordination Technique du Secteur Nutrition



EXPERTISE

L'Office National de Nutrition intervient principalement dans les domaines de la nutrition et du renforcement de la coordination multisectorielle à Madagascar, en assurant le suivi et l'appui aux politiques nationales pour améliorer la sécurité nutritionnelle et la cohésion des parties prenantes.



LEÇONS APPRISSES / EXPÉRIENCES

La coopération avec ProSAR a permis de consolider le rôle de l'ONN en tant qu'entité de coordination du secteur de la nutrition et point focal du mouvement SUN, d'améliorer la structuration des plateformes multisectorielles et de renforcer l'engagement collectif autour des objectifs institutionnels. L'expérience a aussi mis en évidence la nécessité d'adapter les modalités de suivi pour garantir la transparence et la redevabilité des actions.



COLLABORATION AVEC PROSAR

En tant que partenaire du projet ProSAR, l'ONN a assuré depuis 01.01.2021 le renforcement de la coordination multisectorielle de la nutrition à Madagascar. L'organisation a contribué à structurer les interventions aux niveaux national et local, à renforcer la cohésion interne et à mobiliser les acteurs du mouvement SUN pour améliorer l'efficacité des actions en faveur de la nutrition.



LIEN WEB

<https://office-nutrition.mg>



CONTACT

- Fanja Rakotondrainibe – Coordonateur National ONN
cn@onn.mg
- Fanjanomenjanahary Razafimahatratra – Chef d'Unité de Coordination Technique du Secteur Nutrition
fanja.ruct@onn.mg

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE



Helen Keller International

ORIGINE & CRÉATION

Origine : **Madagascar**

Type d'organisation : **ONG**

Date de création : **1915**

Actif à Madagascar depuis : **04.09.2023**

« Aux côtés de la GIZ, nous transformons les défis en opportunités grâce à une collaboration alliant rigueur technique, créativité opérationnelle et un engagement fort en faveur des femmes et des jeunes. »

Britney Havannah Rasolonirina Andrianjanaka |
Responsable de Programme LSFF



EXPERTISE

Helen Keller Intl intervient au niveau mondial dans la supplémentation en micronutriments, la fortification alimentaire, le renforcement des systèmes alimentaires et l'appui aux systèmes de santé. À Madagascar, l'organisation se concentre principalement sur la supplémentation en vitamine A et la fortification alimentaire.



LEÇONS APPRISSES / EXPÉRIENCES

La collaboration avec ProSAR a renforcé l'importance de la génération d'évidences pour soutenir le plaidoyer en faveur de la fortification alimentaire et a confirmé la valeur ajoutée des partenariats public-privé pour créer un environnement favorable à des solutions nutritionnelles durables.



COLLABORATION AVEC PROSAR

Depuis 01 octobre 2024, Helen Keller Intl accompagne les lauréats du concours d'innovation soutenu par ProSAR, notamment la plateforme de chercheurs MIKASA et la coopérative MIRARY à travers la mise en place d'unités d'analyses nutritionnelles et de production de bouillons fortifiés. L'organisation a également contribué à l'éducation des consommateurs sur les bénéfices des produits fortifiés via des campagnes télévisées et radiophoniques, ainsi qu'à la validation de normes nationales relatives à l'huile végétale et aux bouillons fortifiés.



LIEN WEB

www.helenkellerintl.org



CONTACT

- **Bona Rakotomalala – Directeur de Pays**
BRakotomalala@hki.org
- **Britney Havannah Rasolonirina Andrianjanaka – Responsable de Programme LSFF**
BAndrianjanaka@hki.org

L'approche intégrée, levier central d'action

Au cœur de ProSAR, l'approche intégrée constitue la pierre angulaire de la stratégie d'intervention. Elle repose sur la conviction qu'aucune action isolée ne peut, à elle seule, rompre le cycle de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Pour obtenir des résultats durables, il est nécessaire de combiner, au sein d'un même ménage, un ensemble cohérent de mesures touchant à la fois la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation des aliments, la santé et la stabilité d'accès aux denrées alimentaires tout au long de l'année. Ainsi, ProSAR ambitionne de générer un effet synergique en agissant simultanément sur plusieurs leviers.

Concrètement, cette approche vise à ce que chaque ménage bénéficie d'un « paquet complet » d'interventions : formation en nutrition et hygiène, appui à la production d'aliments à haute valeur nutritionnelle,

adoption de techniques de conservation adaptées et renforcement des compétences en gestion financière et en génération de revenus. L'expérience montre que la combinaison de ces dimensions – la synergie entre les composantes du projet – crée des effets cumulatifs. Une meilleure connaissance des pratiques nutritionnelles améliore l'utilisation des récoltes, tandis qu'une formation en agriculture diversifiée accroît la disponibilité d'aliments sains. Dotés en outre de compétences en gestion financière, les ménages peuvent consolider leurs revenus, investir dans leur bien-être et répondre plus efficacement aux besoins alimentaires de leur famille, tout en renforçant durablement leurs moyens de subsistance.

Pour qu'une approche intégrée soit répliquable, il faut une adaptation contextuelle, un engagement des acteurs, et une capacité opérationnelle et financière durable. L'approche ne peut pas être simplement copiée : elle doit être co-construite avec les parties prenantes du projet.



L'approche en cascade, vecteur d'appropriation communautaire

Pour opérationnaliser cette vision intégrée, ProSAR a adopté une approche en cascade qui mobilise les ressources humaines locales comme levier de communication et de changement de comportement. ProSAR a opté pour l'approche *care group* (groupes de soins ou groupes de femmes de voisinage) ainsi que l'approche Champs-Écoles Paysans (CEP) qui favorisent l'apprentissage collectif, la combinaison synergique d'interventions multisectorielles et assurent l'intégration systématique

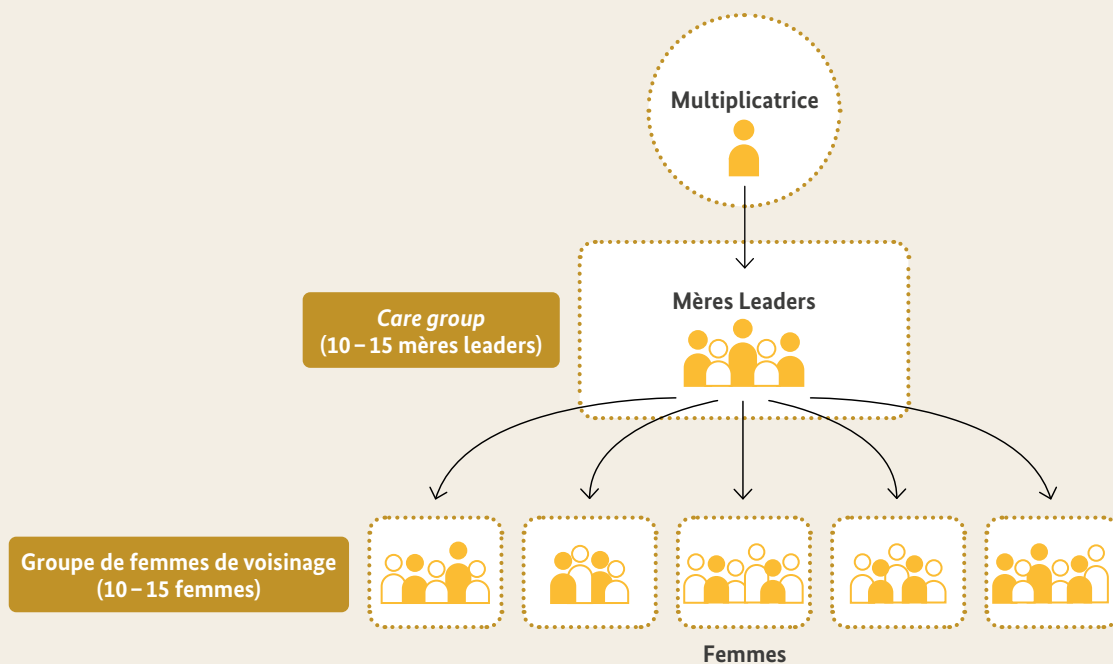
La forme féminine est utilisée de manière intentionnelle, l'accent étant mis sur les femmes, qui constituent la grande majorité du groupe (122 femmes contre 13 hommes).

de la dimension genre à travers la promotion de la masculinité positive. Des techniciens et des bénéficiaires intermédiaires – tels que multiplicatrices, agents

communautaires, matrones ou *paysans-relais* (PR) – sont formés dans un premier temps et assurent ensuite, à travers les *mères leaders* et les adoptants clés, la diffusion des connaissances au sein des communautés. L'aspect en cascade de ces approches permet à un plus grand nombre de ménages d'accéder progressivement à l'ensemble des volets du programme. Ces méthodes visent également à renforcer l'appropriation communautaire, à transformer durablement les comportements et à favoriser une meilleure résilience des ménages.

Les termes *mère leader*, *femme leader* et *volontaire care group* sont utilisés de manière synonyme et désignent le même rôle.

Organigramme et schéma de l'approche en cascade



Le changement de comportement social

Les changements de comportement dans les domaines de la nutrition et de l'hygiène sont des conditions essentielles pour une amélioration durable de la sécurité alimentaire, de la santé et de la résilience. L'approche de Changement Social et Comportemental (*Social and Behaviour Change*, SBC) part du principe que le comportement n'est pas uniquement déterminé par le savoir, mais par une interaction de facteurs individuels, sociaux et structurels. En conséquence, l'approche SBC vise à influencer positivement des comportements concrets grâce à une communication ciblée, à la participation et à la mobilisation sociale. À cet effet, et compte tenu d'un dynamique socio-culturel pas toujours favorable à l'atteinte des objectifs de la nutrition, ProSAR accorde un intérêt particulier aux problématiques de genre, qui peuvent constituer des obstacles majeurs (voir chapitre 6.1).

Dans le cadre de ProSAR, la stratégie SBC développée repose sur une analyse approfondie des facteurs facilitateurs et des obstacles (*enablers* et *barriers*), à partir des comportements identifiés et leurs déterminants respectifs. Une étude de déviance positive a également été menée afin d'identifier, au sein des communautés cibles, des personnes qui, malgré les mêmes conditions et contraintes, parviennent à obtenir de meilleurs résultats que les autres – et dont les pratiques réussies peuvent servir de modèle. Les partenaires du projet ont complété ce travail par des consultations communautaires pour mieux comprendre les attentes des ménages. Ces résultats ont permis de concevoir des contenus et supports pédagogiques adaptés aux réalités locales, prenant en compte à la fois les dimensions cognitives et socio-émotionnelles et ciblant les différentes étapes du changement comportemental.

Premiers impacts observés

ProSAR étant en phase de clôture, plusieurs effets positifs se dessinent dans ses zones d'intervention. Dès les premières années de mise en œuvre, ProSAR a généré des évolutions mesurables dans les communautés ciblées. Plus de **26 000 femmes** ont bénéficié directement des activités, renforçant ainsi leur rôle dans la sécurité alimentaire des ménages.

En incluant les membres des ménages, ce sont environ **135 000 personnes** qui ont été atteintes.

Les indicateurs nutritionnels témoignent également de progrès significatifs. L'Indice de Diversité Alimentaire Individuel (*Individual Diet Diversity Score*, IDDS) est passé de 2,7 à 3,4 puis à 2,8, indiquant une tendance vers une alimentation plus variée, bien que des fluctuations subsistent. La proportion d'enfants bénéficiant d'une Alimentation Minimale Acceptable (*Minimum Acceptable Diet*, MAD) a progressé de **8 % à 17 %**, reflétant une meilleure couverture des besoins nutritionnels essentiels. Au niveau des pratiques d'hygiène, le taux de ménages respectant les normes est passé de 1,9 % avant le projet à 17,5 % actuellement, illustrant une amélioration significative des comportements favorables à la santé.

Au total, plus de **14 000** enfants de moins de deux ans ont été touchés au cours de la durée de ProSAR.

En outre, des avancées structurelles importantes ont vu le jour, comme la création d'un laboratoire national dédié à la fortification, l'élaboration d'un curriculum universitaire en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) et en Agriculture Sensible à la Nutrition (ASN), et la coordination multisectorielle au service des acteurs locaux et nationaux, notamment grâce à la redynamisation de la « Plateforme gouvernementale » (PFG) du mouvement « Scaling Up Nutrition » (SUN) et l'opérationnalisation de la plateforme SUN UN PTF à Madagascar.

Premiers impacts observés

- Plus de **26 000** femmes ont bénéficié directement des activités
- L'Indice de Diversité Alimentaire des Ménages est passé de 2,7 à **3,4** puis à 2,8
- La proportion d'enfants bénéficiant d'une Alimentation Minimale Acceptable a progressé de 8 % à **17 %**
- Le taux de ménages respectant les normes des pratiques d'hygiène est passé de 1,9 % avant le projet à **17,5 %**

Ces résultats confirment que la combinaison d'actions de sensibilisation, de renforcement institutionnel et d'autonomisation des familles constitue un levier efficace pour améliorer durablement les pratiques et renforcer la résilience des ménages dans les zones les plus vulnérables.

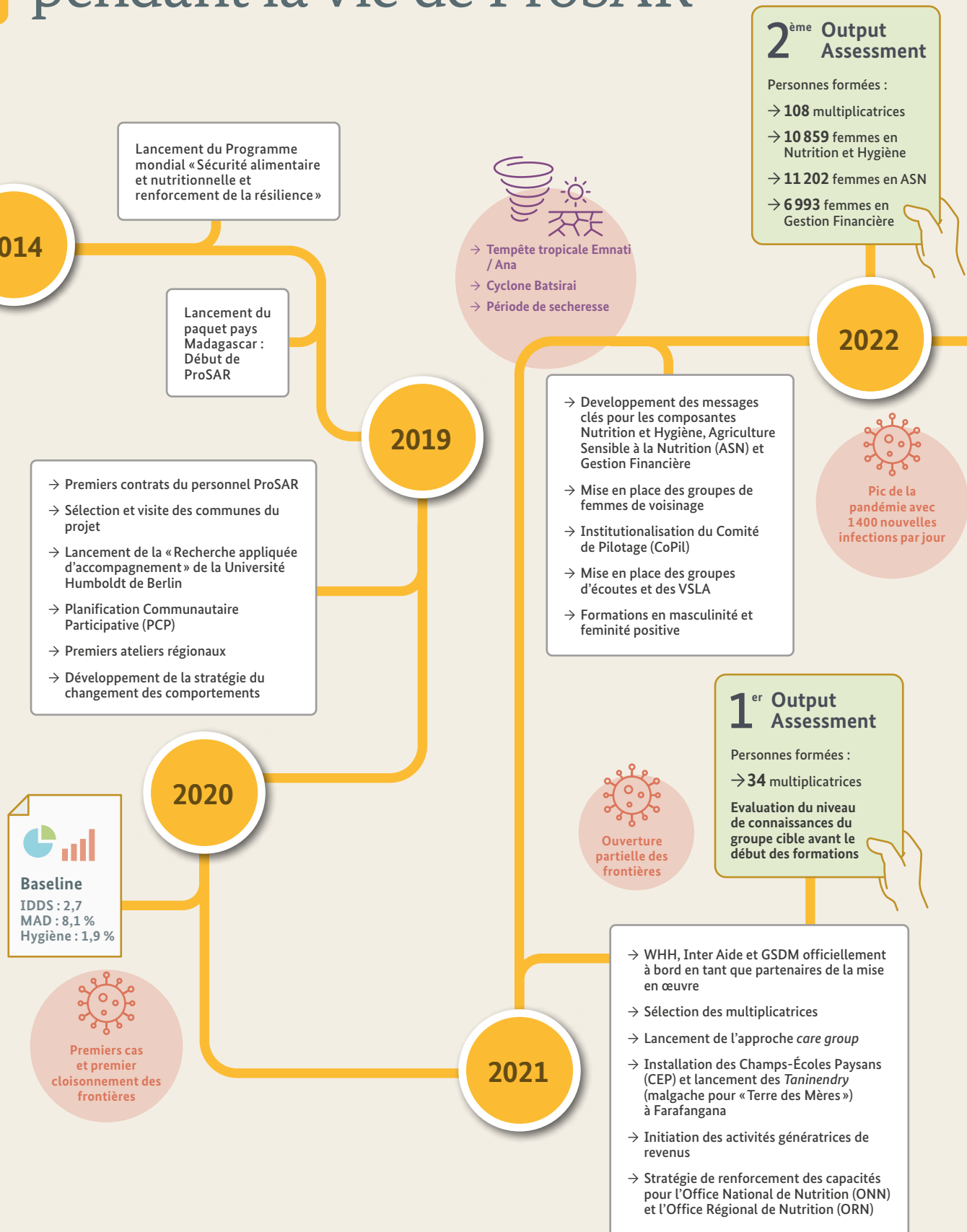
Présentation de la structure de l'ouvrage

Le présent document est conçu de manière à offrir une lecture claire et cohérente de l'ensemble des interventions de ProSAR. L'organisation retenue reflète fidèlement l'architecture du programme en mettant en évidence ses différentes composantes et les interactions qui les relient.

Chaque chapitre développe une dimension essentielle du projet, en présentant les objectifs poursuivis, les approches méthodologiques, les résultats obtenus et les enseignements tirés. Les thématiques transversales, telles que l'égalité de genre, la communication pour le changement social et comportemental ou encore la coordination institutionnelle, sont intégrées à l'ensemble du dispositif afin d'illustrer le caractère holistique de l'action menée. La séquence des sections permet ainsi de suivre la logique d'intervention, depuis la planification stratégique jusqu'aux perspectives de pérennisation des acquis, en passant par la mise en œuvre opérationnelle et le suivi-évaluation.



Les évènements majeurs pendant la vie de ProSAR





Follow-Up Survey (FUS)
 IDDS : 3,4
 MAD : 14 %
 Hygiène : 19 %

2023

- Première réunion du Conseil National de Nutrition depuis 2007
- Groupe de travail multisectoriel / Plateforme Nutrition de la SUN Platform
- Cofinancement avec Gates Foundation pour la promotion du Large Scale Food Fortification (LSFF)
- Développement du Livre des recettes
- Lancement des concours de ménages et concours de chansons
- Campagne d'alphabétisation



3^{ème} Output Assessment

Personnes formées :

- 119 multiplicatrices
- 17 337 femmes en Nutrition et Hygiène
- 16 857 femmes en ASN
- 10 606 femmes en Gestion Financière

2026

- Fin de ProSAR en mai
- Démarrage du nouveau projet bilatéral « Amélioration de la nutrition par l'agroécologie et l'éducation alimentaire à Madagascar » - ProSAR Mivoatry

5^{ème} Output Assessment

Personnes formées :

- 119 multiplicatrices
- 22 182 femmes en Nutrition et Hygiène
- 23 465 femmes en ASN
- 17 158 femmes en Gestion Financière

Endline
 IDDS : 2,8
 MAD : 17 %
 Hygiène : 17,5 %

736 nouvelles infections confirmées pour toute l'année 2023 – plus de thème épidémiologique à partir de 2024

2024

4^{ème} Output Assessment

Personnes formées :

- 135 multiplicatrices
- 18 689 femmes en Nutrition et Hygiène
- 20 849 femmes en ASN
- 14 551 femmes en Gestion Financière

- Développement du curriculum Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
- Lancement de la bibliothèque en ligne d'ONN
- Elaboration du Livre ProSAR
- Etude d'évaluation finale

2025

→ Cyclone Dikeledi
 → Incendies de brousse

- Étude sur l'économie politique de Madagascar dans le domaine du LSFF
- Début de la mise en place d'un laboratoire en collaboration avec MIKASA
- Lancement du phase pilote pour des cubes bouillons fortifiés avec Mirary
- Introduction du thème « sel iodé »
- Première rencontre officielle entre ONN et Bureau du Programme Commun National de Nutrition

Kéré : La pire sécheresse depuis quatre décennies



ProSAR Knowledge Map



Introduction

- i Pourquoi la région Atsimo Atsinanana ?
- ii Approche multisectorielle et modalités d'intervention du projet
- iii L'approche intégrée, levier central d'action
- iv L'approche en cascade, vecteur d'appropriation communautaire
- v Le changement de comportement social
- vi Premiers impacts observés



1. Agriculture sensible à la nutrition

- 1.1 Pratiques agroécologiques et agriculture sensible à la nutrition
- 1.2 La gestion post-récolte
- 1.3 L'élevage à cycle court
- 1.4 L'accès à la terre
- 1.5 Les impacts



2. Autonomisation économique

- 2.1 Gestion financière
- 2.2 L'alphabétisation fonctionnelle
- 2.3 Groupes d'épargne et de crédit communautaire
- 2.4 Les activités génératrices de revenus
- 2.5 Les impacts





3. Nutrition et hygiène

- 3.1 Le care group
- 3.2 Diversification des aliments et hygiène
- 3.3 Les activités d'Information, Education et Communication
- 3.4 Les impacts



4. Gouvernance de la nutrition

- 4.1 Appui à la coordination
- 4.2 Plaidoyer pour la nutrition
- 4.3 Développement d'un curriculum de formation
- 4.4 Les impacts



6. Thèmes transversaux

- 6.1 Approches genre de ProSAR
- 6.2 Synergie et collaboration



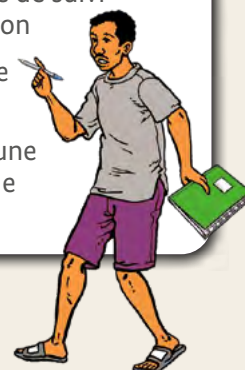
5. Fortification alimentaire

- 5.1 Appui à l'opérationnalisation de la Stratégie Nationale de la Fortification Alimentaire
- 5.2 Contribution au programme d'iodation et fluoration du sel
- 5.3 Mise en place d'une unité de production de cube bouillon fortifié
- 5.4 Etablissement de laboratoire de contrôle
- 5.5 Les impacts



7. Suivi, évaluation et ancrage

- 7.1 Le système de suivi et évaluation
- 7.2 Le système d'ancrage
- 7.3 Pourquoi une stratégie de sortie



1



Agriculture sensible à la nutrition





Les ménages des districts d'intervention de ProSAR vivent essentiellement d'une agriculture traditionnelle, souvent pratiquée à petite échelle et vulnérable aux aléas climatiques. Les cycles répétés de sécheresse, les déficits hydriques et les épisodes de fortes pluies fragilisent chaque année la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés. Entre août 2024 et février 2025, un déficit hydrique sévère a touché l'ensemble de la zone, entraînant une baisse de la production et une détérioration rapide de l'accès aux aliments. Les résultats de l'IPC ont ainsi classé une partie des ménages en phase de stress. Ces contraintes réduisent la disponibilité d'aliments diversifiés et nutritifs, limitent les revenus agricoles et affaiblissent la résilience des familles.

La composante « Agriculture Sensible à la Nutrition » a pour objectif d'améliorer la disponibilité des aliments diversifiés, avec un accent particulier sur la disponibilité d'aliments à haute valeur nutritive tout au long de l'année. Elle vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et à prévenir la malnutrition chronique, tout en intégrant les dimensions de durabilité environnementale et d'adaptation climatique. Les interventions cherchent à accroître la résilience des ménages grâce à la promotion de méthodes adaptées permettant de répondre aux effets du changement climatique tout en préservant les ressources naturelles, afin qu'ils disposent toujours d'une autant que possible, d'une alimentation nutritive et diversifiée. Elles s'appuient sur plusieurs leviers : la diffusion de pratiques agroécologiques et sensibles à la nutrition, l'intégration de l'élevage à cycle court dans l'agriculture (également considéré comme activité génératrice de revenus, voir chapitre 2), le soutien à l'accès à la terre, ainsi que la valorisation, la transformation et la conservation des produits locaux, afin d'assurer une disponibilité continue d'aliments variés tout au long de l'année.

Les interventions ciblent environ 20 850 femmes en âge de procréer réparties dans les trois districts d'intervention, ainsi que leurs familles. Celles-ci s'y impliquent systématiquement et constituent les bénéficiaires indirects des activités du projet. Il en va de même pour les leaders communautaires qui sont les validateurs des approches diffusées dans leur commune.

1.1 Pratiques agroécologiques et agriculture sensible à la nutrition

Les pratiques agroécologiques

La stratégie retenue vise l'adoption de techniques agricoles améliorées et durables, inscrites dans une démarche agroécologique. Celles-ci privilégient les approches mécaniques, biologiques et écologiques, telles que l'aménagement antiérosif, la diversification culturale et des mécanismes de protection phytosanitaires naturels, afin d'augmenter la productivité, de limiter les pertes et de garantir, tout au long de l'année, une offre d'aliments nutritifs au sein des ménages. Elle contribue ainsi à renforcer leur résilience face aux effets du changement climatique, en ancrant des pratiques adaptées, reproductibles et pérennes.

Les techniques mises en œuvre sont adaptées aux réalités locales et s'inscrivent pleinement dans les principes d'une agroécologie intégrée, fondée sur la valorisation des ressources locales, la réduction des intrants externes et la circularité des flux de matières au sein des exploitations, afin de protéger les ressources naturelles tout en améliorant les niveaux de production. Sur cette base, le projet accompagne les ménages à travers des formations et des modules pratiques visant à consolider ces pratiques, à améliorer la production et à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Éléments clés

- 20 849 femmes formées en ASN
- 16 702 femmes produisent au moins deux des aliments promus
- 563 CEP appuyés

La gestion durable des sols combine des aménagements **antiérosifs** comme les brise-vent, les haies vives et l'enherbement – ainsi que des pratiques de **recyclage de la matière organique**, comme le compostage, qu'il soit classique, liquide ou réalisé par lombricompostage. Ces techniques visent à renforcer la **fertilité des sols**, à améliorer l'infiltration et la rétention d'eau, tout en limitant l'érosion et la dégradation des terres. Des espèces végétales à usage fertilisant naturel ou protecteur, telles que la tephrosia et l'ananas sont promues et cultivées suivant la technique des courbes de niveau.

La **protection phytosanitaire** privilégie une lutte intégrée et la réduction des intrants chimiques, en valorisant les savoirs locaux (*ady gasy*) ainsi que les méthodes naturelles. L'usage des produits chimiques est progressivement remplacé par des approches mécaniques, agronomiques et biologiques, telles que le piégeage manuel, l'élimination physique des foyers, la rotation et l'association des cultures, ainsi que la préparation de biopesticides et d'extraits végétaux.

Parallèlement, l'**agroforesterie** est promue à travers des systèmes de culture sous couvert végétal et le développement de pépinières communautaires d'arbres fruitiers,

Nombre de pépinières locales créées : **142**

tels que les corossoliers, les papayers, le moringa et les avocatiers, qui contribuent à la fois à la nutrition et à la résilience écologique.

La **diversification culturale** s'inscrit dans une démarche d'agriculture responsable et désigne la pratique agricole qui consiste à varier les types de cultures sur une même exploitation. Elle repose sur l'association raisonnée de cultures vivrières et de rente, l'intégration de légumineuses et des rotations régulières, ce qui optimise l'espace, limite les pressions biotiques et stabilise les rendements. Cette technique permet aussi de réduire les risques liés aux maladies, aux ravageurs et aux aléas climatiques, tout en améliorant la fertilité des sols et en favorisant la biodiversité. De plus, cette stratégie peut offrir de nouvelles opportunités économiques en diversifiant les sources de revenus. Des variétés plus résistantes et plus productives sont sélectionnées (ex : tomate CADA, boutures issues de plants locaux de moringa), et la production en pépinières est privilégiée.

ProSAR a promu différentes cultures, sélectionnées en priorité sur la base de leur valeur nutritionnelle, afin de renforcer la diversité et la qualité de l'alimentation des ménages. Dans la mesure du possible, les critères d'adap-







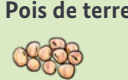
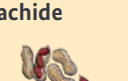




tation agroécologique, de taux de réussite et de niveau d'appréciation et d'adoption par les bénéficiaires ont également été pris en compte. Ces cultures sont mises en place selon des calendriers adaptés à chaque zone et à chaque saison (grande saison et contre-saison). Le tableau ci-dessous présente quelques exemples de cultures soutenues par ProSAR, choisies pour illustrer leur intérêt nutritionnel et économique – il ne s'agit donc pas d'une liste exhaustive de toutes les espèces promues.

Dans le cadre de ProSAR, des analyses de sol ont été réalisées afin d'évaluer et de mieux gérer la fertilité des terres dans les zones d'intervention. Au total, 242 échantillons de sol provenant de 70 Fokontany des districts de Vondrozo et Vangaindrano ont été analysés. Ces études ont permis de déterminer le pH (eau et KCl), la teneur en carbone organique, en azote total, en phosphore total et en potassium total. Les résultats fournissent une base scientifique solide pour orienter la promotion de pratiques agroécologiques durables, adaptées aux conditions locales et favorables à une production agricole saine, équilibrée et respectueuse de l'environnement.















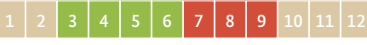




Enfin, d'autres pratiques **spécifiquement résilientes** – telles que la sélection de variétés adaptées comme le manioc, l'igname, la patate douce ou le riz pluvial, ainsi que des techniques économes en eau – permettent d'amortir les effets des aléas climatiques tout en sécurisant l'approvisionnement des ménages.

Ensemble, ces pratiques traduisent une transition vers une agriculture plus autonome et plus diversifiée, qui améliore la disponibilité d'aliments nutritifs et variés au sein des ménages. Elles renforcent la résilience des exploitations en améliorant la gestion des sols et en réduisant la dépendance aux intrants externes, tout en respectant les écosystèmes. Ces dynamiques contribuent à la sécurité alimentaire des ménages et au bien-être des communautés rurales et illustrent une performance qui ne se mesure pas seulement en rendements, mais aussi en durabilité et en impacts sociaux.



	Plante	Macro-nutriments principaux	Micronutriments principaux*	Grande saison ● / contre saison ● et zones avec meilleurs résultats	Heures de travail**	Appréciation bénéficiaires
Tubercules et plantains	Igname 		vit. C	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 toutes les zones	94	+
	Mais 			1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 VGN nord, FRGN nord, VDZ	23	+
	Manioc 		vit. C Mn	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 toutes les zones	98	+
	Riz blanc (poli) 			1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 VGN, FRGN Nord, VDZ	100	++
Légumineuse	Cajanus (pois d'Angole) 	 	Folate	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 VGN, VDZ	14	o
	Haricot 	 	Fe Folate vit. B1 Mn Cu Mg	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 VGN sud, FRGN nord, VDZ	23	+
	Niébé 	 	Folate	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 toutes les zones	23	+
	Petit pois 		vit. C vit. K Folate	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 VGN, VDZ	23	o
	Pois de terre 	 	Mn P	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 toutes les zones	23	+
Oléagineux et graines	Arachide 	 	Cu Mn vit. B3 P vit. E Mg	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 toutes les zones	23	+
	Sésame 	  	Ca Fe Mn Mg Cu Zn	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 VGN, FRGN nord, VDZ	23	+
Légumes feuilles vertes foncées	Choux pommé 		vit. C vit. K	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 VGN, VDZ	43	o
	Moringa 	 	Fe Ca Bêta-carotène vit. C Mn	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 VGN sud, FRGN, VDZ	49	+
	Petsai 		Bêta-carotène vit. C vit. K	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 toutes les zones	43	++























	Plante	Macro-nutriments principaux	Micronutriments principaux*	Grande saison ● / contre saison ● et zones avec meilleurs résultats	Heures de travail**	Appréciation bénéficiaires
Tubercules légumes et fruits riches en vit. A	Carotte 		Bêta-carotène vit. K	 VGN, FRGN nord, VDZ	43	++
	Papaye 		Bêta-carotène vit. C	 VGN nord, FRGN nord, centre, VDZ	49	++
	PDCO (Patate douce orange) 		Bêta-carotène vit. C Mn vit. B6	 toutes les zones	77	+
Autres légumes	Aubergine 			 toutes les zones	43	++
	Aubergine amère 	 	vit. C	 toutes les zones	43	o
	Christophine (chayote) 		Folate	 toutes les zones	78	+
	Concombre 			 toutes les zones	43	++
	Courgette 		vit. C	 toutes les zones	43	++
	Tomate 		vit. C Bêta-carotène	 VGN centre et sud, FRGN Nord, VDZ	43	++
Fruits	Ananas 		vit. C Mn	 toutes les zones	18	o
	Banane 		vit. B6 vit. K	 toutes les zones	37	+
	Pastèque 		vit. C	 VDZ	43	o

* Les micronutriments mentionnés correspondent à ceux présents en quantités notables dans chaque aliment. Ces indications ne sont pas exhaustives et sont données à titre indicatif ; elles peuvent varier selon la qualité des sols et d'autres facteurs.

** Heures de travail (semis → récolte) – Mains d'œuvre / are

Legende

				 Vitamine B1	 Vitamine B3	 Vitamine B6	 Vitamine C	 Vitamine E	 Vitamine K
				 Bêta-carotène (Vitamine A)	 Calcium	 Cuivre	 Fer	 Potassium	
				 Folate	 Magnésium	 Manganèse	 Phosphor	 Zinc	



Le lien avec la nutrition

Dans ce cadre agroécologique, l'ASN constitue une approche complémentaire visant à renforcer l'impact des pratiques agricoles sur la qualité et la diversité de l'alimentation au sein des ménages. L'ASN ne se limite pas à la production alimentaire, mais intègre une réflexion sur la valeur nutritionnelle des cultures et la diversification alimentaire. Pour manger de manière diversifiée, il est essentiel que différents groupes d'aliments soient disponibles au sein des ménages tout au long de l'année.

Pour concrétiser cette approche, ProSAR a développé plusieurs modules pratiques. Ils accompagnent les ménages dans la sélection de cultures à haute valeur nutritive et, dans la mesure du possible, dans le choix de différents groupes d'aliments (*voir chapitre 3*), la production et la transformation de plantes locales, l'élevage à cycle court, l'intégration du genre dans la répartition des tâches et la prise de décision, ainsi que la gestion des récoltes et des opérations post-récolte. Parmi les cultures promues figurent des légumineuses telles que le pois de terre, le niébé et le haricot, des noix et des graines comme le sésame et l'arachide, des légumes à feuilles vertes foncées comme le moringa, ainsi que des aliments riches en vitamine A tels que la patate douce à chair orange (PDCO) et la papaye, de même que d'autres légumes et fruits, d'autres légumes, fruits et cultures maraîchères. Ces modules visent à créer un lien direct entre production agricole et nutrition.

L'approche Champ-École-Paysans

La diffusion des pratiques ASN et agroécologiques s'appuie sur un dispositif d'apprentissage de proximité articulé autour des CEP et de parcelles regroupées, conçus comme de véritables écoles à ciel ouvert. Ces espaces de formation reposent sur l'idée que les paysans apprennent mieux en faisant eux-mêmes. Implantés sur des parcelles communes, ils permettent d'expérimenter des techniques à la fois agroécologiques et adaptées, favorisant la culture d'aliments diversifiés, entre autres le maraîchage, les légumineuses et les cultures de base.

Environ 560 CEP mis en place

Chaque session combine démonstrations, échanges d'expériences et accompagnement personnalisé, afin d'assurer une assimilation graduelle des techniques.

La formation progresse par modules successifs, chacun adapté aux cultures ciblées et au contexte agroclimatique local, suivant une logique en cascade (voir Introduction). Les *master trainers* du projet – qu'il s'agisse de consultants nationaux ou internationaux, ou encore d'agents des « Services techniques décentralisés » (STD) concernés – assurent la formation des techniciens des Partenaires de Mise en Œuvre (PMO) sur les thématiques de l'ASN. Ces techniciens, souvent en collaboration avec les agents des STD, forment à leur tour les PR, tout en assurant le suivi et l'accompagnement des équipes sur le terrain. Les PR transmettent ensuite les pratiques agricoles et agroécologiques aux adoptants clés de leurs communautés, ce qui permet de multiplier l'impact des formations, tout en garantissant un suivi rapproché par les techniciens et les partenaires locaux. L'accompagnement se prolonge par des visites à domicile et un suivi de proximité pour faciliter l'appropriation des innovations, tandis que des visites d'échanges inter-villages et inter-régions stimulent l'émulation par le partage d'expériences. Des concours – distinguant les CEP les plus performants et les ménages modèles – renforcent la motivation par une reconnaissance matérialisée en équipements agricoles. Les formations progressives favorisent une adoption graduelle des techniques et la consolidation de pratiques durables.

➤ **La formalisation des PR (24 sur 200)** à travers le processus pilote de formalisation et de certification : ProSAR transfère le rôle d'encadrement technique aux structures de vulgarisation locale, les PR formés. Ces derniers sont connectés aux services techniques décentralisés du MINAE et du METFP pour assurer une reconnaissance de leur fonction et un suivi minimal de leurs interventions.







Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- La variabilité climatique, se manifestant à la fois par des sécheresses récurrentes et des épisodes d'inondation, perturbe les calendriers culturels, affecte la disponibilité en eau et compromet la conservation des sols.
- Les approches concurrentes entre projets présents sur les mêmes territoires, surtout les dispositifs d'argent contre travail (*cash-for-work*), centrés sur l'incitation financière immédiate, peuvent brouiller les messages de changement de comportement promus par l'agroécologie.
- Les chocs climatiques entraînent des pertes de semences qui fragilisent les ménages les plus vulnérables et ralentissent la reprise des activités.

BONNES PRATIQUES

- Conduire les démonstrations sur des parcelles réelles, avec des gestes reproductibles et des objectifs de saison clairement définis, afin de permettre une adoption plus rapide et de permettre une correction immédiate des erreurs.
- Adopter une approche intégrée – alliant formation technique, accompagnement personnalisé sur parcelle et dispositifs de motivation (concours, échanges inter-villages) – afin d'accélérer l'adoption et d'améliorer la qualité des pratiques.
- Appuyer la formation des relais communautaires (PR, mères leaders), par un encadrement technique régulier afin d'assurer la continuité entre les sessions formelles et le quotidien des ménages : les messages restent simples, contextualisés et adaptés au calendrier cultural, ce qui favorise leur appropriation.
- Organiser des visites d'échanges entre localités pour renforcer la motivation. Voir des pairs réussir dans des conditions agroclimatiques comparables réduit les réticences, suscite la curiosité et accélère le passage à l'échelle. Ces moments permettent aussi d'harmoniser les itinéraires techniques, de comparer les rendements et d'identifier rapidement les ajustements nécessaires (densités de semis, paillage, associations culturales, organisation du travail). Ils consolident la cohésion

entre relais, autorités locales et équipes techniques, condition d'une coordination efficace.

- Intégrer des outils audio afin de renforcer la portée des messages. Des formats courts, en langues locales, diffusés lors des regroupements ou via des canaux communautaires, assurent une mémorisation accrue des consignes clés et réduisent les pertes d'information entre deux sessions. Couplés à des supports visuels simples (affiches, fiches plastifiées), ils facilitent l'inclusion des publics faiblement alphabétisés et standardisent le contenu de formation.
- Pour la suite, il est recommandé d'institutionnaliser ces pratiques : programmer les échanges inter-villages dans les plans trimestriels, formaliser un référentiel de modules Apprendre en Pratiquant, et doter chaque relais d'une boîte à outils audiovisuelle validée techniquement. Cette structuration consolidera l'effet de levier observé et contribuera à des changements de pratique durables.
- Organiser des concours – distinguant les CEP les plus performants et les ménages modèles – pour renforcer la motivation par une reconnaissance qui peut être matérialisée en équipements agricoles.
- Enfin, intégrer systématiquement la gestion des risques climatiques (préparation aux chocs, caisses semences, protocoles de relance) dans les plans de formation et de suivi. Ceci constitue un préalable pour toute intervention similaire, en ancrant la résilience au cœur des itinéraires techniques.



Albertine Nirisoa
Commune de Manambotra Sud
District de Farafangana



Audio témoignage :



La diversification agricole et les pratiques d'hygiène apprises avec ProSAR ont amélioré les pratiques d'alimentation et la santé des ménages, tout en renforçant les savoir-faire au quotidien.

« Avant (ProSAR), notre vie était instable », dit Nirisoa Albertine. Puis, en 2021, elle a commencé à travailler avec ProSAR. Les premiers progrès étaient petit à petit visibles, une meilleure production agricole et de meilleures pratiques d'alimentation, les repas sont plus réguliers et variés, et même une meilleure éducation des enfants. « Autrefois nous ne cultivions que du riz et du manioc », Avec l'accompagnement de ProSAR, les itinéraires techniques se précisent et la production se diversifie vers les pois voanjobory, les haricots, les pistaches et des légumes comme la brède, la chayote et la papaye. Les effets sont aussi visibles sur le budget du foyer. « Je vends mes récoltes de papayes à Farafangana, je peux vendre de 50 000 Ar à 60 000 Ar par sac. Je vends environs trois sacs à chaque récolte de papaye et je récolte tous les deux mois » précise-t-elle. « Je pense que j'ai déjà eu environ 1 000 000 Ar avec cette activité. »

Ces acquis s'inscrivent dans la durée. « Même si ProSAR touche à sa fin, il nous a transmis de précieuses connaissances » confie Nirisoa Albertine. Les pratiques agricoles se consolident et la planification des cultures s'améliore avec la rotation. « J'encourage toujours la communauté à pratiquer la rotation culturale et non à se limiter à une seule culture » ajoute-t-elle, convaincue des retombées pour les revenus comme pour l'alimentation. Elle insiste sur un apprentissage marquant. « Ici, nous n'aurions jamais imaginé que la papaye pouvait être une telle source de revenus. »

Les gestes d'hygiène se mettent en place en parallèle. « À la campagne nous ne faisons pas du tout attention à l'hygiène » reconnaît-elle. Les séances de formation fournies par ProSAR diffusent des réflexes simples et efficaces. « ProSAR nous a formés pour rester en bonne santé, se laver les mains régulièrement, et faire bouillir l'eau avant de la boire. Il nous a aussi appris l'utilité des latrines ». Les bonnes pratiques s'installent et les maladies évitables diminuent.





1.2 La gestion post-récolte

Le Sud-Est de Madagascar bénéficie d'un climat tropical humide, propice à la culture d'une grande diversité de fruits, légumes, racines et tubercules. Cette richesse agroécologique se heurte cependant à un défi majeur. La forte périssabilité des denrées récoltées, en particulier durant la longue saison des pluies. Faute de techniques de conservation appropriées, d'importantes pertes alimentaires sont enregistrées chaque année, affectant la disponibilité des aliments nutritifs et les revenus des ménages agricoles.

Ces pertes sont particulièrement visibles sur des produits tels que le manioc, les patates douces, l'igname, les fruits à pain, les légumes-feuilles ou encore les fruits saisonniers comme le litchi, la mangue, la papaye ou l'ananas. La détérioration rapide de ces produits entraîne une baisse de leur qualité nutritionnelle et marchande, compromettant à la fois la sécurité alimentaire et les opportunités économiques locales.

La conservation des aliments

Pour répondre à cette problématique, ProSAR vise à renforcer la résilience des ménages et à garantir la disponibilité des aliments tout au long de l'année. L'approche consiste d'abord à sécuriser, notamment pendant la période de soudure, l'accès à des produits à haute valeur nutritive. Elle se traduit par des actions ciblées de renforcement des capacités locales en gestion post-récolte, avec un accent particulier sur la transformation, la conservation et le stockage des denrées.

L'approche consiste également à réduire les pertes après récolte – tant en quantité qu'en qualité – par l'amélioration des pratiques de tri, de séchage, de stockage et de transformation. Les modules opérationnels encouragent l'autoconsommation des produits transformés, en accordant une attention spécifique aux besoins des enfants et des femmes, afin de renforcer la diversité alimentaire au sein des ménages. Parallèlement, la valorisation des surplus est structurée pour ouvrir des débouchés économiques, grâce à des standards simples de qualité, de conditionnement et d'hygiène, facilitant l'accès aux marchés locaux. L'ensemble constitue une réponse cohérente qui consolide la sécurité alimentaire, améliore

les revenus et ancre des pratiques durables de gestion post-récolte dans les communautés.

Plus de 90 groupes de transformation formés.

Dans ce cadre, plusieurs techniques post-récolte et de transformation ont été enseignées afin d'améliorer le stockage, la conservation et la valorisation des produits agricoles locaux :

- Le **séchage** – technique permettant de réduire la teneur en eau des produits afin de limiter le développement des micro-organismes, d'éviter les fermentations et de prolonger la durée de conservation.
- La transformation de produits en **poudre** – production de farines ou de poudres nutritives à partir de légumes secs, moringa ou patate douce, favorisant la conservation et l'enrichissement alimentaire.
- La transformation de fruits en **confiture** – procédé simple permettant de prolonger la durée de vie des fruits tout en diversifiant l'alimentation.
- La transformation de la tomate et du gingembre en **concentré** – technique de réduction et de conservation, adaptée à la consommation familiale et à la vente locale.
- La transformation du manioc en **gari** – méthode traditionnelle de fermentation, séchage et torréfaction produisant un aliment stable et à longue conservation.
- La transformation de fruits en **sirop** – procédé de valorisation des excédents de fruits en produits sucrés et liquides, à usage domestique ou commercial.

Opérationnalisation et partenariats

La stratégie de mise en œuvre retenue s'appuie sur la formation des relais communautaires – composés de mères leaders, de PR et de membres de *care groups* – ainsi que des groupements, afin d'ancrer la transmission des savoirs et le renforcement durable des capacités au niveau local.

Dans le district de Vangaindrano, en partenariat avec l'organisme WHH, onze unités de transformation motorisées ont été établies dans les onze communes d'intervention. Des groupements, composés de relais communautaires ainsi que d'hommes supplémentaires, assurent la gestion de ces unités.

En partenariat avec l'ONN, un dispositif de formation des formateurs structure les contenus techniques et méthodologiques, puis les décline dans chaque localité sous forme d'ateliers pratiques. Ces sessions accompagnent la constitution de groupes de femmes transformatrices et l'installation d'unités de transformation adaptées aux contextes communautaires, depuis l'organisation des espaces jusqu'aux protocoles d'hygiène. L'équipement mobilisé – broyeurs manuels ou motorisés, broyeurs à pédales en partie fournis par la Direction régionale de la Pêche et de l'Économie bleue, bocaux en verre, marmites, cuvettes, gants et consommables – est choisi pour sa robustesse et sa facilité d'entretien, et a permis d'intensifier les opérations de transformation dans certaines localités et de garantir la continuité des activités. Des visites d'échanges interrégionales, notamment avec l'ONG « Catholic Relief Services », complètent le dispositif en favorisant la capitalisation des bonnes pratiques, la comparaison des itinéraires techniques et la mutualisation des solutions logistiques. L'ensemble vise à professionnaliser progressivement les acteurs, à sécuriser les procédés et à créer les conditions d'une offre régulière de produits transformés de qualité au service des ménages.

Recueil des défis, bonnes pratiques et recommandations

DÉFIS

- Les difficultés observées tiennent d'abord à l'insuffisance de matériel dans certaines localités, qui freine la régularité des opérations et limite la capacité de production.
- Elles sont accentuées par la variabilité climatique – sécheresses prolongées ou pluies intenses – qui pèse sur l'approvisionnement en matières premières et perturbe les calendriers de transformation.
- Par ailleurs, la standardisation des procédés demeure inégale. Sans accompagnement technique soutenu, les écarts de pratiques affectent la qualité finale des produits, la sécurité sanitaire et, in fine, l'accès aux marchés.





BONNES PRATIQUES

- Renforcer les capacités locales afin de favoriser l'autonomisation progressive des ménages, en particulier des femmes, et la pérennisation des pratiques promues.
- Proposer des techniques diversifiées afin de permettre à chaque ménage de choisir celles qui sont adaptées à sa situation, à la saison ou aux ressources disponibles, favorisant ainsi une appropriation progressive et durable.
- Promouvoir les techniques de gestion post-récolte et de transformation simples telles que celles disséminées par ProSAR, comme le séchage, la transformation en confiture ou en gelée, etc.
- Promouvoir les techniques peu coûteuses et qui peuvent être facilement reproduites par les ménages.
- Assurer une complémentarité avec les interventions des autres projets de développement œuvrant dans les mêmes zones ou dans les zones environnantes.
- Motiver les participants à travers la mise en avant des intérêts économiques de la transformation, en plus des avantages nutritionnels.

RECOMMANDATIONS

- Pour consolider les acquis, plusieurs orientations sont privilégiées. L'extension de la dotation en équipements doit être planifiée de manière équitable, avec une maintenance simple et un dispositif de pièces de rechange, afin de garantir la continuité des activités.
- La formalisation progressive des groupements de femmes transformatrices est également recommandée : statuts, gouvernance, procédures d'hygiène et traçabilité, afin de sécuriser les relations avec les autorités locales et les acheteurs.
- Enfin, l'intégration de modules destinés aux groupements et aux onze unités de transformation, portant sur la gestion des unités – organisation des flux, calcul des coûts, contrôle qualité, normes d'étiquetage – permettra d'harmoniser les pratiques et d'élever les standards. Cet ensemble d'ajustements renforcera la résilience et la viabilité économique des unités, stabilisera l'offre et améliorera la valeur ajoutée au bénéfice des ménages. Il préparera également les groupements à faire partie intégrante du système de marché local.



Safidy
Commune de Lopary
District de Vangaindrano



Audio témoignage :



Les bonnes techniques culturelles, l'éducation nutritionnelle et l'hygiène, ainsi que la gestion financière via le VOAMAMI ont amélioré l'alimentation, la santé des enfants et la stabilité des ménages, grâce à l'appui de ProSAR.

La diversification alimentaire commence au champ. Les techniciens de ProSAR ont appris la communauté de Lopary à cultiver divers brèdes, tubercules et légumes. Les rendements progressent et la diversité s'installe. « Avant, nous cultivions des maniocs sur un terrain vaste mais nous n'en récoltions que très peu. Aujourd'hui, grâce à la nouvelle technique, un seul pied peut produire plusieurs maniocs », indique Safidy, une mère leader. Les ménages apprennent aussi à constituer des stocks pour passer les périodes difficiles, sans rupture d'alimentation.

Les premiers changements ont commencé dans l'assiette. « Avant, nous mangions très peu et de façon déséquilibrée. Des maniocs, seulement des maniocs », affirme Safidy. Puis, avec les enseignements de ProSAR, les habitudes se cassent et les nouvelles bonnes pratiques s'installent. « Nous avons appris les dix différents groupes d'aliments, et qu'il faut normalement consommer au moins cinq groupes par jour. On nous a enseigné l'importance du « sakafo maroloko ». Après la pratique, les effets se voient sur l'énergie des enfants et une meilleure santé pour la famille. De plus, Elle était enceinte lors de l'arrivée de ProSAR et a suivi des visites régulières à l'hôpital. Grâce au projet, elle a connu le concept du « Arivo andro ny zaza » ou la fenêtre des 1 000 jours de l'enfant. Elle a bénéficié des formations

et la naissance a été mieux accompagnée, et le dernier enfant a bénéficié d'un suivi nutritionnel et sanitaire plus strict que les aînés.

De surcroît, avant, elle ne connaissait pas ce qu'est l'épargne et dépensait tout ce qu'elle gagnait sans penser à la période de soudure. Ceci a d'ailleurs aussi changé, « C'est grâce à ProSAR, à travers le VOAMAMI, que je connais l'importance de faire l'épargne ». Les dépenses essentielles sont mieux planifiées et les petits investissements deviennent possibles.

Côté hygiène, les règles changent également. « Avant, nous faisons nos besoins en plein air parce que selon les croyances, il ne faut pas garder les défécations dans une maison. Mais maintenant, des latrines sont construites, à distance des points d'eau et sont couvertes », raconte Safidy. Elle a également mentionné l'importance de boire de l'eau bouillie. Par conséquent, les épisodes diarrhéiques diminuent et les consultations au centre de santé deviennent moins fréquentes, « Aujourd'hui ces maladies sont devenues rares » selon elle.

« Notre vie a changé au mieux depuis l'arrivée de ProSAR, et notre voisinage l'a aussi remarqué » a-t-elle dit, fièrement.



1.3 L'élevage à cycle court

Le petit élevage occupe une place croissante dans les activités agricoles à petite échelle, tant en milieu rural qu'urbain. Dans les zones d'intervention de ProSAR, il relève traditionnellement de l'élevage de subsistance, souvent peu structuré, mais jouant un rôle important dans la diversité alimentaire des ménages. En complément de la diversification des cultures, il contribue à améliorer l'accès aux protéines animales, essentielles notamment pour les jeunes enfants ainsi que pour les femmes enceintes et allaitantes. Comparé à d'autres formes d'élevage plus exigeantes, l'élevage à cycle court nécessite globalement moins d'investissements initiaux et s'adapte à des espaces réduits, ce qui en fait une option pertinente dans les contextes ruraux. Intégré dans une approche agroécologique et nutritionnelle, il constitue ainsi un levier important pour renforcer les moyens d'existence locaux et soutenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'élevage de volaille a longtemps été cantonné à un usage symbolique ou cérémoniel dans les districts d'intervention de ProSAR. Il s'agissait principalement de poulets élevés de manière informelle et en très petit nombre, utilisés lors d'événements familiaux ou en cas de maladie. Cette pratique, bien qu'ancrée localement, est restée marginale et peu orientée vers l'autoconsommation régulière ou la génération de revenus. Elle a en outre été fragilisée par la recrudescence des maladies animales et les vols fréquents, entraînant une forte diminution du cheptel. Dans le cadre d'une gestion adaptative, ProSAR a donc exploré d'autres options, notamment le canard, le lapin, ainsi que la pisciculture. L'élevage cunicole s'est toutefois révélé peu viable et à faible adaptabilité, en raison des intempéries, d'une forte sensibilité aux maladies, de coûts élevés liés aux vaccinations nécessaires et d'un accès limité aux services vétérinaires. L'élevage de canards, en revanche, a montré une meilleure résilience : ils sont moins sensibles aux maladies et mieux adaptés au contexte local tout en fournissant des œufs utilisables aussi bien pour la consommation que pour la vente. Leur faible fiabilité au moment de la couvaison a été compensée par l'utilisation de dindons comme couveuses naturelles, améliorant ainsi les taux d'éclosion.

Au terme de ces ajustements, le choix des espèces s'est porté principalement sur les palmipèdes, résistants aux maladies et adaptés au climat local, ainsi que sur les poissons élevés en étangs ou en systèmes de rizipisciculture, solutions à faible coût et présentant peu de risques sanitaires.

Les approches techniques

RENFORCEMENT DE CAPACITÉ

Pour les deux spéculations choisies, les bénéficiaires ont été accompagnés dans toutes les étapes de la formation. Pour la pisciculture, ProSAR est entré en collaboration avec le projet « Aquaculture pour la Sécurité Alimentaire à Madagascar » (ASAM) de la GIZ pour conduire les formations (*voir chapitre 6.2*). Afin d'appuyer les pratiques, des outils, tels que des fiches techniques et d'autres outils de sensibilisation, ont été développés et utilisés par les techniciens du projet. Un accompagnement adaptatif intense a ensuite été déployé en vue d'assurer un retour d'expérience permettant un apprentissage continu des bénéficiaires et des ajustements techniques au besoin.

Au départ, le renforcement des capacités lié à l'introduction de l'élevage à cycle court a ciblé particulièrement les femmes à travers le modèle *care groups* (*voir chapitre 3*). Plus tard, en vue d'une meilleure durabilité des activités, une approche communautaire a été adoptée, à savoir les Fermes-Écoles Paysannes (FEP). Les FEP ont été installées dans les chefs-lieux de commune, assurant un transfert de compétences aux éleveurs locaux et permettant une gestion communautaire de l'élevage. Ces centres jouent un rôle de relais technique et logistique, en accueillant les formations, en fournissant des services de couvaison ou d'alevinage, et en assurant un lien direct avec les « Agents de Proximité en Production et Santé Animale » (APPSA), rattachés à la « Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage » (DRAE).

Il est à noter que les pratiques traditionnelles étaient largement répandues dans les zones d'intervention au démarrage du projet. Ces pratiques se caractérisent par un élevage peu structuré, reposant majoritairement sur des races locales, avec peu de contrôle sur l'alimentation, l'environnement et la santé des animaux. Par conséquent, une formation technique en conduite d'élevage s'avère nécessaire afin de transmettre des pratiques d'élevage améliorées et mieux maîtrisées.

- **Techniques avicoles** : choix de géniteurs ou de races adaptées, alimentation équilibrée, gestion de la santé (vaccinations, prévention des maladies), gestion des litières, reproduction, élevage de canetons, densité, hygiène.
- **Technique de pisciculture** : fertilisation naturelle ou organique, introduction des poissons (espèces, densité), alimentation, gestion de l'eau, contrôle des nuisibles, entretien des diguettes, récolte.

DANS LA PRATIQUE

La première étape consiste à appuyer et conseiller les éleveurs dans la construction et l'aménagement des infrastructures, comme les abris pour canards et les petits étangs de pisciculture. Il est essentiel que les communautés disposent d'infrastructures adéquates. Celles-ci servent de base pour que les techniques enseignées puissent être appliquées efficacement. Ce type de soutien a permis de mettre en place des installations adaptées aux conditions locales, faciles à entretenir et utilisant des matériaux locaux, donc peu coûteuses. Ce faisant, les conditions d'élevage et le bien-être des animaux sont améliorés. Une fois que l'aménagement est en place, les formations théoriques portant sur les thématiques citées plus haut peuvent avoir lieu.

Cependant, le projet a été confronté à plusieurs défis, dont le manque d'eau en période sèche, la concurrence entre l'alimentation animale et humaine, ou encore les vols dans certaines localités. Afin d'y faire face, des réponses contextuelles ont été apportées, comme l'introduction de dindons et l'utilisation de volailles pour la couvaison des œufs de canard, la mise en place de systèmes de revolving à base d'œufs ou d'alevins, ainsi que l'introduction d'alternatives alimentaires telles que le lombricompost et la production de larves de mouche soldat noire (*black soldier fly*, BSF). À Vangaindrano, des campagnes de vaccination ont également été organisées en amont, accompagnées d'une forte sensibilisation communautaire à la prévention sanitaire, en mobilisant les vétérinaires mandataires à travers des partenariats avec les APPSA.

Lien avec les autres composantes

En complément de la diversification des cultures et de l'alimentation des familles, la promotion de l'élevage à cycle court constitue également une source de revenus complémentaires (voir chapitre 2). Dans ce contexte, et afin d'assurer la pérennité de ces activités tout en renforçant leur impact économique, les formations techniques ont été complétées par des sessions de gestion financière





appliquée à l'élevage, de manière à garantir que l'activité soit viable et durable. Les thèmes suivants ont été abordés :

- **Comptabilité de base du ménage**
- **Planification des investissements**
- **Gestion des risques**
- **Épargne & crédit communautaire**

Afin de garantir que les activités atteignent leur objectif final, qui est d'améliorer l'état nutritionnel des ménages, il est important de renforcer le dispositif par des actions de sensibilisation à travers les groupes d'écoute et les outils de communication (posters, brochures, émissions radio) (*voir chapitre 3*).

Les thèmes ci-après ont été soulignés en raison de leur importance :

- **La connaissance des bienfaits alimentaires**
- **Promotion de la consommation locale**
- **Bonnes pratiques de préparation et hygiène**
- **Pratiques alimentaires**

Recueil des bonnes pratiques

- Construire des infrastructures (ex : abris pour animaux) adaptés aux conditions climatiques de la région.
- Autant que possible, inciter les bénéficiaires à pratiquer des élevages diversifiés.
- Inciter la participation en groupement, à considérer à travers les VSLA, pour mutualiser les coûts, faciliter l'accès aux intrants comme les vaccins et les aliments et avoir un prix d'achat réduit.
- Il est important de s'assurer que les ménages aient les capacités de gestion financière de base correspondante pour que l'activité soit viable.
- Lier les éleveurs avec les vétérinaires de proximité.



1.4 L'accès à la terre

Les enjeux

L'accès à la terre demeure un problème structurel qui freine la capacité des familles à produire et à sécuriser leurs moyens de subsistance. Dans les zones d'intervention, le foncier reste principalement régi par les règles coutumières : la terre appartient au lignage et n'est ni enregistrée ni sécurisée. Ainsi, dans la région, ces règles coutumières excluent les femmes du rang des personnes bénéficiaires des biens héréditaires familiaux, en particulier des terres.

Les conséquences de cette pratique sont particulièrement lourdes pour les femmes. Très peu d'entre elles possèdent une parcelle sécurisée. Celles qui sont seules, veuves ou divorcées sont souvent contraintes de vendre leur force de travail, en tant que manouvrières embauchées à la journée, pour subvenir aux besoins de subsistance de leur ménage, surtout pendant la période de soudure. Dans de nombreux cas, lors d'une séparation, les femmes retournent vivre dans leur famille sans droits fonciers et avec une très faible autonomie économique.

Bien que cette situation touche plus particulièrement les femmes seules, elle affecte également les jeunes et certains ménages vulnérables. Les conflits fonciers sont fréquents : disputes autour des limites des terrains, contestations d'héritage ou refus de mise à disposition de terres aux femmes, autant de facteurs qui entravent l'accès équitable au foncier.

Il est important de comprendre les enjeux de l'accès au foncier, compte tenu de son influence directe sur les moyens d'existence. Il constitue, en effet, un levier essentiel pour encourager les familles à investir durablement dans leurs terres, adopter des pratiques agricoles innovantes et diversifier leurs productions. Il crée un environnement propice au développement des activités productives et à l'amélioration des moyens d'existence.

À mesure que les conditions d'accès s'améliorent, les bénéficiaires expriment une plus grande confiance dans leur avenir et une volonté accrue de valoriser leurs parcelles par l'agroécologie, l'élevage ou la transformation des produits.



Les démarches pour lever les blocages

Face à ces enjeux, ProSAR a choisi d'aborder la question du foncier par le biais du plaidoyer local, en collaboration avec des acteurs déjà engagés dans la région notamment YILA Madagascar, les Champions en Nutrition régionaux et la « Direction régionale de la Population et de la Solidarité ».

Deux missions complémentaires structurent l'intervention. La première, le plaidoyer à l'échelle intercommunale, réunit autorités communales et traditionnelles aux côtés de femmes leaders et d'un jeune héritier, afin d'instaurer un dialogue équilibré sur les droits fonciers et l'égalité de genre. Ces rencontres s'accompagnent d'animations publiques et de séances de sensibilisation pour ancrer les messages au sein des communautés et favoriser l'adhésion des parties prenantes. La seconde, conduite quelques mois plus tard, assure le suivi des engagements pris : les équipes retournent sur le terrain pour apprécier l'évolution des attitudes, relever d'éventuelles initiatives (révisions de pratiques coutumières, appui aux démarches d'enregistrement, médiations locales) et ajuster l'appui. Des indicateurs simples et partagés permettent d'objectiver les progrès et d'orienter la suite des actions.

Les messages mettent l'accent sur le respect effectif des droits humains, en particulier ceux des femmes, et sur la nécessité d'un accès équitable et sécurisé à la terre pour tous les membres du ménage. Ils rappellent que la pérennité des exploitations passe par la levée progressive des blocages coutumiers liés à l'héritage et par l'ouverture d'un dialogue intergénérationnel. Ils soulignent également l'intérêt collectif d'un partage juste des biens fonciers et la valeur juridique de la formalisation des donations, gage de stabilité sociale, de prévention des conflits et de planification économique. Cette orientation favorise une gouvernance locale inclusive et la consolidation des moyens d'existence.

Par ailleurs, des canevas spécifiques permettent d'assurer le suivi et la capitalisation des résultats. Une brochure synthétique reprend les quatre thématiques diffusées (droits humains, genre, foncier, nutrition).

ProSAR a appuyé l'expérience pilote de la démarche *Taninendry*, expérimentée par Inter Aide durant la première phase du projet. Cette approche consiste à acheter – dans ce cas par Inter Aide – une grande parcelle de terre dans une commune pilote pour en doter des femmes, sous forme de bail de longue durée. Le contrat

est d'une durée de 99 ans, période pendant laquelle les filles des bénéficiaires peuvent hériter de la parcelle. La seule condition est que les parcelles attribuées soient aménagées et valorisées de manière régulière.

Les premiers aménagements sont réalisés conjointement par le projet et les femmes bénéficiaires, tandis que le décapage, la mise en place des cultures et l'entretien sont assurés par les femmes. Un comité composé d'un groupe mixte (chefs de projet, autorités locales, agents de développement local, représentantes des femmes) est mis en place pour assurer la gestion et le suivi de l'occupation des parcelles, allant même jusqu'à l'accompagnement des femmes en cas de besoin.

La finalité est de doter les femmes de ressources foncières leur permettant de produire, tout en levant le verrou de l'accès des femmes au foncier. Dans cette optique, le plaidoyer vise à toucher la partie modifiable de la tradition, qui interdit aux femmes d'hériter des terres des ancêtres, et à favoriser la dotation ou le transfert de terrains directement des parents à leurs filles.

Des perspectives encourageantes

Bien que les effets relèvent d'une trajectoire de long terme, des signaux encourageants se manifestent déjà et peuvent traduire le fait que les messages sont transmis et compris par les groupes cibles. On observe des animations de masse, conduites avec l'appui des autorités locales, qui relaient les messages clés et élargissent l'audience communautaire. Dans plusieurs localités, de premiers actes de donation – verbaux ou écrits, consignés en présence de témoins – sont réalisés au bénéfice de femmes, constituant des précédents structurants. Parallèlement, la compréhension du lien entre sécurité foncière, stabilité familiale et investissement productif progresse nettement. Ces évolutions, encore embryonnaires, indiquent une inflexion des normes sociales et posent les bases d'une appropriation durable des principes d'équité et de prévention des conflits.

Ces changements restent limités, mais constituent une base encourageante pour une évolution progressive des mentalités et des pratiques. On constate également que les efforts de plaidoyer gagnent en impact lorsqu'ils sont appuyés par des actions de changement de mentalités et de comportements, en particulier au niveau des autorités traditionnelles, étatiques et locales, ainsi que des hommes en position d'héritiers.

La création de cellules locales de concertation, réunissant autorités, femmes leaders et jeunes hommes héritiers, s'avère tout aussi pertinente et nécessaire. Ces espaces faciliteront la discussion collective, la résolution des litiges et l'accompagnement des démarches de transfert ou de sécurisation foncière. L'expérience acquise dans le cadre du projet montre qu'un changement durable des pratiques nécessite un engagement de long terme, étroitement lié au dialogue avec les structures coutumières.

Recueil des bonnes pratiques

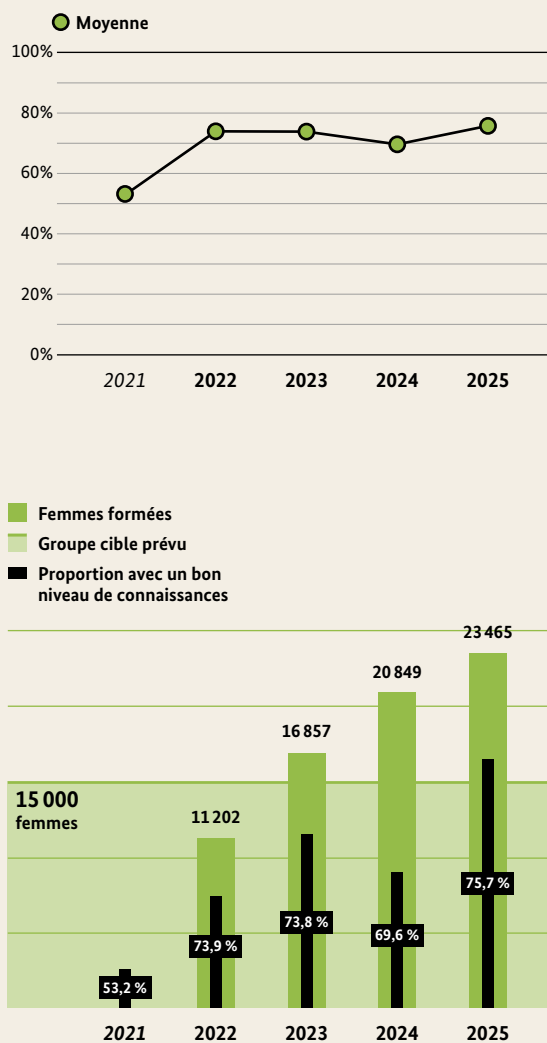
- Ne pas travailler seul, toujours se mettre en équipe avec d'autres acteurs pour les activités de plaidoyer auprès des autorités traditionnelles et locales.
- Identifier et travailler avec des leaders influents (surtout les hommes), tout en respectant leur rôle de gardiens de la tradition. Dialoguer et négocier avec eux, en présentant les preuves concrètes de bénéfices de l'accès à la terre pour la communauté.
- Ne pas imposer la reconnaissance des droits des femmes et des filles à l'héritage foncier, il faut dialoguer.
- Pour l'approche *Taninendry*, conduire des visites de suivis réguliers pour accompagner les femmes bénéficiaires non seulement dans les cultures qu'elles pratiquent, mais aussi les appuyer en cas de litige.
- Faire témoigner les femmes bénéficiaires, dans des émissions radio locales, pour susciter la compréhension des avantages de l'accès à la terre. Veillez toutefois à protéger les témoins pour éviter les représailles éventuelles.



1.5 Les impacts

Les évaluations *Output Assessment* (voir chapitre 7.1) portant sur ASN et les pratiques agroécologiques montrent une progression significative des connaissances parmi les femmes participantes aux formations :

Connaissance en ASN



2021 marque la valeur de base avant le début des formations et indique la moyenne et la proportion des 15 000 femmes avec un bon niveau de connaissance.



Cette diminution de la proportion de participantes atteignant un bon niveau en 2024 s'explique par plusieurs facteurs contextuels. En 2023, la stratégie du projet a été ajustée : les semences n'ont été distribuées qu'aux participantes actives, ce qui a limité certaines opportunités de mise en pratique. La couverture n'a pas été uniforme dans tous les fokontany et certaines pratiques n'ont pas été adoptées partout. L'ASN demande un temps d'apprentissage important sur le terrain et nécessite de relier la pratique aux supports écrits, ce qui rend la mémorisation plus difficile pour certaines participantes.

Par ailleurs, le savoir ne peut être consolidé que s'il est appliqué régulièrement. La majorité des bénéficiaires a suivi les formations au début de la phase de mise en œuvre, lorsque les connaissances étaient encore fraîches. En l'absence de répétition continue ou d'application pratique régulière – pour diverses raisons contextuelles – ces connaissances peuvent être partiellement oubliées, ce qui contribue à expliquer la baisse observée en 2024.

De plus, l'agriculture implique non seulement les femmes, mais également les organisations de producteurs et les hommes ; initialement, seules les femmes avaient été formées, ce qui a limité la diffusion des connaissances. Enfin, les messages relatifs à l'hygiène sont souvent perçus comme *non discutables*, tandis que ceux de l'ASN laissent davantage de place à l'interprétation, et la communication avec les CEP, pourtant structure clé pour l'apprentissage agricole, n'a pas toujours été fluide. Tous ces éléments contextualisent la baisse observée, sans remettre en cause la progression globale des connaissances et l'impact des formations.

Après la consolidation des connaissances, la mise en pratique des acquis constitue un indicateur clé de changement durable. Les données montrent que l'application des techniques et la production d'aliments promus progressent de manière constante.

La proportion de femmes produisant au moins deux des aliments promus a fortement progressé depuis la valeur de base de 34,4 %. Dès les premières formations, 82 % des 14 430 femmes soutenues ont réussi à produire au moins deux aliments promus en 2022, et ce niveau s'est maintenu en 2023 parmi 16 297 participantes. En 2024, 85 % des 19 649 femmes soutenues – soit 16 702 femmes – ont atteint cet objectif, montrant une adoption durable des cultures promues, comme les légumineuses, le moringa et les légumes à feuilles.

Concernant l'utilisation de techniques de stockage ou de conservation d'aliments riches en nutriments, la progression a été plus graduelle, à partir d'une valeur de base nulle. En 2022, 32 % des 7 312 femmes formées utilisaient au moins deux techniques adaptées au contexte, chiffre qui est passé à 40 % parmi 12 906 participantes en 2023, puis à 52 % des 15 768 femmes formées en 2024, soit 8 199 femmes.

Cette montée en compétences reste toutefois freinée par plusieurs facteurs contextuels : le grand intérêt des femmes pour les activités de transformation et de conservation n'est pas toujours suivi d'une mise en pratique effective, notamment en raison du manque de matériel (bocaux, contenants), de la rareté des surplus à conserver, ou encore d'une faible tradition locale de conservation, les ménages privilégiant les aliments frais. Par ailleurs, le respect de normes d'hygiène strictes, nécessaire pour éviter les risques sanitaires, constitue un défi supplémentaire et peut limiter la pratique régulière de la conservation.



2



Autonomisation économique



L'automatisation économique des ménages est considérée par ProSAR comme un levier d'accès aux biens et services essentiels pour la nutrition. La région Atsimo Atsinanana, zone d'intervention de ProSAR, fait partie des régions les plus pauvres de Madagascar, avec un taux de pauvreté estimé à 83 %⁶. Les contraintes socio-économiques pèsent lourdement sur la sécurité alimentaire et la capacité des familles à investir dans leur bien-être.

Afin de faire face à ces multiples défis socio-économiques qui constituent des freins évidents à l'amélioration de l'état nutritionnel des ménages, ProSAR a choisi de mettre en œuvre un ensemble d'interventions complémentaires axées sur le renforcement des capacités économiques et sociales des ménages ruraux. Parmi celles-ci figurent la gestion financière de base, les dispositifs d'épargne et de crédit villageois, l'alphabétisation fonctionnelle, ainsi que le développement d'activités génératrices de revenus. Ces actions visent à renforcer les sources de revenus des ménages, à améliorer leur pouvoir d'achat et à mieux l'équilibrer de manière à lisser la consommation, particulièrement en période de soudure, et à orienter durablement les dépenses en faveur de la nutrition et de la santé des ménages. Les dispositifs mobilisés sont mis en œuvre de façon coordonnée afin d'assurer la cohérence des parcours et de renforcer durablement la stabilité économique et nutritionnelle des familles.



Éléments clés

- 233 groupes VSLA opérationnels
- Avec 3 785 femmes actives
- 17 158 femmes formées en gestion financière
- Soutien de 7 656 femmes en AGR

2.1 Gestion financière

Contexte régional

Pour bien comprendre le comportement financier des ménages, il faut tenir compte des contextes socio-économiques et climatiques de la région. Ces contextes suggèrent que les comportements financiers sont fortement liés à l'agriculture, aux revenus irréguliers, aux contraintes d'accès aux services financiers et à des vulnérabilités importantes (pauvreté, insécurité alimentaire, exposition aux variations climatiques).

Des études ont montré que, dans les districts de Farafangana et Vangaindrano, les hommes chefs de ménage contrôlent les décisions d'usage des revenus agricoles : ils décident ce qu'il faut vendre, quand et comment le ménage dépense. Les femmes ont généralement la charge des dépenses quotidiennes du ménage (nourriture, soins, éducation), mais avec une marge de manœuvre limitée. Cette dynamique semble similaire dans le district de Vondrozo, où les structures sociales et les modes de gestion économique des ménages suivent les mêmes logiques.

Avec de faibles revenus, qui sont, de surcroît, souvent instables, les ménages doivent vivre avec un budget contraint, souvent dominé par les dépenses de consommation immédiate (alimentation, santé, éducation) et avec peu de marge pour l'investissement et l'épargne. L'épargne formelle n'est pas une pratique courante en raison du faible niveau de revenus et de l'accès limité aux services financiers. Les innovations comme le mobile money peuvent jouer un rôle, mais leur pénétration dans des zones rurales comme Atsimo Atsinanana peut être limitée par la faible couverture réseau, un niveau d'alphabétisation limité et un manque de confiance envers les services numériques.

Malgré les institutions de microfinance qui commencent à s'implanter, l'accès au crédit formel reste limité. Les institutions bancaires sont peu présentes dans les zones rurales isolées et les conditions, comme les garanties et les taux d'intérêt, sont souvent contraignantes. De ce fait, les formes de crédit informel, comme le crédit familial, le recours aux voisins ou l'entraide communautaire, sont plus utilisées. On constate aussi que les ménages adhèrent de plus en plus aux associations villageoises d'épargne et de crédit.





Face aux aléas et à ces éléments de vulnérabilité, la résilience financière des ménages reste très fragile et les conduit souvent à adopter des mécanismes d'adaptation pas toujours favorables, notamment pour la nutrition, comme la diminution de la fréquence des repas.

Dans ce contexte, l'éducation financière apparaît comme un levier essentiel pour renforcer la gestion des ressources, prévenir les pertes sur les investissements et soutenir la diversification des sources de revenus. En aidant les ménages à planifier, à budgétiser et à sécuriser leurs gains, elle devient un facteur clé de stabilisation économique et de durabilité des pratiques promues par ProSAR.

Renforcement de capacité

L'amélioration des connaissances sur la nutrition et l'accessibilité aux produits à haute valeur nutritive constituent des éléments essentiels en matière de nutrition. Toutefois, ces acquis ne suffisent pas si une stabilité économique et financière durable des ménages n'est pas garantie et si ceux-ci ne maîtrisent pas encore la gestion et l'optimisation de leurs moyens, de leurs ressources et des opportunités disponibles. C'est dans ce cadre, et en complément des caractéristiques citées plus haut, qu'intervient ProSAR, en apportant une approche de renforcement des capacités pour améliorer la gestion financière des ménages et ainsi augmenter leur résilience.



En pratique, le projet vise à accroître leurs capacités économiques et leur marge de manœuvre budgétaire, à travers des formations favorisant une meilleure compréhension des entrées (ressources) et des sorties (dépenses), ainsi que l'identification d'opportunités d'affaires adaptées à leur contexte.

D'une manière générale, l'éducation financière appuyée par ProSAR permet aux ménages de mieux comprendre :

- **Les généralités sur la gestion financière**
Comprendre ce qu'est la gestion financière et les avantages d'une bonne organisation du budget du ménage : savoir où va l'argent, comment l'utiliser efficacement et comment éviter les gaspillages.
- **La tenue du registre des comptes**
Définir clairement les notions d'entrée et de sortie d'argent, apprendre à consigner régulièrement les flux financiers du ménage et à analyser les résultats. Cette pratique favorise la transparence, la responsabilisation et une meilleure prise de décision.
- **La préparation du budget familial**
Élaborer un plan budgétaire simplifié en identifiant les sources de revenus et les postes de dépenses, classer les besoins (essentiels, secondaires, de confort) et hiérarchiser les priorités pour rester dans les limites du budget disponible.
- **L'épargne**
Découvrir les différents services d'épargne et de crédit accessibles localement, comprendre les avantages de l'épargne régulière, définir des objectifs d'épargne concrets et élaborer un plan d'épargne adapté aux capacités du ménage.
- **L'investissement**
Comprendre la notion d'investissement et distinguer les différents types possibles : agricoles, commerciaux ou sociaux. Identifier les sources de financement (fonds propres ou crédit) et savoir reconnaître un bon investissement, générateur de valeur, par rapport à un investissement risqué.
- **Village Savings and Loans Association (VSLA)**
Renforcer la pratique collective de l'épargne à travers les associations villageoises, qui permettent de mutualiser les ressources, d'accéder à de petits crédits et de renforcer la solidarité économique au sein des communautés.

L'approche *Farmer Business School*

Le *Farmer Business School* (FBS), ou École d'Entrepreneuriat Agricole, constitue un cadre structuré pour renforcer les compétences des ménages en matière de gestion agricole et entrepreneuriale (en collaboration avec le « Projet Adaptation des Chaînes de Valeur Agricoles au Changement Climatique » (PrAda) de la GIZ, voir [chapitre 6.2](#)). Les modules FBS incluent notamment la gestion de l'exploitation agricole, visant à assurer une disponibilité suffisante d'aliments, ainsi que la gestion financière à travers l'analyse régulière des entrées et des sorties d'argent, permettant d'apprécier la rentabilité des activités. Cette approche contribue à ancrer un esprit entrepreneurial, encourageant les agriculteurs et les éleveurs à gérer leurs exploitations comme des entreprises, tout en intégrant la diversification alimentaire, la multiplication des sources de revenus et le recours aux services financiers.

Introduite progressivement auprès d'environ 450 ménages cibles, dans les districts de Vangaindrano et de Vondrozo, la FBS permet également la mise en pratique concrète des notions acquises : les participants élaborent un plan d'activité simplifié, appuyé par un équipement minimal si nécessaire, et bénéficient d'un suivi rapproché lors des premiers cycles d'exploitation. Cette approche pratique, combinée aux modules théoriques, favorise l'ancrage des compétences et la capacité à appliquer les apprentissages dans la vie réelle, avec des résultats mesurables à moyen et long terme.

Lien avec la nutrition et le genre

Un accent particulier est mis sur le lien entre l'éducation financière et la nutrition. En effet, il a été démontré que disposer de ressources financières ne se traduit pas automatiquement par une amélioration de l'alimentation, de la santé ou des investissements productifs, en raison de dépenses concurrentes. Cette démarche favorise ainsi une prise de conscience du coût d'une bonne nutrition. Elle a un prix, mais une mauvaise nutrition en a un aussi, souvent plus élevé, en raison des effets de la malnutrition et des pratiques inadaptées. Cette prise de conscience conduit les ménages à prioriser les dépenses liées à l'accès et à la disponibilité d'aliments sains, et à mieux organiser leurs arbitrages budgétaires, y compris en période de fortes contraintes.



Albertine Nirisoa

Commune de Manambotra Sud
District de Farafangana

Les formations aux activités génératrices de revenus (AGR) et à l'épargne communautaire VOAMAMI (VSLA), et la mise en relation commerciale ont renforcé l'activité de tissage de nattes et de pagnes, accru les revenus et structuré l'épargne des ménages, grâce à l'appui de ProSAR.

Audio témoignage :



Les bénéficiaires dans la Commune de Manambotra Sud collaborent avec ProSAR depuis 2021. Les premières étapes de la collaboration portent sur l'AGR et le VSLA. Le tissage existait déjà, mais les ventes restaient faibles à Farafangana. « *Nous en vendions très peu, et à bas prix* », indique Nirisoa Albertine. Mais l'accompagnement de ProSAR change l'échelle. « *ProSAR nous a accompagnés sur l'AGR, sur la manière d'investir dans le tissage, et de collecter les matières premières* » précise-t-elle, « *et surtout, ils sont devenus nos acheteurs.* » Les effets se lisent dans le quotidien des enfants et du foyer.

Les revenus se diversifient et gagnent en stabilité. « *Grâce à l'AGR, nous pouvons également épargner de l'argent, construire une maison, envoyer nos enfants dans une école privée et acheter de bons outils ménagers* », témoigne-t-elle. Le tissage de pagnes et de nattes de séchage devient un levier reconnu, adossé à des pratiques d'achat de matières premières et de vente mieux organisées. « *Nous avons vraiment constaté l'évolution de notre niveau de vie.* »

La gestion financière progresse avec l'épargne collective. La communauté met en place un groupe d'épargne, le VSLA, qui réunit 30 personnes dont Nirisoa. « *Nous avons ouvert un groupe VSLA, nous contribuons à hauteur de 2 000 Ar par semaine par ménage et une part sociale de 200 Ar* » et « *Nous y avons appris la gestion financière* » explique Nirisoa. C'est une autre forme d'épargne qui permet « *d'anticiper les dépenses de rentrée scolaire* ». Les repères budgétaires s'installent et sécurisent les priorités.

La dynamique se prolonge au-delà du projet. « *Même si le projet ProSAR touche à sa fin, nous continuons à pratiquer le VSLA.* » Le message de Nirisoa Albertine s'adresse aux voisines et aux communes non couvertes. « *J'encourage d'ailleurs les gens à rejoindre le VSLA pour apprendre à bien gérer leurs entrées et sorties d'argent.* » Elle élargit l'appel à faire du tissage et à promouvoir des AGR sains. « *Je suis prête à conseiller toutes les femmes de ces communes* » assure-t-elle, « *le tissage peut permettre d'obtenir un bon revenu hebdomadaire* », y compris dans les fokontany non touchés comme Maropagnahy et Bekaraoka.

La gestion financière et la nutrition sont étroitement liées au développement et au bien-être des ménages, et cette interconnexion doit être systématiquement intégrée dans les modules de formation.

Comment la gestion financière contribue à la nutrition ?

- Planifier le budget alimentaire, afin d'allouer une part aux achats d'aliments nutritifs et de qualité.
- Prioriser les dépenses, ce qui permet d'équilibrer quantité et qualité nutritionnelle.
- Encourager l'épargne, pour mieux faire face aux périodes de soudure, aux crises ou aux mauvaises récoltes, réduisant ainsi la vulnérabilité à la malnutrition.
- Investir dans des activités productives, comme l'achat de semences ou le petit élevage, pour augmenter la disponibilité et la diversité des aliments au sein du ménage.

Comment la nutrition contribue à la gestion financière ?

- Améliorer la productivité, car une bonne santé se traduit par une meilleure capacité de travail et des revenus potentiellement plus élevés.
- Réduire les dépenses liées aux soins médicaux, grâce à la prévention des maladies liées aux carences.
- Favoriser l'investissement dans le capital humain, les enfants bien nourris réussissant mieux à l'école et offrant ainsi de meilleures perspectives économiques pour le foyer.

Enfin, il est important d'inclure la dimension genre, notamment la promotion de la prise de décision financière conjointe au sein du couple, comme méthode de gestion financière efficace et ayant un meilleur impact sur la nutrition du ménage (voir *chapitre 6.1*). Cela est d'autant plus important que les bénéficiaires de ProSAR sont principalement des femmes.

Des outils de diffusion des connaissances en gestion financière ont été élaborés par ProSAR afin de permettre une compréhension facile et une diffusion aisée par les multiplicatrices. Ces supports abordent différents thèmes nécessaires et utiles pour les publics cibles. Ils s'appuient également sur le principe du *gender transformative training* : chaque sujet traité, chaque image et chaque message clé préconise l'intégration à la fois de la femme et de l'homme dans les réflexions et la prise de décision au sein du ménage en matière de gestion financière.

Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- Le faible niveau scolaire (analphabétisme, illettrisme, calcul) constitue un blocage pour un niveau avancé d'éducation financière – d'où l'importance d'adresser ce problème en amont pour s'assurer d'une meilleure compréhension et appropriation.
- L'inégalité de genre persistante, surtout liée aux décisions financières du ménage, confère la prise des décisions relatives à l'investissement et aux épargnes à l'homme, et peut freiner la participation économique des femmes malgré une compétence accrue.
- On constate un manque de structures communautaires d'éducation financière et de services de conseil installés au niveau des communautés pour prendre le relais sur les projets de développement qui, eux, sont souvent à court terme.

BONNES PRATIQUES

- Adapter les approches et outils de formation aux besoins et capacités spécifiques des femmes selon leurs catégories –les femmes les plus vulnérables, les petites entrepreneures et celles disposant déjà d'expériences économiques.
- Prendre avantage des structures existantes comme les VSLA ou autres associations villageoises pour servir d'ancrage locale d'appui et conseil en éducation financière pour les ménages ruraux.
- Maintenir un engagement constant dans la pratique régulière des techniques, le suivi et la répétition des formations afin de consolider les connaissances acquises.



2.2 L'alphabétisation fonctionnelle

Les enjeux

Selon l'UNESCO, « Est fonctionnellement alphabète une personne capable d'exercer toutes les activités pour lesquelles l'alphabétisation est nécessaire dans l'intérêt du bon fonctionnement de son groupe et de sa communauté et aussi pour lui permettre de continuer à lire, écrire et calculer en vue de son propre développement et de celui de la communauté »⁷.

Selon l'« Enquête Permanente auprès des Ménages » (EPM 2021)⁸, le taux d'alphabétisation moyen de la population dans les districts d'intervention est compris entre 50 % et 60 %. Dans ce contexte, ces formations risquaient d'être difficilement comprises ou mal assimilées, constituant un frein majeur à l'acquisition et à l'application des connaissances, en particulier pour les participantes ayant un faible niveau initial et peinant à suivre. Pour y remédier, un module d'alphabétisation a été intégré à partir de 2023, afin de renforcer la compréhension, l'autonomie et l'utilisation efficace des outils financiers proposés.

Au-delà de son appui aux formations en gestion financière, ce module constitue un levier transversal : il stimule la participation des bénéficiaires à l'ensemble des activités du programme. Il permet également de **rendre les informations plus accessibles, compréhensibles et directement praticables** : les participants peuvent relier dessins et textes des brochures, suivre des recettes équilibrées, mettre en œuvre les conseils de diversification et, le cas échéant, décrypter les étiquettes des produits (composition, date de péremption).

Pour les femmes en particulier, la compréhension des informations **renforce la confiance et la capacité d'agir**. Dans un contexte où ces femmes restent souvent cantonnées à un rôle domestique et sont peu associées aux décisions stratégiques, l'alphabétisation contribue à lever ces freins. Elle clarifie les notions de revenus et de dépenses, facilite la lecture des messages nutritionnels et permet de relier consignes et pratiques du quotidien. Les participantes gagnent ainsi en assurance, prennent des décisions plus éclairées en faveur de la nutrition du ménage et s'affirment davantage dans la gestion des ressources.

L'acquisition de compétences de base via l'alphabétisation constitue une précondition essentielle pour aborder la gestion financière. Ce socle permet ensuite d'intégrer efficacement les thématiques liées aux VSLA et aux Activités Génératrices de Revenus (AGR), où la tenue de comptes et le suivi des entrées et des sorties deviennent des outils concrets pour améliorer la planification, la gestion et l'utilisation des ressources. Ainsi, les connaissances et compétences acquises grâce à l'alphabétisation peuvent être directement mobilisées et consolidées dans les activités économiques du ménage.

Lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'introduction de l'alphabétisation fonctionnelle, initialement motivée par le renforcement des compétences en gestion financière, apporte également des bénéfices plus larges. Elle contribue à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec des effets qui se manifestent progressivement à long terme, en agissant à la fois sur les compétences et sur les comportements des bénéficiaires.



Disponibilité : L'alphabétisation permet aux bénéficiaires de mieux comprendre et d'être plus réceptifs aux techniques agricoles et d'élevage qui leur sont enseignées, par exemple les techniques d'agroécologie. Ils ont également un meilleur accès à des supports d'information, tels que les livrets et les guides techniques, et peuvent améliorer par eux-mêmes leurs compétences au-delà du cadre de ProSAR. Leur capacité d'apprentissage et leur autonomie s'en trouvent renforcées, ce qui garantit une productivité accrue et consolide la durabilité des pratiques. La disponibilité alimentaire se trouve alors impactée à travers une meilleure exploitation des ressources, et à plus long terme une augmentation de la production locale.



Accès : L'alphabétisation a conduit à une participation accrue aux activités liées à la gestion financière et à l'autonomisation au sens large. Dans ce contexte, l'accès ne porte pas seulement sur l'aspect financier, via l'amélioration des revenus (AGR), mais concerne également l'accès général à l'information et aux services, tels que ceux fournis par les institutions de microfinance, ainsi qu'une ouverture plus large sur le marché et sur les opportunités de partenariat. En termes de gestion budgétaire du ménage, l'alphabétisation contribue à une optimisation des décisions

budgétaires, davantage portées par les femmes et mieux orientées vers les dépenses alimentaires.



Utilisation : Une personne qui sait lire peut mieux comprendre les consignes et les outils visuels sur la diversification alimentaire, les groupes alimentaires, les méthodes de conservation, et autres guides, développés par ProSAR ou promus par d'autres projets. De plus, l'accès à l'information apporté par l'alphabétisation conduit à l'élargissement des connaissances et par conséquent à des choix alimentaires plus pertinents et à de meilleures pratiques sanitaires. L'alphabétisation ne se limite pas aux compétences en lecture et en écriture, elle influence aussi les comportements. La réceptivité aux messages de sensibilisation et d'éducation sur la nutrition et l'hygiène se trouve améliorée.



Stabilité : Enfin, l'effet transversal est notable, surtout sur l'émancipation des femmes qui se traduit par une meilleure participation sociale et économique. En somme, elles sont mieux outillées pour participer à la vie communautaire.

Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- Une **résistance au changement** fait que l'éducation est toujours reléguée au second plan. En effet, les ménages sont habitués à des modes de vie qui reposent sur des pratiques transmises de génération en génération. Dans un tel cadre, toute tentative d'innovation peut être perçue comme une menace potentielle à l'équilibre existant. En plus de cette perception traditionnelle, les facteurs liés au genre, qui valorisent peu l'éducation des femmes et des filles, constituent encore un obstacle majeur.
- Un **manque de motivation** qui place les urgences économiques en priorité face aux bénéfices perçus à moyen et à long terme de l'alphabétisation. Avec un taux de pauvreté alarmant de 83%, les ménages sont contraints de vivre *au jour le jour*, dépendant directement des revenus journaliers pour pourvoir aux besoins journaliers. Cette situation pousse la famille à prioriser la satisfaction des besoins de base au détriment de tout investissement incertain comme l'alphabétisation ; le manque de motivation est accentué par les bénéfices intangibles qui ne se traduisent pas immédiatement en revenus.

- La **disponibilité de temps** peut entraver cet effort. Dans les zones d'intervention de ProSAR, comme dans d'autres milieux ruraux à Madagascar, les adultes doivent consacrer beaucoup de temps aux activités agricoles, de subsistance. Pour les femmes, en particulier, la charge de travail domestique réduit encore plus le temps disponible pour suivre des séances d'alphabétisation.
- Par ailleurs, la **faible synergie entre acteurs**, comme le ministère de l'éducation, les ONG, les projets agricoles et nutritionnels, et l'absence de dispositifs pérennes de coordination, d'évaluation des acquis et de certification limitent la continuité.

BONNES PRATIQUES

- Autant que les ressources le permettent, recourir à des formateurs de proximité, maîtrisant la langue locale et les références culturelles.
- Renforcer la motivation des bénéficiaires en intégrant les formations à d'autres thématiques et s'assurer que les résultats sont rapidement visibles sur terrain : l'apprentissage devient concret et directement applicable, ce qui favorise l'appropriation et la persistance des pratiques.





Baosoavao Commune de Manambidala District de Vondrozo

Parmi les ménages bénéficiaires, l'adhésion au VOAMAMI et la gestion rigoureuse des revenus ont permis de diversifier les activités agricoles et commerciales, avec une progression nette des gains, grâce à l'appui de ProSAR. Baosoavao fait partie des bénéficiaires engagés.

Audio témoignage :



« C'est ProSAR qui nous a appris ce qu'est le VOAMAMI. » Auparavant, Baosoavao n'avait ni repère de gestion ni accès structuré au crédit. « Notre vie n'était pas normale puisque nous ne savions pas gérer nos revenus ». L'information et l'accompagnement ont ouvert la voie à l'adhésion, à l'emprunt et à l'investissement productif au sein du groupe.

Le fonds est mobilisé d'abord au champ, appuyant la production et offrant une alimentation saine et diversifiée. Tomates et carottes deviennent des cultures suivies, en qualité et en quantité, pour l'autoconsommation et également pour la vente. Les pratiques s'alignent sur des techniques éprouvées, la planification s'améliore, la trésorerie se stabilise. En aval, le petit commerce change d'échelle.

« Grâce au commerce, je touche aujourd'hui pas moins de 70 000 Ar par semaine, alors qu'avant je ne touchais que 10 000 Ar par semaine. » Le différentiel est décisif et sécurise le quotidien.

La trajectoire personnelle s'en trouve transformée. « Faire le VOAMAMI me procure une pérennité de vie pour mon enfant et moi. » Épargner devient possible, investir aussi, avec des retombées visibles sur l'alimentation et les dépenses essentielles. L'expérience dépasse la seule riziculture de faible rendement pour couvrir « presque tout ce qui touche l'agriculture », avec des récoltes « de qualité et en quantité ».

« Tout cela a amélioré ma situation financière » résume-t-elle.

La dynamique est enclenchée et s'inscrit dans la durée. « Il y a un grand décalage entre ma vie d'avant et d'aujourd'hui. » L'objectif reste la progression continue, même au-delà du projet. « Même si le projet prend fin, je continuerai sur ce volet, car je n'en tire que du bon. » Suite à ce succès, elle invite ses voisins à s'engager. « J'incite les gens à faire le VOAMAMI, cela nous permet d'avoir de meilleures conditions de vie. »

2.3 Groupes d'épargne et de crédit communautaire

Les VSLA

Les *Village Savings and Loan Associations* (VSLA) constituent une extension naturelle des modules de gestion financière. Les bénéficiaires ayant acquis de solides compétences en gestion de budget, en tenue de comptes et en planification des dépenses peuvent y approfondir et mettre en pratique leurs connaissances. Ce cadre offre également l'opportunité de développer des AGR, permettant aux ménages de diversifier leurs sources de revenus et d'investir dans des initiatives productives, comme l'achat de semences ou l'élevage de petit bétail, contribuant ainsi à l'amélioration de la diversité alimentaire.

Cette approche favorise un apprentissage plus concret et proche des réalités du terrain : les membres des VSLA appliquent directement les concepts acquis lors des modules de gestion financière, renforçant ainsi la compréhension et l'appropriation des pratiques. Le VSLA devient ainsi à la fois un outil d'éducation financière, un espace de renforcement de l'autonomie économique et un vecteur d'innovation pour la nutrition et la résilience des ménages. En plus de la gestion financière, tous les membres des VSLA bénéficient également de formations sur le crédit et l'épargne. Les membres du bureau ou comité de gestion, eux, reçoivent des renforcements de capacité complémentaires relatifs à la vie associative et le leadership.

DÉFINITION ET STRUCTURE

Un VSLA est un groupe de 15 à 25 personnes qui épargnent ensemble et se font de petits emprunts entre elles à partir de cette épargne. Les membres des VSLA sont formés par les *techniciens polyvalents* des partenaires de mise en œuvre, ou par des *agents villageois* (AV) qui perçoivent une rémunération payée par les membres pour les formations dispensées. Les AV sont des animateurs reconnus comme ayant les compétences nécessaires pour former d'autres VSLA. Les agents de terrain et les AV forment les membres, mais ne sont eux-mêmes jamais membres, ne gèrent jamais les VSLA, n'écrivent jamais dans les carnets et ne touchent jamais à l'argent appartenant aux membres. Chaque VSLA élit un comité de gestion de cinq personnes pour un cycle et adopte un règlement intérieur définissant les règles relatives à la caisse de solidarité, à l'achat de parts et aux prêts.

PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT

Les VSLA fonctionnent en cycles d'environ un an, à l'issue desquels l'épargne accumulée et les bénéfices des prêts sont répartis entre les membres, proportionnellement à leurs contributions. Le premier cycle dure idéalement 12 mois, avec des réunions hebdomadaires ou toutes les deux semaines. Les membres achètent entre 1 et 5 parts par réunion, dont la valeur reste fixe durant le cycle.

Un fonds social peut être constitué pour aider les membres en difficulté. Les prêts, remboursables en 12 semaines, peuvent représenter jusqu'à trois fois le montant de l'épargne, avec ou sans intérêts, selon le choix du groupe.

Chaque membre possède un carnet pour enregistrer ses parts et ses prêts, tandis que le secrétaire suit les fonds collectifs. Les carnets et l'argent sont conservés dans une caisse fermée par trois cadenas, détenus par des membres extérieurs au comité de gestion. Toutes les transactions se font en réunion, ce qui garantit transparence et sécurité.

DÉPLOIEMENT ET IMPACT

Le VSLA, déjà éprouvé dans différentes régions de Madagascar, constitue un point d'entrée pour la gestion financière et la résilience économique des bénéficiaires. Pour pallier le manque d'agents de terrain, le projet a renforcé les capacités de 22 AV certifiés, formés à la VSLA et à la nutrition, capables de superviser et d'accompagner efficacement les groupes. Grâce à ces AV, ProSAR et ses partenaires ont rendu opérationnels 233 groupes VSLA dans les trois districts d'intervention. ProSAR a aussi assuré la mise en réseau de ces groupes et leur connexion avec la plateforme des VSLA dans la région Atsimo Atsinanana (lié au « Réseau des Promoteurs des Groupes d'Épargne à Madagascar », RPGEM). La formalisation de ces groupes d'épargne constitue une base pour l'intégration de ces mécanismes dans les pratiques de planification des communes et dans les politiques du « Ministère de l'Économie et des Finances » (MEF).



Des avantages multiples

UNE INCLUSION FINANCIÈRE DE PROXIMITÉ

Les VSLA offrent aux membres la possibilité d'épargner, d'accéder au crédit et de mobiliser une caisse sociale. Ces services de proximité permettent de financer des activités agricoles – achat de semences, d'engrais, de petit matériel – ou le développement d'AGR, améliorant la productivité et la disponibilité alimentaire. L'épargne et les dividendes redistribués à la fin du cycle renforcent également la résilience économique des ménages face aux périodes de soudure.

CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE FACE AUX CHOCS

Dans un contexte de vulnérabilité climatique et sanitaire, les VSLA servent de filet de sécurité communautaire : le fonds social et les prêts permettent de faire face à des urgences sans vendre d'actifs productifs. La cohésion sociale est renforcée, favorisant le partage de bonnes pratiques agricoles et nutritionnelles et contribuant à stabiliser la sécurité alimentaire à moyen terme.

MAINTIEN ET DIVERSIFICATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE

Grâce au crédit et à l'épargne, les ménages diversifient leurs sources de revenus, investissent dans des activités agricoles et/ou non agricoles et anticipent mieux les dépenses saisonnières. Les revenus supplémentaires et les compétences en gestion permettent l'adoption de pratiques agricoles améliorées et plus résilientes (semis précoces, irrigation, diversification culturelle).

AUTONOMISATION FINANCIÈRE ET PARTICIPATION DES FEMMES

L'accès aux VSLA renforce l'autonomie économique des femmes, leur permettant de gérer leurs activités, d'épargner, de prendre des décisions et de participer aux comités. Cela favorise l'estime de soi, l'influence au sein du ménage et la participation communautaire.

ÉVOLUTION DE LA PRISE DE DÉCISION FINANCIÈRE

L'adhésion à un VSLA contribue à un partage plus équilibré des décisions financières au sein du ménage, les femmes devenant co-décideuses et responsables de certaines activités, tandis que l'homme reste un partenaire mais adopte une approche plus inclusive.

RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE

La participation régulière aux VSLA crée des espaces d'échanges, favorise l'inclusion des groupes vulnérables et consolide la confiance et l'intégration sociales au sein de la communauté.

Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- **Organisationnel.** Des difficultés de leadership sont observées : une rotation insuffisante des responsabilités, un manque de transparence dans la gestion du groupe et des manquements au règlement intérieur constituent des sources de tensions internes et de risques de dissolution. Cette situation est favorisée par plusieurs facteurs. D'une part, les membres du bureau sont souvent choisis parmi les personnes influentes plutôt qu'en fonction de leurs compétences. D'autre part, très peu de membres disposent des connaissances nécessaires pour exercer un rôle de leadership.
- **Humain.** Des retards dans les versements d'épargne et les remboursements, l'utilisation non productive de certains prêts (consommation plutôt qu'investissement), le désengagement lors des réunions régulières et les tensions intrafamiliales liées à l'augmentation de l'autonomie féminine peuvent fragiliser les groupes.
- **Sécuritaire.** La sécurisation des fonds demeure sensible, particulièrement en fin de cycle. L'absence de services financiers formels dans certaines zones accroît le risque de vol, même si aucun cas n'a été signalé au sein des groupes appuyés par le projet.
- **Structurel.** Après la phase de mise en place, l'insuffisance de suivi externe et de renforcement des capacités à long terme peut limiter la consolidation des acquis.
- Par ailleurs, deux obstacles spécifiques à l'adhésion des ménages les plus vulnérables sont fréquemment relevés : l'influence de certains membres accédant plus facilement ou plus souvent aux prêts et la crainte, voire la faible capacité de remboursement, qui freinent l'adhésion de ces ménages.





BONNES PRATIQUES

- Afin de cultiver l'esprit de leadership et de responsabilité, veiller à mettre en place un système de rotation des rôles.
- Effectuer un suivi régulier du fonctionnement du groupe, que ce soit par les agents du projet, les AV ou les membres eux-mêmes. Pour ce faire, l'introduction d'outils simples de suivi (fiches, applications mobiles) est cruciale.
- Lier les VSLA à des institutions financières formelles pour la sécurisation des fonds ou étudier la possibilité de recourir au *mobile money*.
- Utiliser les VSLA comme porte d'entrée pour plusieurs autres activités de développement communautaire comme le renforcement des capacités, l'appui à la création d'AGR, les campagnes de sensibilisation et autres activités de communication et d'éducation sur différents thèmes, etc.



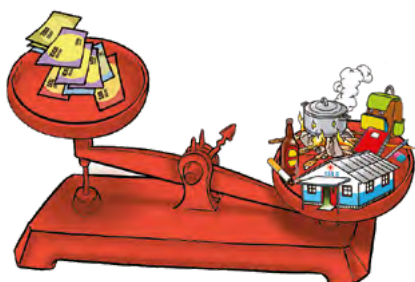
2.4 Les activités génératrices de revenus

Selon les résultats de l'EPM, la région Atsimo Atsinanana enregistre un niveau de revenu annuel moyen des ménages parmi les plus bas de Madagascar, se plaçant dans la catégorie des moins de trois millions Ariary⁸, soit approximativement 580 \$. Outre les revenus d'emploi, les principaux revenus des ménages, constituant 29,8 %, proviennent principalement de l'agriculture⁸ – agriculture de subsistance et parfois de rente ou d'appoint. Les produits sont souvent vendus bruts, sans valeur ajoutée, et parfois, en période difficile, avant maturité, ce qui réduit leur valeur marchande et limite ainsi les avantages économiques. Cette pratique et cette dépendance à l'agriculture rendent les revenus instables, dus, entre autres, aux aléas climatiques (cyclones à répétition, inondations et sécheresses), aux fluctuations des prix des intrants agricoles et à d'autres chocs.

Malgré les contraintes liées au climat, à l'existence et à l'accès aux infrastructures, ainsi qu'aux compétences, la région Atsimo Atsinanana dispose d'un environnement très riche en opportunités économiques, liées ou non à l'agriculture. Cela constitue une opportunité de diversification des sources de revenus, qui s'avère alors être un facteur important de renforcement de la résilience.

Une approche ciblée et adaptée

Dans la continuité des formations en gestion financière, une partie des ménages ciblés a bénéficié d'un appui pour le développement d'AGR. Comme décrit précédemment, ces formations ont révélé différents niveaux de maîtrise : pour les participants les plus vulnérables, l'alphabétisation fonctionnelle a constitué une étape préalable indispensable à la compréhension des notions de base. Pour ceux ayant acquis une meilleure compréhension théorique de la gestion financière, la mise en place des VSLA et le développement d'AGR se sont présentés comme des prolongements naturels, favorisant la mise en pratique et la consolidation des acquis.



EFFETS DE L'ADHÉSION AUX VSLA SUR L'INVESTISSEMENT DANS LES AGR

L'adhésion des bénéficiaires aux VSLA renforce la capacité d'investissement dans des AGR et contribue à l'amélioration du niveau de vie. L'épargne et le crédit de proximité soutiennent l'initiation ou le développement de petites activités économiques comme le commerce, l'agriculture, la transformation, le *vadikata* (collecte et revente rapide) ou l'artisanat. Grâce aux prêts ou aux dividendes de l'épargne, les ménages disposent de liquidités pour diversifier leurs achats au-delà des produits de base (riz, manioc, maïs). Les liquidités supplémentaires favorisent des investissements qui se traduisent par la création ou l'extension d'un potager familial, le développement du petit élevage, l'acquisition d'équipements de base, voire l'achat de terrains lorsque cela est pertinent, ainsi que d'autres activités, comme celles citées plus bas dans cette section.

AGR SENSIBLE À LA NUTRITION

En procurant des ressources financières aux ménages, les AGR constituent une mise en pratique des compétences acquises en gestion financière et au sein des VSLA. Elles permettent un meilleur accès économique à une alimentation diversifiée et de qualité. En effet, lorsque les revenus sont utilisés judicieusement, ils peuvent contribuer à l'achat de denrées nutritives et à la satisfaction des besoins nutritionnels de tous les membres du ménage, en particulier les femmes en âge de procréer et les jeunes enfants.

Le projet encourage également la consommation et la conservation des produits avant leur vente, afin d'assurer d'abord les besoins alimentaires du ménage. Il est toutefois nécessaire de coupler ces activités avec des actions d'éducation nutritionnelle afin de garantir que les besoins nutritionnels sont priorités et d'enregistrer un impact positif en ce sens.

Les AGR qui sont les plus favorables à l'amélioration de la nutrition sont encouragées à travers diverses mesures de facilitation, comme la dotation de petits matériels agricoles ou de petits matériels d'élevage. Ainsi, bien orientées, les AGR ne se limitent pas à générer des revenus : elles deviennent un levier stratégique de lutte contre la malnutrition.



Vania Razafindramadeleny
Commune de Manambondro
District de Vangaindrano



ProSAR a pu soutenir des ménages en les initiant à l'élevage de canards. Cela a stabilisé les revenus du foyer, et a permis l'acquisition d'actifs agricoles, et entraînant l'amélioration de la sécurité financière familiale.

Audio témoignage :



« Nous avons commencé à élever des canards en 2022, avec 1 mâle et 4 femelles fournis par ProSAR » explique Razafindramadeleny Vania, qui a démarré modestement. « À partir de janvier 2023, nos canards ont pondu des œufs huit mois sur douze. Cette année-là, j'ai pu acheter un arbre de girofle et acheter une maison », raconte-t-elle avec fierté.

En 2024, après que son élevage de canards ait grandi, elle a pu vendre encore plus d'œufs, de canards et même des canetons, et acheter d'autres plants de giroflier. L'élevage a pu la dépanner en cas de besoin : « Lorsque mes canards ne pondent pas, nous pouvons vendre quelques canetons en cas de besoin financier. » Les revenus progressent et soutiennent aussi la vie du couple. En 2025, elle a pu réinvestir davantage dans l'achat de deux cochons et célébrer ses fiançailles. Enfin, cette même année, elle a encore investi 500 000 Ar dans l'achat de 10 pieds de girofle et prévoit déjà l'achat d'un terrain à travers la vente des clous.

En effet, le changement était visible. « En un an, en vendant à chaque fois trois à quatre canards à 30 000 Ar chacun, et des lots de 50 à 60 œufs, on a pu réaliser un chiffre d'affaires de 2 400 000 Ar ».

La gestion reste simple et disciplinée. « Il m'est facile de gérer cet élevage, car l'argent que je gagne grâce aux œufs et aux canetons est réinvesti dans leur alimentation. » La trajectoire se poursuit avec le développement de cultures pérennes, notamment le giroflier.

La transmission fait partie du projet de vie. « J'accompagne les personnes qui souhaitent se lancer, en leur apprenant comment élever les canards et produire efficacement. » Vania met en avant un message dédié aux éleveurs. « Restez prudents pour éviter les vols, il faut bien les nourrir et les surveiller attentivement », recommande-t-elle à ses pairs.

AGR À FORT POTENTIEL ÉCONOMIQUE

Choisir une AGR à fort potentiel économique, c'est identifier des activités rentables, adaptées au contexte local et capables de créer une réelle valeur ajoutée pour les producteurs et leurs communautés. À travers ces AGR, ProSAR vise à permettre aux ménages ruraux des trois districts de diversifier leurs sources de revenus et de réduire leur dépendance à une agriculture de subsistance vulnérable, tout en renforçant leur autonomie financière et leur résilience face aux chocs économiques et climatiques. Plus spécifiquement, ces AGR visent à :

- fournir des revenus complémentaires, notamment en période hors saison agricole ;
- offrir des opportunités aux femmes et aux jeunes, souvent exclus du système productif traditionnel ;
- stimuler l'auto-emploi et le développement local.

DES AGR QUI RÉPONDENT AUX BESOINS DES BÉNÉFICIAIRES

Il est essentiel d'aligner le choix des AGR avec les besoins réels des communautés afin de garantir leur pertinence, leur durabilité et leur impact positif. Une AGR qui répond aux priorités locales – qu'elles soient nutritionnelles, économiques ou culturelles – aura plus de chances d'être adoptée, valorisée et pérennisée par les bénéficiaires. De ce fait, afin d'identifier les AGR à promouvoir, des consultations ont été menées auprès des partenaires de mise en œuvre ainsi qu'avec les bénéficiaires du projet. Par conséquent, et en raison de leur adaptation facile à l'environnement des zones d'intervention, les AGR suivantes ont été sélectionnées et promues par ProSAR :

- **Fabrication de nattes** : confection artisanale de nattes à partir de fibres locales (ex. raphia).
- **Production de gingembre** : culture et commercialisation du gingembre, usages alimentaires et médicinaux.
- **Aviculture** : élevage de canards pour la vente d'œufs et de viande.
- **Cuniculture** : élevage de lapins pour la viande et la reproduction.

La cuniculture, introduite au début comme AGR, a montré une viabilité limitée en raison de maladies fréquentes et du coût élevé (par ex. des vaccins nécessaires, ainsi que la faible disponibilité).

- **Pisciculture** : élevage de poissons en étang.
- **Production de sésame** : culture de sésame à visée commerciale, avec potentiel de transformation locale (huile, pâte).
- **Piège à rat** : fabrication et vente de pièges artisanaux pour la protection des cultures, contribuant à la réduction des pertes agricoles.
- **Petit commerce** : activités commerciales variées (vente de produits alimentaires, d'articles ménagers).
- **Production de pili-pili** : culture et transformation du piment.
- **Fabrication de pâtes** : transformation artisanale de produits céréaliers (blé, maïs, manioc) en pâtes alimentaires.
- **Production de savon** : fabrication artisanale de savon.
- **BSF** : élevage de larves de mouches soldats noires pour produire des protéines destinées à l'alimentation animale, pour produire de l'engrais, ou pour la reproduction.



ADOPTION PAR LES MÉNAGES

Outre les AGR spécifiquement appuyées par ProSAR, certaines initiatives économiques ont été mises en œuvre spontanément par les ménages. Plusieurs formations et activités conduites dans les trois composantes du projet – sans être initialement conçues comme des AGR – ont permis aux bénéficiaires de mobiliser les compétences acquises pour développer leurs propres activités économiques. Ainsi, les formations en production maraîchère, destinées avant tout à la diversification alimentaire, ont conduit certains ménages à vendre une partie de leur production. Cette dynamique témoigne de la capacité d'initiative et d'appropriation des bénéficiaires, qui réinvestissent les acquis des formations pour développer des AGR auto-initiées, renforçant à la fois leurs moyens de subsistance et la pérennité des effets du projet.

- Maraîchage : patsay, anamamy, carottes, tomates, concombres etc.
- Plantes à tubercules : patates douces à chair orange, manioc, taro.
- Fruits : papayes, ananas, agrumes, bananes.
- Service de couvainon d'œufs (œufs de canards avec des dindons).
- Transformation de fruits en confiture.
- Transformation des aliments en poudre (par ex. feuille de moringa).
- Séchage de légumes et poissons.
- Fabrication de farine enrichie.

RENFORCEMENT DE CAPACITÉS ET SUIVIS

ProSAR a fourni des matériaux tels que des kits agricoles, d'élevage ou de petit commerce aux bénéficiaires pour leur permettre de démarrer leur AGR directement après les formations. Il est tout aussi essentiel d'**outiller les bénéficiaires** en compétences techniques, organisationnelles et entrepreneuriales de base, nécessaires pour gérer efficacement leurs activités. En effet, il est crucial d'accompagner techniquement les producteurs et de les appuyer, surtout durant la phase de démarrage, période pendant laquelle des apprentissages ainsi que de nombreuses adaptations et ajustements sont à prévoir.

Le suivi renseigne sur le nombre d'activités créées ou consolidées, leur répartition par filière et par zone, les taux de survie à six et douze mois, ainsi que l'évolution des marges et des revenus nets. Il est complété par des études de cas illustrant les trajectoires et les facteurs de réussite, notamment la qualité de l'accompagnement, l'accès aux intrants et la fluidité des débouchés.

Recueil des bonnes pratiques

- Promouvoir des AGR axées sur la production ou la transformation d'aliments riches en nutriments spécifiques identifiés, suivant les carences nutritionnelles locales (par exemple : en fer, en vitamine A ou en protéines).
- Pour les AGR axées sur l'élevage – plus vulnérables aux pathologies animales – le renforcement des liens avec les APPSA s'avère indispensable.
- Les producteurs peuvent avoir accès à plus de services d'appui et d'ouverture aux marchés à travers l'adhésion aux coopératives.
- Les revenus générés sont par ailleurs appelés à être réinvestis activement – dans la santé, la nutrition, l'hygiène ou la scolarisation – pour renforcer durablement le bien-être et la résilience des ménages.



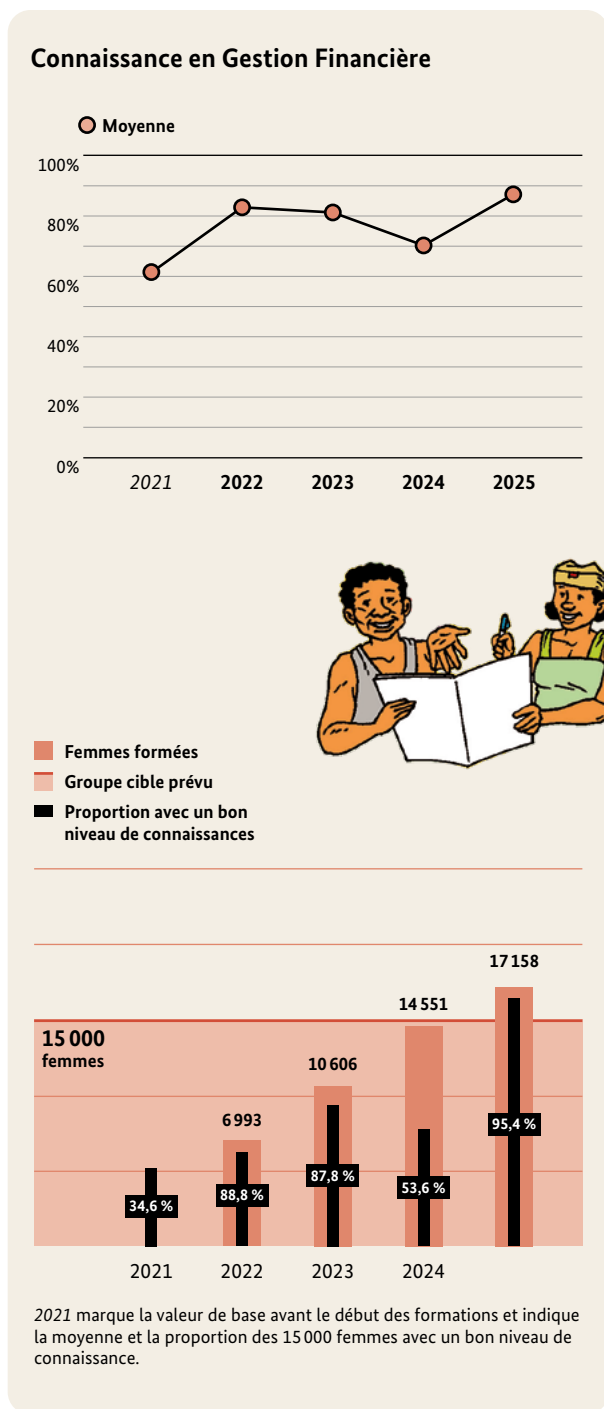




2.5 Les impacts

Les formations en gestion financière, mises en œuvre depuis le démarrage en 2022, ont permis d'améliorer considérablement les connaissances des femmes en matière de planification budgétaire, d'épargne et de gestion des ressources du ménage.

Le niveau de connaissance en gestion financière en moyenne confirme cette tendance :



Cette évolution positive témoigne d'une appropriation progressive des notions clés, bien que plusieurs facteurs contextuels puissent expliquer la baisse observée en 2024. L'augmentation du nombre de bénéficiaires a permis d'atteindre davantage de femmes, y compris celles ayant un niveau de maîtrise initial plus faible en gestion financière, ce qui a mécaniquement fait baisser la moyenne globale. Par ailleurs, les attentes envers les bénéficiaires se sont révélées parfois trop élevées, notamment pour celles n'ayant pas bénéficié d'un accompagnement continu. Comme pour toute formation, le niveau de connaissance tend à diminuer avec le temps si les sessions ne sont pas renouvelées : la motivation initiale est forte, mais sans mise en pratique régulière, les acquis s'estompent. De plus, dans le modèle cascade, il est possible qu'il y ait une baisse de motivation ou de disponibilité des formatrices intermédiaires se répercute sur la qualité de la transmission et donc sur l'apprentissage des participantes.

Ces formations en gestion financière ont néanmoins posé une base solide pour l'autonomisation économique. À partir de 2022, une partie des bénéficiaires a été sélectionnée et accompagnée pour le développement d'AGR, afin de diversifier ou améliorer leurs sources de revenus. Au total, 7 656 femmes ont bénéficié de l'activité.


Ces AGR traduisent la mise en pratique des connaissances acquises en gestion financière et au sein des VSLA : elles favorisent une meilleure gestion des ressources, la diversification des revenus et une amélioration tangible des conditions de vie. Les femmes investissent davantage dans de petites activités productives (élevage, potager, commerce, transformation artisanale) tout en appliquant les principes de gestion et d'épargne appris.

Ainsi, la combinaison des formations en gestion financière, de l'appui aux VSLA et du développement des AGR renforce la capacité des ménages, notamment des femmes, à planifier, investir et sécuriser leurs moyens d'existence sur le long terme. Ces effets se reflètent également dans les résultats présentés au chapitre 3, où l'on observe une influence positive sur les pratiques liées à l'alimentation et à la nutrition.

Par ailleurs, de nombreuses personnes ont pu augmenter leurs revenus de leur propre initiative grâce aux compétences acquises dans d'autres formations du projet. Bien que ces activités n'aient pas été initialement prévues ni suivies en tant qu'AGR, elles ont généré un impact positif et inattendu, témoignant de l'appropriation des connaissances et de la capacité d'initiative des ménages.



Pour d'informations complémentaires :



3



Nutrition et hygiène

La disponibilité alimentaire et l'accès économique à la nourriture constituent des conditions nécessaires, mais pas suffisantes à elles seules, pour garantir un bon état nutritionnel. Sans amélioration des pratiques nutritionnelles, de soins, et d'hygiène, les apports alimentaires, même accrus, ne se traduisent pas par des bénéfices tangibles pour les individus et les communautés. Ces pratiques bénéfiques garantissent de meilleures capacités de résilience et servent de leviers pour l'atteinte des objectifs de sécurisation alimentaire, sanitaire et nutritionnelle. C'est la raison pour laquelle ProSAR a accordé une place prioritaire à la composante « Nutrition et Hygiène », afin de corriger les déterminants souvent invisibles mais fondamentaux de la malnutrition. Ce volet cible en particulier les femmes en âge de procréer, les nourrissons et les jeunes enfants de moins de deux ans. Il vise à améliorer la diversité alimentaire, assurer un apport nutritionnel approprié et continu, et renforcer les pratiques d'hygiène. Ces actions contribuent à réduire l'incidence des maladies liées aux agents pathogènes, telles que la diarrhée, les intoxications alimentaires et les infestations parasitaires, qui compromettent l'absorption des nutriments et accroissent les besoins nutritionnels. Le rapport de l'étude de base (2020)⁹ illustre l'ampleur des défis. En général, le niveau de mise en pratique des bonnes habitudes d'alimentation et d'hygiène reste très bas et une forte proportion de la population recourt encore à la défécation à l'air libre. C'est dans ce contexte que ProSAR a déployé des interventions ciblées, axées sur la promotion de l'alimentation des femmes enceintes et allaitantes, l'allaitement maternel, la nutrition des enfants de 0 à 23 mois, ainsi que la diffusion et l'adoption des principales pratiques d'hygiène. Au total, près de 18 700 femmes en âge de procréer et leurs enfants ont directement bénéficié de ces activités.

Ce chapitre met en lumière les expériences et les acquis de la composante « Nutrition et Hygiène », en soulignant le rôle du *care group* comme vecteur d'appropriation communautaire, la nutrition en tant que finalité de l'approche multisectorielle de ProSAR, ainsi que les activités d'Information, Éducation et Communication (IEC) qui accompagnent le changement social et comportemental auprès des groupes cibles.

3.1 Le *care group*

Pour ProSAR, le *care group* est un mécanisme de mobilisation communautaire constitué par une structure multisectorielle de proximité, établie au niveau des villages ou fokontany, et qui vise l'adoption de comportements sains, particulièrement ceux liés aux problématiques majeures de la nutrition et de la santé de la femme et des enfants de 0 à 23 mois, combinés à d'autres thématiques transversales. Les *care groups* sont les points d'entrée pour les interventions en Information, Éducation et Communication (IEC) pour un renforcement de capacité et ainsi un changement de comportement communautaire. Ils servent aussi d'ancrages essentiels pour un suivi rigoureux des activités au niveau communautaire, et constituent un système d'information potentiel de santé communautaire pour faire remonter les informations sur les naissances et décès détectés pendant les réunions du groupe ou les visites à domiciles.

Le modèle *care group* repose sur une structuration en cascade conçue pour maximiser la diffusion des acquis et des bonnes pratiques (voir graphique dans le chapitre Introduction). Il permet, d'une part, un transfert efficace des connaissances et des compétences à travers les différents niveaux de formateurs. Il vise, d'autre part, à élargir la couverture des services, afin d'atteindre un plus grand nombre de ménages, y compris ceux situés dans les zones les plus reculées. Enfin, il favorise une intervention multisectorielle grâce à l'intégration de thématiques variées et de compétences complémentaires, garantissant ainsi une réponse plus complète aux besoins des communautés.



Éléments clés

- > **1 629** groupes d'écoute actifs
- > Réalisation de **3 271** démonstrations culinaires
- > **1 631** mères leaders formées, dont **94** formalisées
- > Sensibilisation de masse : **~150 000** personnes



Les principes de la création des *care groups*

PROXIMITÉ ENTRE LES INTERVENANTS

Il convient de souligner que le choix des multiplicatrices et des mères-leaders constitue un facteur déterminant de l'efficacité de l'approche. Leur engagement, conjugué au respect dont elles jouissent auprès de leurs pairs, confère

Tranobe est un terme malgache décrivant une structure familiale qui se focalise sur le soutien mutuel (pour les meilleurs et pour le pire) et celui qui dirige le *tranobe* est l'aîné de la grande famille qui a le pouvoir réglementaire et de décision au sein du *tranobe*.

à leur rôle une légitimité essentielle. Cette sélection s'opère au niveau des fokontany, soit par le biais de réunions de sensibilisation communautaire, soit à travers l'approche *Tranobe*, garantissant ainsi une adhésion collective et transparente.

Par ailleurs, dans les zones d'intervention du projet, la dispersion géographique des villages au sein d'un même fokontany et les difficultés d'accès représentent un défi majeur. Pour y remédier, les groupes de femmes de voisinage sont volontairement limités à un maximum de quinze (15) femmes, choisies parmi des ménages proches les uns des autres. Cette organisation permet d'éviter de longs déplacements pour participer aux regroupements et réduit, pour les volontaires, le temps et l'effort nécessaires lors des visites à domicile. Ce dispositif assure ainsi la proximité des acteurs, condition indispensable à la régularité et à l'efficacité des interventions communautaires.

ADAPTATION CONTEXTUELLE ET APPROPRIATION COMMUNAUTAIRE

La mise en place des *care groups* n'a pas été uniforme et a fait l'objet d'ajustements tenant compte des spécificités locales. Les trois partenaires de mise en œuvre – WHH, GSDM et Inter Aide – couvrant chacun un district d'intervention, ont adapté la structure classique des *care groups* en fonction des réalités socio-culturelles propres à chaque zone. Cette flexibilité a permis d'assurer que l'approche soit pleinement ancrée dans les valeurs, les pratiques et les traditions des communautés bénéficiaires. Un tel ancrage favorise non seulement une meilleure appropriation par les populations, mais constitue également une garantie de pérennisation des acquis et des dynamiques communautaires initiées par le projet.

Pour l'ONG Inter Aide, les *Tranobe*, organisations lignagères, sont considérées comme un point d'entrée privilégié et offrent une opportunité de collaboration particulière, dans le district de Farafangana. Cette approche « *Tranobe* » est reliée aux autres structures locales existantes dans les fokontany, telles que les Agents Communautaires (AC) et les Agents Communautaires de Nutrition (ACN). Par ailleurs, les mères leaders appelées à intégrer les *care groups* sont identifiées au sein de chaque *Tranobe* (une mère leader pour 6 à 15 femmes de son voisinage). Les groupes de femmes de voisinage sont ainsi généralement constitués à l'intérieur des lignages, ce qui renforce leur cohésion et le soutien mutuel entre les femmes.

À Vondrozo, le GSDM, et à Vangaindrano, la WHH, ont choisi d'identifier des multiplicatrices et des mères leaders au niveau des fokontany. La collaboration avec les dispositifs d'accompagnement déjà existants dans les communes ou fokontany sélectionnés demeure toutefois nécessaire afin d'assurer la complémentarité des actions. Ainsi, les AC et les ACN constituent les partenaires privilégiés.

VALORISATION DES COMPÉTENCES LOCALES ET MOTIVATION DES VOLONTAIRES

La reconnaissance et la mobilisation des compétences locales existantes – notamment celles des agents communautaires, des matrones et autres multiplicatrices – constituent un levier essentiel pour bâtir une structure solide et expérimentée. Leur intégration permet de renforcer la complémentarité et la synergie avec les autres programmes déployés dans les mêmes zones d'intervention, souvent en s'appuyant sur les mêmes ressources humaines. Toutefois, ces acteurs sont pour la plupart des bénévoles, ce qui soulève une problématique majeure : celle de leur motivation et de la pérennité de leur engagement, indispensable à la continuité des initiatives communautaires. Conscient de cet enjeu, ProSAR a mis en place un système d'incitations non monétaires, incluant la dotation en matériels de travail, l'octroi de primes incitatives, ainsi que l'organisation de visites d'échange, afin de maintenir la mobilisation et de valoriser l'investissement de ces volontaires.

ENGAGEMENT INSTITUTIONNEL ET ANCRAGE DES STRUCTURES

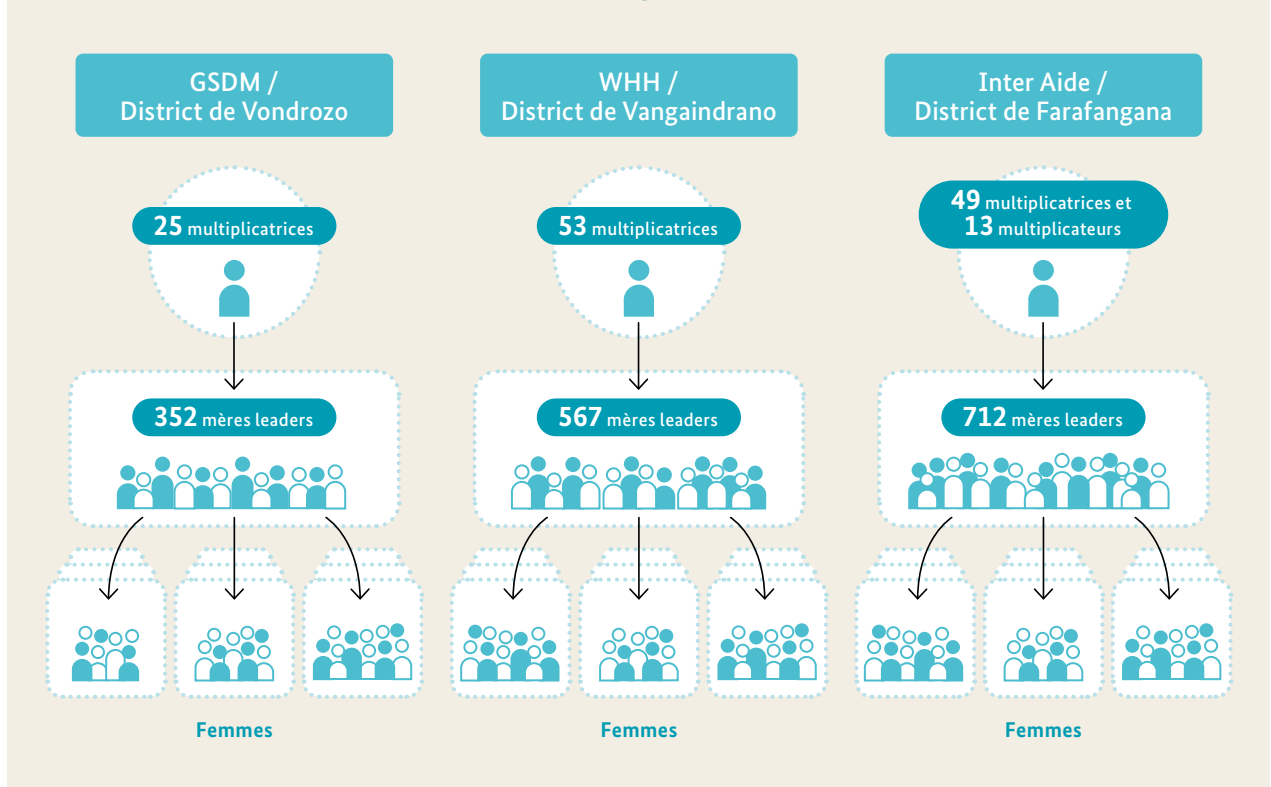
L'implication des autorités locales, des services techniques sectoriels ainsi que de l'« Office Régional de Nutrition » (ORN) constitue une condition sine qua non pour la mise en place et la consolidation des structures communautaires. Leur engagement précoce, dès la phase initiale du projet, permet d'assurer une compréhension partagée des principes de l'approche, de favoriser leur contribution active et de renforcer leurs compétences en matière de mise en œuvre. Cette intégration progressive garantit une appropriation institutionnelle et communautaire, condition essentielle à la durabilité des acquis et à la continuité des interventions au-delà du cycle du projet.



La structure pratique du care group

Chaque système de *care group* est animé par une multiplicatrice et une mère-leader, chacune responsable à son niveau : les multiplicatrices forment les mères leaders, qui diffusent ensuite les messages de nutrition et d'hygiène aux bénéficiaires. Le tandem entre multiplicatrice et PR (*voir chapitre 1*) incarne la multisectorialité au niveau de la base communautaire. Les mères leaders jouent à leur tour un rôle central dans cette diffusion, participant aux rencontres organisées par les multiplicatrices, animant des groupes de femmes du voisinage, effectuant des visites à domicile pour encourager le changement de comportement et rendant compte des activités réalisées aux multiplicatrices. Elles mobilisent également les femmes pour les activités communautaires, servent de modèle en matière de santé et d'hygiène, et assurent le suivi des participantes et participants à travers les registres et carnets. Par ailleurs, les sessions de formation aux CEP offrent également aux mères leaders des *care groups* des opportunités de conduire des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques de nutrition et d'hygiène.

La structure du care group par partenaire





Recueil des bonnes pratiques

- Le taux d'illettrisme au sein des groupes de femmes de voisinage est souvent élevé, ainsi il est crucial pendant les séances d'apprentissage et de sensibilisation **d'adapter la didactique utilisée**, incluant les supports, le registre de langage, la méthode d'enseignement, à leur niveau.
- Il est tout aussi important de **traduire les outils dans le dialecte local**, afin de marquer la proximité du projet avec la population cible, de montrer un respect de leur identité communautaire, et surtout de s'assurer que les messages transmis sont bien acquis.
- En consultation avec les *care groups* et les groupes de femmes de voisinage, **négoier une bonne fréquence et durée des rencontres** pour permettre de couvrir tous les modules de formation et autres interventions, avoir assez de temps pour établir une bonne relation de confiance avec les bénéficiaires, mais en même temps éviter que les réunions prennent trop de leur temps et ainsi de leur productivité.
- Le projet travaille avec des structures communautaires bénévoles, il est quand même nécessaire de les motiver. **Prioriser une source de motivation intrinsèque** permet de s'assurer que leur engagement au développement de leur communauté est sincère et plus à même d'être pérenne. Cela peut se traduire par des appuis en intrants agricoles ou petits matériels, des visites d'échange, des systèmes d'incitation principalement non monétaire, un effort d'institutionnalisation des structures est envisageable mais reste un grand défi pour tous.
- **Inciter les femmes à participer dans les émissions radiodiffusées** et partager leurs expériences. Ceci constitue une source de motivation intrinsèque au changement de comportement. Elle crée un sentiment d'appartenance, de reconnaissance et de responsabilité pour les participantes, et un sentiment de confiance, d'évidence et de connexion avec le message pour l'audience.
- **Adapter les messages aux contextes locaux et aux réalités** quotidiennes des groupes cibles. C'est une démarche essentielle pour assurer l'efficacité des campagnes de sensibilisation. Il s'agit ici de considérer les sensibilités socio-culturelles de la zone et d'en faire une opportunité de communication efficace.
- Combiner la démonstration culinaire avec les activités des CEP afin de **clairement démontrer la synergie entre les deux activités**.
- **Impliquer et engager les entités gouvernementales ainsi que des autorités locales et traditionnelles** dès le début du projet est essentielle à l'appropriation et à la pérennisation des acquis.
- Il est important de **suivre régulièrement l'évolution des comportements** des ménages afin d'évaluer l'impact des interventions mais aussi d'identifier les obstacles ou autres facteurs de blocages à adresser.







3.2 Diversification des aliments et hygiène

Des aliments diversifiés

Un autre aspect central est la consommation d'aliments diversifiés et à haute valeur nutritive au service de la consommation des ménages, grâce, en partie, à l'agriculture sensible à la nutrition. Pour le développement des guides alimentaires, le guide conjoint de la FAO et l'OMS recommande de considérer multiples facteurs, incluant les besoins journaliers des individus en nutriments à travers la consommation d'aliments diversifiés¹⁰. De plus, les indicateurs standards d'une bonne nutrition définissent une cible de consommation d'un minimum journalier de 5 sur les 10 groupes d'aliments pour les adultes et 5 sur les 8 groupes pour les enfants.

Les bénéficiaires sont organisés autour des structures *care group* et CEP où elles reçoivent des formations sur la culture de produits à forte valeur nutritionnelle tels que les légumineuses, le moringa, les produits maraichers et la patate douce à chair orange. Comme mentionné dans le chapitre 1, la disponibilité d'aliments diversifiés représente déjà un défi de taille dans les zones d'intervention, assurer une disponibilité tout au long de l'année démultiplie sa complexité. Afin que l'alimentation des ménages soit acceptable, que ce soit en termes de fréquence et de diversité, de façon continue, ProSAR promeut les techniques de conservation, de transformation et de stockage des aliments, tout en s'assurant que par l'utilisation de ces techniques, les qualités des nutriments soient gardées intactes. En complément, des formations à la production et à l'utilisation de la farine améliorée et précuite sont proposées, principalement en faveur de l'alimentation des jeunes enfants, afin de faciliter la diversification alimentaire et d'augmenter la fréquence de consommation de repas adaptés aux besoins nutritionnels des ménages.

Par ailleurs, des études ont démontré qu'une hausse du revenu ne se traduit pas automatiquement par une amélioration de l'alimentation ni de l'état nutritionnel du ménage¹¹. ProSAR a alors renforcé la capacité des ménages à gérer leurs finances, tout en incitant à accorder une priorité à une alimentation adéquate en mettant particulièrement l'accent sur la diversification alimentaire (*voir chapitre 2*).



10 Les dix groupes alimentaires pour les adultes

- Groupe 1 : Céréales, racines et tubercules blancs et plantains
- Groupe 2 : Légumineuses
- Groupe 3 : Noix et graines
- Groupe 4 : Produits laitiers
- Groupe 5 : Viande, volaille et poisson
- Groupe 6 : Œufs
- Groupe 7 : Légumes feuilles vertes foncées
- Groupe 8 : Autres fruits et légumes riches en vitamine A
- Groupe 9 : Autres légumes
- Groupe 10 : Autres fruits

8 Les huit groupes alimentaires pour les enfants

- Groupe 1 : Céréales, racines et tubercules blancs et plantains
- Groupe 2 : Légumineuses, noix, et graines
- Groupe 3 : Laits et produits laitiers
- Groupe 4 : Viande, volaille et poisson
- Groupe 5 : Œufs
- Groupe 6 : Autres fruits et légumes riches en vitamine A
- Groupe 7 : Autres fruits et légumes
- Groupe 8 : Lait maternel



Un environnement sain

ProSAR met un accent particulier sur l'approche Hygiène pour la Nutrition qui vise un bon statut nutritionnel. L'accès à l'eau potable, ainsi que les pratiques optimales d'hygiène – à l'exemple du lavage des mains aux cinq moments critiques de la journée ou encore l'utilisation des latrines – figurent parmi les éléments à considérer dans le cadre de l'amélioration de la nutrition. En effet, un environnement plus sain, qui peut être traduit par la propreté de l'entourage du stockage, de la préparation, de la conservation et de la consommation des aliments, a des impacts directs et indirects sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. À titre d'exemples :

- Moins de diarrhées et d'infections gastro-intestinales signifie que les nutriments consommés sont mieux absorbés.
- Les épisodes répétés de diarrhée (souvent dus à une mauvaise hygiène) sont une cause majeure de malnutrition chronique chez les enfants.
- En réduisant les maladies, les ménages dépensent moins en soins de santé, gardent plus de temps et de ressources pour produire, acheter et consommer des aliments.
- Moins d'arrêts de travail liés aux maladies permet aussi une meilleure stabilité des revenus alimentaires.

Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- **Vulnérabilité économique des ménages :** Malgré les efforts de diversification et d'amélioration des sources de revenus des ménages, le faible revenu familial reste un grand défi pour la diversification alimentaire. Cette situation est aggravée par la fluctuation des prix des denrées alimentaires due à un contexte économique national fragilisé par des crises complexes à l'internationale.
- **Vulnérabilités aux chocs :** La région Atsimo Atsinanana subit régulièrement des aléas climatiques comme les cyclones ou les sécheresses qui détruisent les récoltes et fragilisent encore plus les moyens de subsistance. De plus, pendant les périodes de chocs, les mécanismes d'adaptation des ménages, tels que la réduction du nombre de repas et le choix d'aliments énergétiques au détriment d'aliments nutritifs, ne s'alignent pas toujours aux messages véhiculés sur la diversité nutritionnelle.
- **L'accès à l'eau propre est faible et freine la dissémination des pratiques d'hygiène promues.** Les populations utilisent souvent l'eau des rivières ou des canaux (Pangalanes), ce qui rend les messages sur l'hygiène difficiles à appliquer sans infrastructures adéquates.
- **Enfin, le problème d'accès à la terre – les femmes n'ont pas de terrains à elles – couplé à la difficulté pour les femmes têtes de ménages de payer des travailleurs journaliers pour construire les latrines, limitent leur adoption des pratiques d'utilisation des latrines comme promues par le projet.**

BONNES PRATIQUES

- **Valorisation des déviants positifs locaux – ce sont les personnes qui malgré les conditions difficiles réussissent à diversifier leur alimentation et à améliorer leurs pratiques d'hygiène – en les mettant en avant comme modèles positifs au sein des groupes de pair à pair, les démonstrations culinaires ou les champs-écoles.**
- **L'éducation nutritionnelle menant à une prise de conscience sur l'importance des aliments nutritifs même en période de crise est cruciale, et donc à promouvoir.**
- **Pour pallier aux problèmes d'accès à l'eau propre, il faut assurer une synergie des activités entre les projets pour se compléter et garantir un paquet de services le plus complet possible pour les communautés cibles (exemple : GIZ et UNICEF EAH).**

Oliarisoa Vololonirina
Commune d'Ivandrika
District de Farafangana



La formation de ProSAR sur l'hygiène, l'eau sûre et l'alimentation a installé de nouvelles routines au sein des ménages, avec des effets visibles sur la santé. L'accès au *Taninendry* pour les femmes célibataires et l'épargne via le VOAMAMI renforcent ces changements dans la durée.

Audio témoignage :



Vololonirina se souvient du quotidien d'hier, « Avant, nous ignorions tout ce qui concernait l'hygiène. Nous ne nous lavions jamais les mains, ni pour cuisiner ni avant de manger ». Puis, les séances de formation et de sensibilisation de ProSAR ont fourni des repères simples et appliqués. « ProSAR nous a formé pour rester en bonne santé, se laver les mains régulièrement » précise-t-elle, avec des moments clés comme avant de manger, de cuisiner, d'allaiter ou après avoir nettoyé les enfants, et après la selle. « De plus, on a maintenant une latrine » a-t-elle ajouté. L'arrivée de ProSAR a signé une amélioration nette du bien-être et de la santé de son ménage, « Maintenant, nous sommes plus propres, nous couvrons l'eau et nous ne laissons pas partout les aliments sans couverture, et nous buvons de l'eau propre. De ce fait, nos enfants sont en bonne santé, pas comme avant, souvent attrapés par la diarrhée et la toux. Nous n'allons plus aussi souvent chez le médecin ».

Les pratiques d'alimentation se voient aussi améliorées, et cela commence dans les champs. La production de pois de terre avec de l'engrais a donné « une récolte très abondante » selon Oliarisoa. Puis, elle se rappelle particulièrement les moments où ProSAR les a appris à préparer le *sakafo maroloko* ou aliments diversifiés, comme

préparer des pistaches ou encore du manioc, mélangé avec de l'huile, des oignons, des tomates, et du sel iodé. Maintenant, elle le pratique quotidiennement pour sa famille car elle est consciente des bénéfices, et chaque ménage de sa communauté fait pareil.

Pourtant, dans un contexte où les femmes n'ont pas droit à des parts de terre en héritage, il est difficile de produire de façon pérenne, les pratiques n'étaient pas favorables et la production pas bonne, selon Oliarisoa « Nous cultivions les pistaches sur des petites parcelles et les plants sont rabougris, la production minime ». Puis, ProSAR a attribué des parcelles *Taninendry* aux femmes qui n'ont plus leurs maris. Les terrains sont utilisés chaque saison pour la culture de haricots, de pistaches, et de manioc.

L'épargne accompagne ces efforts. « Grâce au VOAMAMI et à nos épargnes, nous avons pu nous offrir des équipements ménagers. » Vololonirina conclut avec gratitude et promet d'éduquer ses pairs, « Je sensibilise mes voisins de pratiquer les techniques de culture enseignées par ProSAR car il y a beaucoup d'avantages pour lutter contre la malnutrition ».



3.3 Les activités d'Information, Éducation et Communication

Renforcement de capacités

Afin de favoriser un changement de comportement durable en matière de nutrition et d'hygiène, la transmission de connaissances à travers des actions d'IEC constitue un levier central. L'approche en cascade permet de transmettre des messages clés sur des thèmes prioritaires, adaptés à la situation et aux besoins des bénéficiaires. Afin d'en garantir la pertinence et l'efficacité, l'élaboration des modules de formation intègre les principes SBC. Elle repose sur l'analyse des pratiques existantes, l'identification des freins et barrières à l'adoption de comportements favorables, ainsi que sur la prise en compte des facteurs de motivation propres aux contextes locaux.

Dans ce cadre, les multiplicatrices jouent un rôle déterminant dans la diffusion des messages au sein des cœurs de groupes. Le renforcement de leurs capacités constitue ainsi un pilier fondamental, l'efficacité des interventions dépendant largement de leur aptitude à transmettre les messages de manière claire, adaptée et mobilisatrice. À ce titre, le développement des compétences pédagogiques et didactiques représente une condition préalable essentielle à toute action de formation.

Sur cette base, les dispositifs de formation ont été structurés autour de modules complémentaires portant sur les thématiques suivantes :

Pour une bonne transmission de connaissance :

- **Les méthodes didactiques** sont multiples. Elles englobent (a) les échanges interpersonnels ou les visites à domicile, (b) les séances animées en petits groupes, avec un appui visuel à travers des boîtes à images ou des posters, (c) des méthodes participatives tels que les jeux de rôles, les contes, les focus groupes discussions ou un quiz (question-réponses), ou (d) les exercices communautaires par exemple les démonstrations culinaires ou les séances radio. Différents canaux de communication devraient véhiculer le même message pour être efficace.
- **Les facteurs d'influence** doivent être compris par les multiplicatrices pour les intégrer adéquatement dans les processus d'échange. Il y a par exemple le facteur Disponibilité de Temps ou Opportunité Adéquate pour les mères qui influencent la participation dans les séances IEC. Les normes culturelles et aspects traditionnels empêchent aussi souvent un changement au niveau des ménages. Plus les facteurs d'influence sont connus, plus on peut les intégrer dans les interventions.
- **Les compétences personnelles** des multiplicatrices sont aussi un élément clé pour maîtriser la conduite des formations. Il faut un captage adéquat du contenu à transmettre, les expériences pratiques et les capacités éducatives pour une bonne communication. Un feedback régulier sur la compréhension et l'efficacité des messages clés par les groupes cibles concernés devraient faire partie de la conception et l'application des méthodes didactiques.
- **Les rôles des hommes et des femmes** au niveau des ménages sont tout aussi importants. La distribution des tâches au niveau familial est souvent très traditionnelle ou se basant sur les normes culturelles. Souvent, un changement n'est pas voulu par les hommes ou les leaders communautaires. Ici, une approche transformative en genre est indiquée ([voir chapitre 6.1](#)).



Pour une bonne nutrition :

- Une alimentation diversifiée : Consommation de 5 sur les 10 groupes d'aliments pour les adultes et consommation de 5 sur les 8 groupes d'aliments par jour pour les enfants
- L'alimentation des femmes enceintes et allaitantes
- L'allaitement maternel exclusif jusqu'à 6 mois (de 0 à 6 mois)
- L'alimentation complémentaire du jeune enfant (de 6 à 24 mois) : deux et après trois repas divers par jour en complément de l'allaitement maternel
- L'importance de la fenêtre de 1000 jours – période allant de la conception à l'âge de deux ans de l'enfant – pour le développement cognitif et physique de l'enfant, déterminant la qualité de vie

Pour de meilleures pratiques d'hygiène :

- Lavage des mains avec du savon ou du cendre et l'eau courante
- Cinq moments clés pour le lavage des mains
- Boire de l'eau traitée ou de l'eau venant d'une source d'eau potable
- Utiliser des récipients propres et fermés pour le transport, stockage et utilisation de l'eau
- Lavage des aliments à l'eau propre avant de les consommer
- Stockage et préparation des aliments (réchauffer, couvrir, faire fuir les mouches)
- Utilisation des latrines améliorées
- Elimination appropriée des déchets et des excréments



Sophie Soavitiana

Commune de Namahora
District de Farafangana

84

L'adoption des latrines et de l'eau potable, couplée à de nouvelles pratiques d'hygiène et de maternité, a fait chuter l'incidence des maladies, grâce à la sensibilisation de Sophie avec l'appui de ProSAR.

Audio témoignage :



Multiplicatrice en hygiène et santé, Sophie avance avec patience et fermeté. « *Au début, il était difficile de sensibiliser les gens dans ce village* » dit-elle. La défécation à l'air libre paraissait normale. « *Traditionnellement, il était courant de faire ses besoins dans la nature.* » Pour couronner le tout, l'eau de la rizière servait à boire, cuisiner et se laver. Beaucoup d'enfants avaient souvent la diarrhée.

Avec l'appui de ProSAR, Sophie a misé sur la proximité. Causeries à l'ombre, démonstrations simples, visites régulières et gestes répétés structurent ses interventions. « *Je pèse les enfants et je constate ceux qui souffrent de malnutrition* » explique-t-elle. Sophie fait connaître le *sakafo maroloko* ou aliments diversifiés, elle encou-

rage les femmes enceintes à s'adresser à l'hôpital pour les consultations prénatales, à pratiquer l'allaitement dès la naissance. Beaucoup ont maintenant adopté ces pratiques, le village progresse. Le plus dur, selon Sophie, c'est de s'attaquer au tabou des latrines. « *Il était ancré en nous qu'il n'était pas correct de faire ses besoins à l'intérieur d'une maison* » confie-t-elle. Puis, avec le temps et la persévérance de Sophie, les premières fosses apparaissent, les usages s'installent, le changement devient visible. « *Notre village est propre maintenant* ». La santé s'améliore en conséquence, « *On compte désormais en moyenne quatre cas de diarrhée par mois, bien moins qu'auparavant, et parfois, c'est aussi naturel de tomber malade* ».

Sensibilisation communautaire

Les mêmes thèmes sont repris lors des activités de sensibilisations communautaires ou sensibilisations de masse, faites par les mères leaders des *care groups*. Afin de permettre aux populations de s'identifier aux situations présentées, les messages s'inspirent d'exemples de la vie quotidienne, comme aller au champ, cuisiner ou s'occuper des enfants, et de témoignage sur des histoires de succès. Ils sont disséminés sous forme d'outils visuels et audio (poster, boîte à image, spots, chanson) qui sont adaptés au niveau d'alphabétisation des cibles, et sont déclinés en scénarios réalistes tels que des films animés, des théâtres ou des feuilletons radiophoniques *Radio Soap*. Afin de renforcer leur crédibilité et en faciliter la compréhension, les messages sont traduits dans les langues parlées localement et sont aussi diffusés à travers des personnes influentes comme les structures communautaires, des animateurs.

Toujours dans une optique de sensibilisation à la diversification alimentaire, le projet a également initié un concours de chants folkloriques intégrant les messages clés de nutrition véhiculés par les *care groups* dans quatre communes d'intervention. Les lauréats ont ensuite été récompensés et les prix ont été distribués lors des réunions de sensibilisation.

Grâce à la communication de masse, notamment à travers les spots radio, près de **150 000** personnes – y compris les groupes cibles – ont pu être touchées.

Groupe d'écoute

Le groupe d'écoute constitue une activité innovante mise en place au sein des *care groups* et des groupes de femmes de voisinage. Les leçons sur la Nutrition et Hygiène sont enregistrées puis stockées sur des cartes mémoires, permettant ainsi aux multiplicatrices et aux mères leaders de les écouter et d'en débattre lors des réunions, des séances de sensibilisation ou même au cours des formations organisées dans les CEP. À cet effet, chaque *care group* est doté d'une radio et de clés USB contenant les enregistrements des spots.

Par ailleurs, la radio locale est très écoutée dans les zones rurales, des émissions radiophoniques consacrées à la Nutrition et Hygiène sont écoutées collectivement. Les femmes y participent activement en partageant leurs témoignages et expériences de bonnes pratiques, leur implication étant facilitée par le projet en collaboration

avec la « Direction Régionale de la Communication ». Cette initiative représente à la fois un facteur de motivation pour les volontaires, un outil de persuasion efficace auprès des ménages et un mécanisme de documentation des bonnes pratiques en matière de Nutrition et Hygiène.

Démonstrations culinaires

Les séances de démonstration culinaire, animées mensuellement par les multiplicatrices, se tiennent dans les sites nutritionnels, les *care groups* ou intégrées aux activités des CEP, puis sont répliquées par les mères leaders au sein des groupes de femmes. Elles portent sur les dix groupes d'aliments. Les multiplicatrices et les *care groups* sont équipées de matériels de cuisine et des intrants nécessaires. L'essentiel demeure toutefois l'utilisation de produits frais et locaux, issus des jardins potagers des femmes bénéficiaires ou des sites CEP : patate douce à chair orange, carotte, pet saï, sésame, manioc précoce, moringa, etc. Un livre de recettes, regroupant des recettes adaptées au contexte et à la région, est mis à disposition des *care groups* comme outil de référence. Ces démonstrations représentent un moment privilégié, à la fois pour renforcer la cohésion sociale – cuisiner et partager un repas – et pour mettre en pratique les enseignements des séances théoriques et de sensibilisation sur la diversification alimentaire.

Visites à domicile et supervision formative

Les visites à domicile constituent une activité majeure assurée par les mères leaders. Elles poursuivent plusieurs objectifs. Il s'agit, d'abord, d'assurer l'adoption des bonnes pratiques promues par le projet ; ensuite, d'accompagner et conseiller les ménages dans leur mise en pratique, notamment durant les premiers temps ; puis, de discuter des obstacles rencontrés dans l'adoption de nouveaux comportements et rechercher ensemble des solutions possibles ; après, de stimuler les échanges entre pairs, favorisant ainsi la motivation et une implication pérenne conduisant à un changement de comportement ; et enfin, de recueillir des informations sur la situation sanitaire et nutritionnelle des ménages bénéficiaires, afin de potentiellement les transmettre aux agents du projet et aux agents de santé.

Le suivi régulier, mené par le projet sous forme de supervision formative, est essentiel pour garantir que les facilitateurs, tout au long du modèle en cascade –

allant des animatrices aux mères leaders – accomplissent leur travail efficacement et que les messages ainsi que les pratiques sont correctement acquis par les bénéficiaires finaux. Il permet également de mesurer l'évolution des comportements au sein des communautés cibles et d'assurer que des mesures d'accompagnement régulières soient mises à la disposition des *care groups* et des femmes de voisinage. Cette supervision se concrétise par l'observation des activités et des acteurs, suivie de discussions et recommandations, mais aussi par l'examen des rapports, registres et fiches de suivi, dont les résultats sont ensuite discutés. À titre d'exemple, WHH utilise un carnet de suivi des femmes et des enfants pour évaluer l'amélioration des connaissances et l'application des messages clés.

Assainissement et hygiène

Pour améliorer les pratiques d'hygiène, ProSAR a fourni des kits de purification d'eau (*What-a-Bird*) et des dispositifs de lavage des mains (*SATO Tap*). Avant la distribution, des formations ciblées sur la bonne utilisation et l'entretien des équipements ont été organisées afin de garantir une utilisation durable.



Dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19, et afin de renforcer au mieux les interventions de ProSAR sur la nutrition et l'hygiène dans un contexte de crise, plusieurs actions ponctuelles ont été mises en œuvre en appui aux 23 « Centres de Santé de Base » (CSB) dont 4 à Vondrozo, 8 à Farafangana et 11 à Vangaindrano. L'objectif principal est de renforcer leurs capacités de réponse face à la crise sanitaire, tout en améliorant durablement les conditions d'hygiène et de prise en charge des patients. Parmi les principales interventions réalisées figurent :

- La dotation en matériels, fournitures et équipements médicaux, notamment des lits d'hospitalisation et des concentrateurs d'oxygène, pour améliorer la qualité des soins dispensés dans les CSB.
- La formation du personnel médical sur des thématiques essentielles telles que l'hygiène, la santé maternelle, et la Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë (PECMA), afin de garantir une prise en charge efficace et sécurisée des patients dans le contexte pandémique.
- La fourniture de kits d'hygiène et de matériel de protection individuelle, destinés à la fois au personnel de santé et aux usagers, afin de limiter les risques de transmission du virus.
- L'installation de dispositifs de lavage des mains à l'entrée des centres de santé, mesure essentielle de prévention et de sensibilisation à l'hygiène.
- La construction de latrines pour renforcer l'assainissement dans et autour des CSB, contribuant ainsi à un environnement plus sain pour les patients et le personnel soignant.

Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- Les pratiques traditionnelles qui ne sont pas forcément favorables à une bonne nutrition et hygiène, sont profondément ancrées et se traduisent par une réticence aux changements malgré les sensibilisations et l'éducation. On peut citer les différents tabous liés à l'alimentation des femmes enceintes (dans certaines zones, certains aliments riches en protéines sont interdits comme certains poissons et certaines viandes ou les œufs). Cette situation constitue un défi pour la diversification alimentaire (voir 3.2).
- Le taux d'analphabétisme, particulièrement chez les femmes (qui sont les principales cibles de l'éducation nutritionnelle), limite l'efficacité des supports écrits (affiches, brochures).

- Un pouvoir d'achat encore faible pour permettre une mise en pratique des modèles apprises lors des démonstrations culinaires ou autres modules sur l'hygiène.
- Le départ ou la démission de multiplicatrices ou de mères leaders peut entraîner une baisse du niveau de connaissances au sein des communautés.

BONNES PRATIQUES

- Pour maximiser le résultat, les activités d'IEC doivent être adaptées, visuelles (supports très imagés) et participatives pour adresser le faible niveau d'illettrisme et d'alphabétisation des bénéficiaires.
- Impliquer les *Ampanjaka*, parce que rien ne se fait sans leur aval. Avoir leur validation des messages en premier permet de lever plus facilement les barrières culturelles et les tabous.

Dans les contextes sociaux à Madagascar, l'**Ampanjaka** désigne souvent un chef traditionnel ou un leader de clan qui gouverne un village, un district ou une communauté spécifique.

- Accompagner les sensibilisations (*Mangez équilibré !*) de démonstrations pratiques de cuisine de recettes locales (démonstrations culinaires) utilisant des produits disponibles localement et facilement accessibles.
- La radio reste le média le plus puissant dans les zones isolées de l'Atsimo Atsinanana. Diffuser des spots, des feuillets radiophoniques ou des témoignages en dialecte local (Antemoro, Antefasy, etc.).

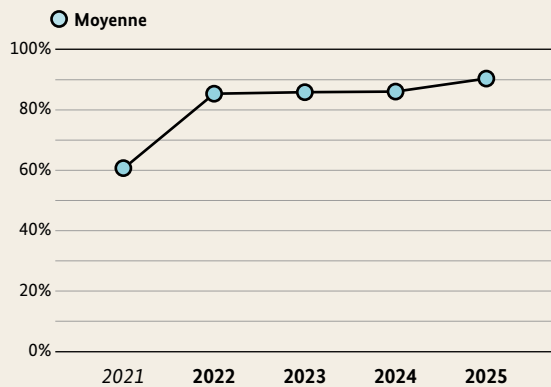




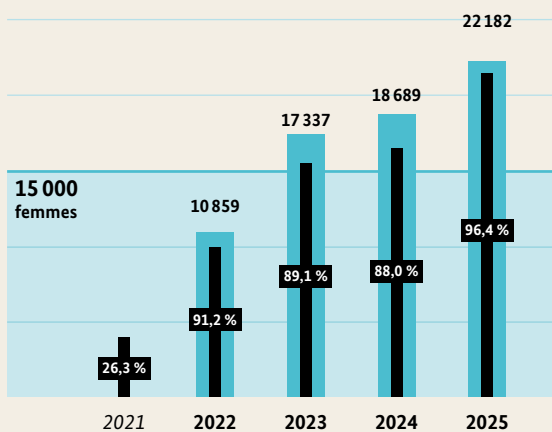
3.4 Les impacts

Les dernières évaluations de l'*Output Assessment* (voir [chapitre 7.1](#)), font état d'une progression significative des connaissances en nutrition et hygiène chez les femmes, engendrée par les activités d'IEC.

Connaissance en Nutrition et Hygiène



■ Femmes formées
■ Groupe cible prévu
■ Proportion avec un bon niveau de connaissances



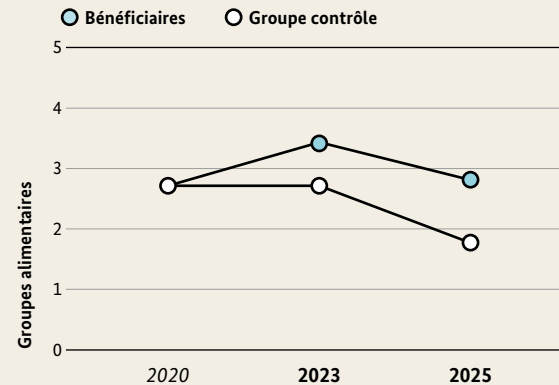
2021 marque la valeur de base avant le début des formations et indique la moyenne et la proportion des 15 000 femmes avec un bon niveau de connaissance.

Ces résultats attestent de l'efficacité du dispositif de sensibilisation et de formation, et plaident pour la poursuite d'interventions structurées, combinant messages répétés, outils pédagogiques adaptés et accompagnement de proximité, afin d'ancrer durablement les changements de comportement au sein des ménages et d'en élargir progressivement la couverture géographique.

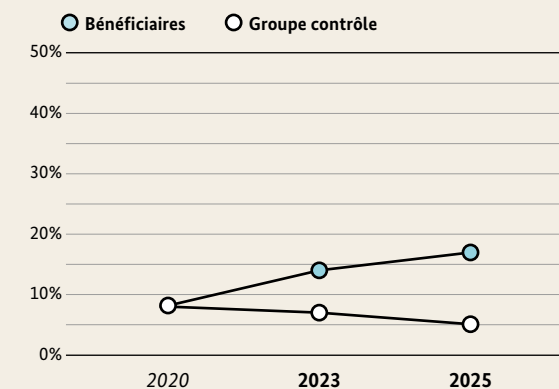
Diversité alimentaire des femmes et des enfants

Malgré quelques fluctuations des résultats entre les périodes étudiées par le *Follow-Up Survey* (FUS, voir [chapitre 7.1](#)), les activités de changement de comportements sur les pratiques alimentaires, visant notamment la diversification, ont conduit à une nette amélioration comparée à la situation de départ que ce soit pour les femmes ou pour les enfants. Les dernières évaluations de mars 2025 ont démontré que la part de femme ayant une diversité alimentaire minimum ou MDD-W est passé de 5,6 % à 12,5 % pour les bénéficiaires de ProSAR.

IDDS



MAD



En complément des pratiques liées à la diversité et à l'adéquation alimentaire, l'allaitement exclusif mérite également une attention particulière. L'allaitement exclusif – sans autres liquides ni aliments pendant les six premiers mois de l'enfant – a progressé parmi les bénéficiaires, atteignant 59,3 % en 2025. En revanche, une légère baisse est observée dans le groupe contrôle, où cette pratique reste moins répandue, avec un taux de 42,3 %.

Même si certaines données et évolutions apparaissent plus modestes, voire en légère diminution, elles doivent être analysées à la lumière des résultats observés dans le groupe contrôle, où la situation demeure significativement moins favorable. Cet écart suggère un impact

positif des interventions de ProSAR. Par ailleurs, les détériorations observées dans certains domaines peuvent s'expliquer par des facteurs externes, tels que les effets du changement climatique, qui compliquent la situation pour l'ensemble des communautés.



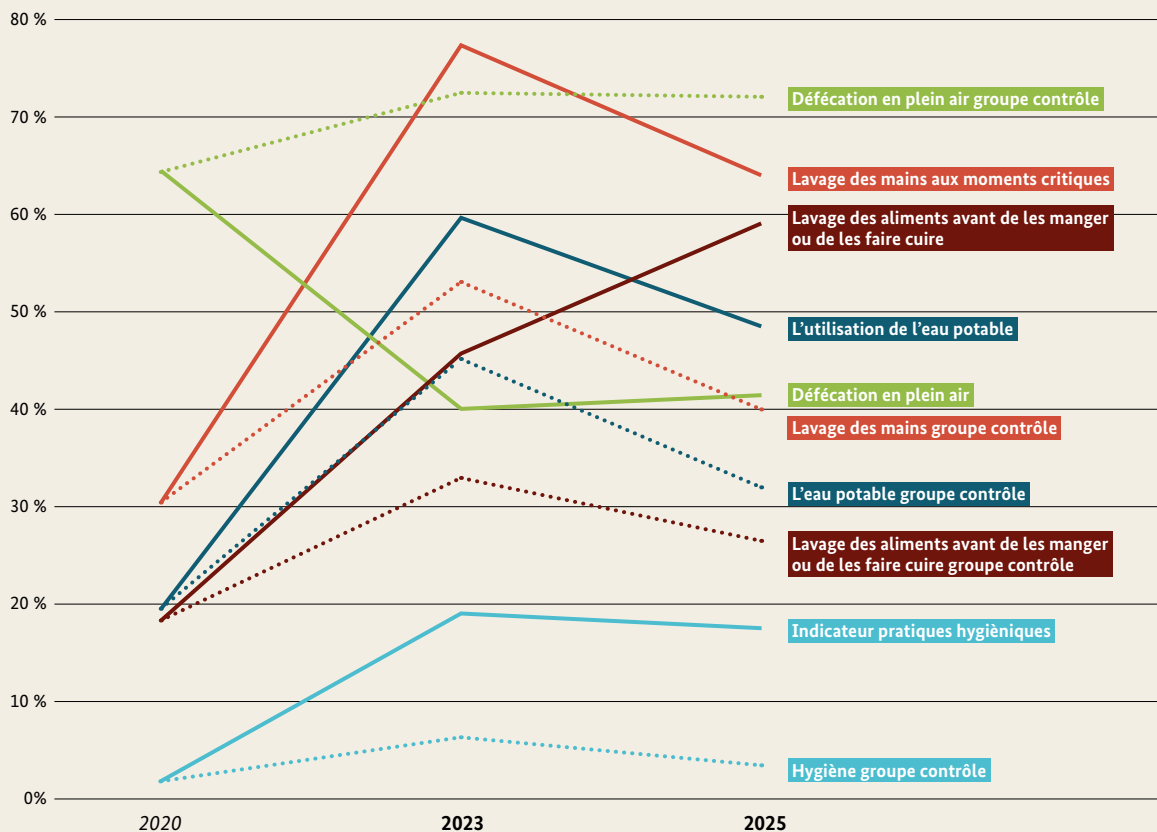
Assainissement, hygiène et santé

En matière d'hygiène et de santé dans les communautés d'intervention, les activités de sensibilisation notamment à travers les campagnes communautaires, scolaires ou via les agents de santé, ont permis de modifier plusieurs comportements clés dans les ménages. Ces changements ont eu un impact direct et mesurable sur la santé, notamment une baisse significative des maladies diarrhéiques, de la dysenterie et de la typhoïde, une réduction des cas d'intoxications alimentaires, des infections respiratoires et d'autres pathologies liées à l'eau et à l'environnement. La promotion de l'utilisation des latrines ont conduit à une diminution de la transmission de maladies fécales-orales comme la poliomyélite ou les vers intestinaux.

Les dernières études de mars 2025 ont enregistré des améliorations des pratiques d'hygiène comparés à la valeur de base. L'indicateur d'hygiène, définie comme la proportion de mères qui appliquent des pratiques d'hygiène promues. Les améliorations suivantes peuvent être citées :


- Une amélioration de l'utilisation de l'eau potable (encouragement du traitement de l'eau comme l'utilisation de filtres, Sur l'eau, ébullition ou décantation de l'eau à domicile).
- Une adoption plus fréquente du lavage des mains avec du savon ou des moyens alternatifs comme les cendres, aux moments critiques.
- Le taux de défécation à l'air libre qui conduit à moins de contamination de l'eau et du sol s'est amélioré.
- Le stockage de l'eau dans des contenants propres, fermés, avec des dispositifs pour éviter la contamination, et adoption de bonnes pratiques d'hygiène alimentaire.
- Adoption de bonnes pratiques d'hygiène alimentaire (Couvrir les aliments, laver les fruits et légumes, utiliser des ustensiles propres, nettoyer les surfaces de cuisson).
- Mise en place de dispositifs de lavage des mains près des latrines et dans la cours.

Pratiques en Hygiène





Pour d'informations complémentaires :



4



Gouvernance
de la nutrition

Le renforcement de la gouvernance en nutrition constitue un facteur déterminant pour garantir la durabilité des acquis et assurer la cohérence des interventions. Elle constitue le quatrième pilier de la sécurité alimentaire, assurant la stabilité et soulignant l'importance de son ancrage dès le départ. Afin de pouvoir mener des actions efficaces, la lutte contre la malnutrition doit reposer sur un cadre institutionnel solide, apte à coordonner l'action des différents acteurs et à maintenir la nutrition au rang des priorités nationales.

En principe, ProSAR regroupe ses interventions en gouvernance de la nutrition autour de six catégories : la coordination, le renforcement des capacités aux niveaux national et décentralisé, l'harmonisation et l'ancrage des stratégies, la documentation et la reproduction des bonnes pratiques, ainsi que le système d'information et le suivi. ProSAR s'y aligne en apportant un appui décisif au développement des structures nationales et de la structure régionale d'Atsimo Atsinanana, chargées de mettre en œuvre la « Politique Nationale de Nutrition » (PNN)¹² et son « Plan National d'Actions Multisectorielles en Nutrition » (PNAMN)¹³. L'accompagnement a concerné le rôle des instances centrales de pilotage, l'opérationnalisation de dispositifs régionaux favorisant la concertation intersectorielle et la revitalisation des plateformes du Mouvement « Scaling Up Nutrition » (SUN) pour le renforcement de la nutrition, surtout celles qui engagent les gouvernements, les donateurs et le système des Nations Unies. En outre, cet ancrage institutionnel s'est également enrichi d'un volet académique. L'intégration de la nutrition dans les formations universitaires prépare désormais les futurs professionnels de santé, d'agriculture et de développement à assumer des responsabilités en phase avec les orientations stratégiques du pays. Ce lien entre gouvernance institutionnelle et renforcement des capacités académiques illustre une approche systémique visant à inscrire durablement la nutrition dans l'ensemble des sphères décisionnelles.

Éléments clés

- **Bibliothèque virtuelle de l'ONN**
mise en ligne
- **5 guides pratiques élaborés**
- **2 curricula intégrés dans des dispositifs de formation**

4.1 Appui à la coordination

La coordination demeure le socle de la gouvernance nutritionnelle. Dans le cadre de ProSAR, l'appui a porté sur le renforcement des instances de pilotage afin d'assurer la cohérence des interventions, l'alignement des partenaires et la convergence vers les priorités nationales. Par ailleurs, ProSAR soutient l'ONN dans l'élaboration et la mise en œuvre de son plan de travail, en menant des actions de renforcement de capacités, en consolidant les mécanismes de concertation aux niveaux national et local, ainsi que les outils de suivi-évaluation, pour une action collective mieux structurée, mesurable et durable.

Office National de Nutrition

MANDATS ET FONCTIONS OPÉRATIONNELLES

Le dispositif national de gouvernance nutritionnelle s'appuie sur l'ONN pour la coordination multisectorielle, le suivi-évaluation et l'alignement des acteurs sur le PNAMN, sous l'orientation politique et stratégique du « Conseil National de Nutrition » (CNN) et en articulation avec le « Bureau Permanent du Conseil National de Nutrition » (BPCNN) pour le relais décisionnel-opérationnel.

Le mandat de l'ONN se traduit par une série de fonctions allant de la coordination technique et financière à l'harmonisation des approches et protocoles, en passant par le suivi des projets, et la diffusion de directives. L'ONN est également chargé d'organiser le positionnement des bailleurs de fonds en fonction des priorités nationales et de préparer des plans de retrait permettant de sécuriser la continuité des interventions. Cette responsabilité s'accompagne d'une mission de veille visant à prévenir les chevauchements d'initiatives et à renforcer les synergies entre partenaires publics et privés.

Les « Offices Régionaux de Nutrition » (ORN), démembrés de l'ONN, assurent la déclinaison opérationnelle de ces orientations. En collaboration avec les Services Techniques Déconcentrés (STD), les collectivités territoriales et les projets de développement, ils coordonnent la mise en œuvre des actions de terrain et veillent à l'alignement des initiatives locales sur les priorités nationales. ProSAR a permis de renforcer cette dynamique en accompagnant l'ORN de la région Atsimo Atsinanana – dans son rôle de chef de file régional – où la coordination intersectorielle a été significativement consolidée.





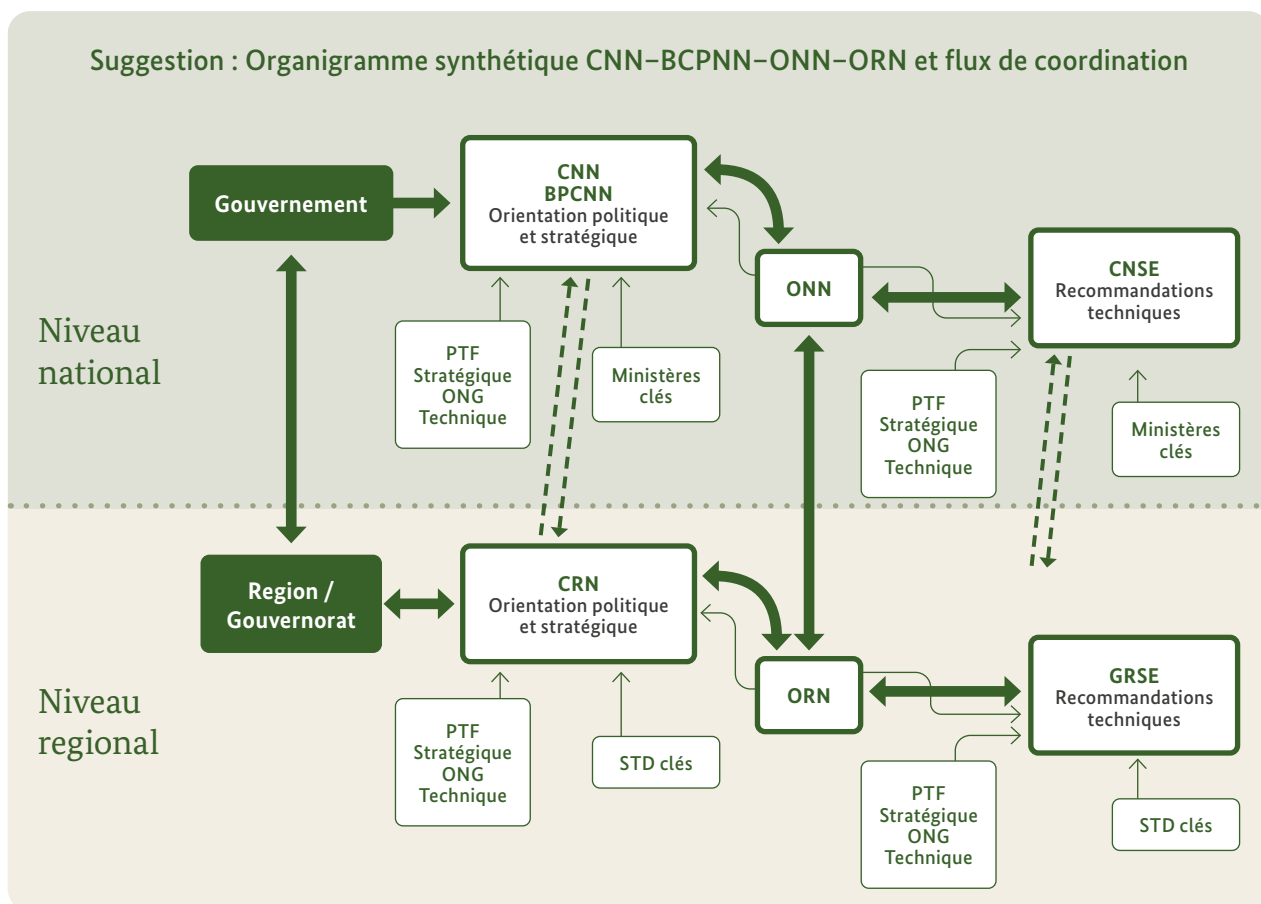
LES APPUIS DE PROSAR À L'ONN

Les interventions de ProSAR en appui à l'ONN consistent, en général, en un renforcement de ses capacités institutionnelles. Ces activités se traduisent d'abord par une assistance à la **coordination multisectorielle et des partenariats**, à travers des réunions regroupant les différentes plateformes de coordination, les ministères sensibles à la nutrition, les branches stratégiques et opérationnelles de l'ONN. Le projet a également soutenu la **mise à jour de la cartographie** des intervenants et des interventions afin de permettre, non seulement à l'ONN mais à tous les acteurs clés du secteur, de visualiser l'ensemble des actions en nutrition menées sur le territoire national, assurer une synergie entre les acteurs, optimiser les décisions et planifications, et faciliter le suivi. La cartographie ainsi que d'autres documents ressources sur la nutrition et l'alimentation sont centralisées dans une **bibliothèque numérique**, élaborée avec l'assistance de ProSAR et géré par l'ONN. La bibliothèque permet un accès facile et accru aux ressources telles que des documents politiques et stratégiques, des résultats d'enquêtes, d'analyses et de recherches, des supports de formation et de sensibilisation, et des matériels éducatifs. La navigation est facilitée par des options de filtrage avancé.

ProSAR a également appuyé la **dissémination des documents cadres** comme la PNN et le PNAMN au niveau central et régional surtout dans la région Atsimo Atsinanana, le **renforcement des capacités** financières et organisationnelles de l'ONN à travers des formations, et enfin, **l'appui au système d'information et de suivi** ainsi que le partage des connaissances, en mobilisant des missions d'assistance technique rattachées au bureau de l'ONN.

Les ministères clés sont le MINAE, le « Ministère de la Santé Publique » (MinSANP), le « Ministère de l'Éducation Nationale » (MEN), le « Ministère de la Population et des Solidarités » (MPS) et le « Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène » (MEAH). Des guides pratiques par système ont été élaborés pour appuyer l'intégration de la nutrition dans leurs politiques et actions sectorielles.

L'ensemble de ces dispositifs consolide l'ancrage institutionnel de la nutrition en garantissant que les engagements pris au niveau national se traduisent en actions concrètes au niveau régional et local, tout en préservant une cohérence d'ensemble.







Appui à la coordination régionale

STRUCTURATION DU COPIIL

Au niveau régional, ProSAR a accompagné la mise en place d'un « Comité de Pilotage Régional de Nutrition » (CoPil), conçu comme un sous-comité stratégique du « Conseil Régional de Nutrition » (CRN), dans la région Atsimo Atsinanana. Le CoPil réunit les directions régionales des ministères clés sensibles à la nutrition ainsi que les points focaux officiellement désignés. Sa création, adossée à une désignation officielle des membres, émanant de leur Directeur régional respectif, a permis de donner un caractère permanent aux points focaux en nutrition, de chaque secteur et d'assurer une continuité dans l'action. Le mandat confié à cette instance vise à renforcer la coordination multisectorielle, à capitaliser et partager les acquis et les expériences des intervenants, et à garantir le suivi de la mise en œuvre du PNAMN.

Cette configuration facilite l'alignement des contributions sectorielles sur le PNAMN. En articulant préparation technique, arbitrages intersectoriels et redevabilité vis-à-vis du CRN, le CoPil ancre la nutrition au croisement des politiques publiques et garantit une coordination opérationnelle régulière à l'échelle d'Atsimo Atsinanana.

MÉCANISMES OPÉRATIONNELS DU COPIIL

Le fonctionnement du CoPil s'articule avec le « Groupe Régional de Suivi-Évaluation » (GRSE) et le CRN, dans le cadre de réunions trimestrielles servant à la concertation, à la prise de décision et à la validation d'études ou d'autres analyses menées au niveau local. Les discussions lors de ces rencontres s'appuient sur ces données et analyses, menées et consolidées par le GRSE. Le CoPil sert aussi de plateforme de capitalisation des expériences et de définition de stratégies opérationnelles. Les recommandations formulées sont ensuite transmises au CRN, afin de garantir la cohérence entre les orientations politiques et stratégiques et leur mise en œuvre régionale.



ProSAR a ensuite structuré son appui autour :

- De l'appui à l'opérationnalisation du Plan Opérationnel Intégré (POI) de la région Atsimo Atsinanana, adossé au PNAMN ;
- De la mise à jour de la matrice 5W pour la coordination des interventions ;

La matrice 5W est un outil de questionnement simple et méthodique utilisé pour analyser une situation, définir un problème ou structurer de l'information.

Elle tire son nom des cinq interrogatifs anglais fondamentaux :

What (Quoi?) : pour identifier le problème ou l'objet;

Who (Qui?) : pour définir les acteurs concernés.

Where (Où ?) : pour déterminer le lieu.

When (Quand?) : pour définir le temps et/ou la fréquence.

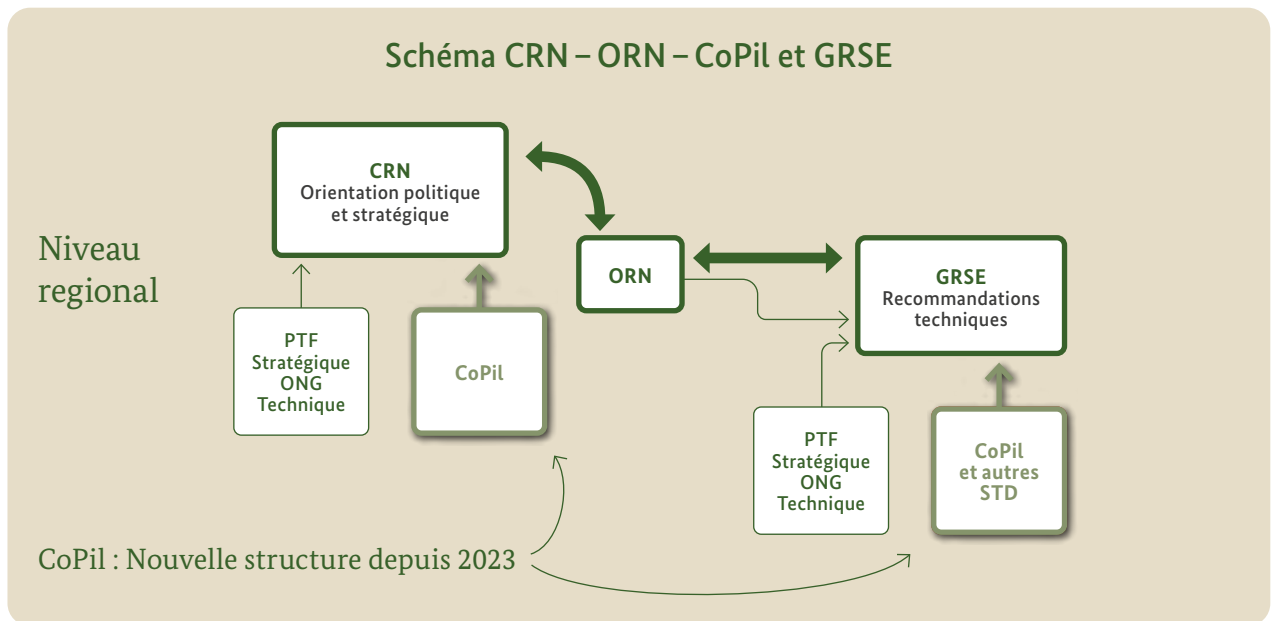
Why (Pourquoi ?) : pour expliquer la cause et/ou l'objectif.

- Du suivi du système de collecte de données via l'application *CommCare* ;
- De l'élaboration d'un cahier de charges des intervenants en nutrition qui a permis de clarifier les engagements de chaque acteur et de veiller à l'alignement des interventions avec les priorités stratégiques définies par le bureau national.

Le CoPil a produit des résultats tangibles. En plus de l'élaboration d'un cahier de charges régional des intervenants, on peut citer la validation d'analyses contextuelles de la malnutrition et la formulation de recommandations stratégiques soumises au Gouvernorat. La capacité à réagir rapidement aux situations d'urgence, par la mobilisation des services déconcentrés, a également contribué à affirmer la pertinence de ce mécanisme en tant qu'espace de coordination multisectorielle et de décision concertée.

PERSPECTIVES ET PASSAGE À L'ÉCHELLE

Les perspectives ouvertes par cette expérience suggèrent un élargissement du dispositif. Le Gouvernorat est appelé à assurer le leadership de l'opérationnalisation du CoPil, avec l'ORN en co-lead, ce qui renforcerait l'ancrage institutionnel à l'échelle régionale. Un diagnostic systématique des plateformes existantes, telles que le CRN et le GRSE, devrait permettre de consolider leur fonctionnement et de mieux articuler leurs contributions. Enfin, la disponibilité de ressources dédiées aux descentes conjointes de terrain apparaît comme une condition essentielle pour consolider les acquis et envisager une mise à l'échelle durable.



Appui au Mouvement « *Scaling Up Nutrition* »

LA PLATEFORME GOUVERNEMENTALE

L'intégration de ProSAR dans les dispositifs de coordination nationaux s'est traduite dès 2022 par un appui décisif à la redynamisation de la « Plateforme Gouvernementale du Mouvement SUN » (PFG). La table ronde des Secrétaires Généraux (SG) des ministères, tenue le 26 août 2022 sous le leadership de l'ONN, a marqué un tournant en réaffirmant l'engagement des secteurs concernés et en positionnant la nutrition comme une priorité intersectorielle. Cette rencontre a permis de réactiver une plateforme restée en sommeil et de la replacer, depuis le début de l'année 2025, sous le leadership du MINAE, avec comme co-lead le MEN et l'accompagnement technique de l'ONN. Cette initiative a permis de relancer la coordination interministérielle et le plaidoyer budgétaire pour la nutrition. Depuis, ProSAR soutient l'animation régulière de cette plateforme, qui est composée d'un groupe stratégique des SG et d'un groupe de travail technique des points focaux en nutrition des ministères clés.

Le fonctionnement de la PFG repose sur une organisation en deux niveaux complémentaires. Le groupe technique, composé des points focaux désignés par chaque ministère clé, se concentre sur l'animation des travaux sectoriels et l'alignement des activités. Le groupe stratégique, réunissant les secrétaires généraux, assure quant

Le Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) est une initiative mondiale qui unit les gouvernements, la société civile, les Nations Unies, les donateurs, le secteur privé et les parlementaires dans un effort collectif pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. Madagascar est membre du Mouvement SUN depuis 2012.

à lui la validation politique et favorise l'intégration des priorités nutritionnelles dans les plans et budgets sectoriels. Cette structuration permet non seulement d'assurer la continuité des échanges techniques mais également de renforcer le plaidoyer auprès des décideurs, en s'appuyant sur des arguments consolidés par l'analyse des données et les retours d'expérience. Grâce à cet agencement, les appuis techniques et financiers ont pu être mobilisés de manière plus cohérente et mieux orientée vers les priorités fixées par l'État.

Les résultats obtenus témoignent d'une avancée significative dans la gouvernance nutritionnelle. La PFG, autrefois inopérante, est désormais fonctionnelle et reconnue comme un espace de dialogue incontournable entre les ministères, l'ONN et les partenaires. Son opérationnalisation durable se traduit par l'instauration de points focaux dédiés aux questions financières, favorisant une **meilleure anticipation des besoins budgétaires et une visibilité accrue sur l'allocation des ressources**. La formalisation des engagements à travers une charte de collaboration a aidé à clarifier les rôles, éviter les chevauchements et optimiser l'usage des ressources

publiques et partenaires. Avec la charte, la plateforme a pu poser les bases d'une redevabilité partagée. En s'appuyant sur cette dynamique, Madagascar dispose désormais d'un mécanisme apte à mobiliser les acteurs nationaux et internationaux autour d'un agenda commun, garantissant que la nutrition demeure inscrite dans les priorités de développement du pays.



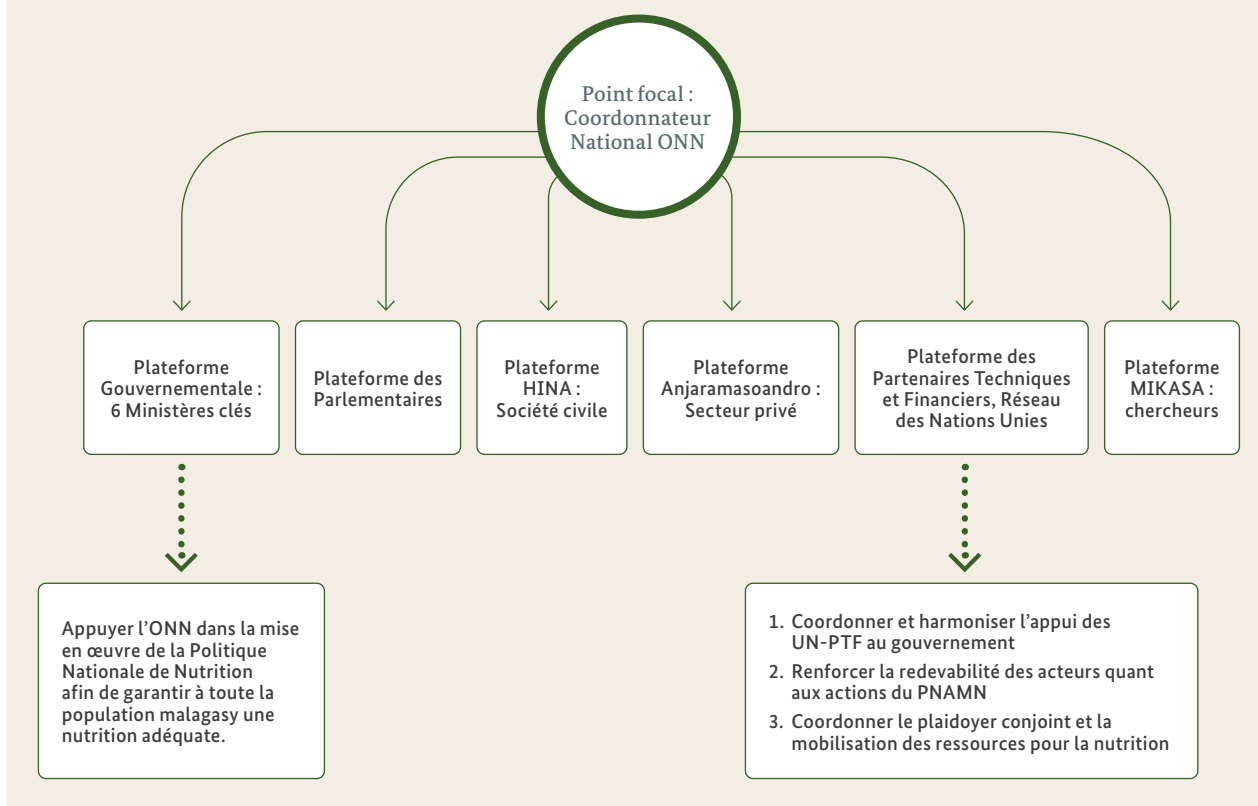
LA PLATEFORME DES AGENCES DES NATIONS UNIES ET DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Dans le prolongement de cette dynamique, ProSAR a assuré à partir de 2023 le co-pilotage de la plateforme « SUN Nations Unies et Partenaires Techniques et Financiers » (SUN UN PTF), au côté du « Programme Alimentaire Mondial » (PAM), regroupant les principales agences onusiennes et les bailleurs bilatéraux et multilatéraux. Cet engagement constitue ainsi un moteur de la dynamique au sein de la plateforme. De façon concrète, à part la **mobilitation** des membres et l'**organisation logistique** des réunions mensuelles de la plateforme, l'appui du projet consiste à assurer la **coordination stratégique et opérationnelle** entre les membres. Ce leadership vise à créer une vision commune, à harmoniser et aligner les interventions des membres sur les priorités nationales de nutrition et à garantir une utilisation cohérente et efficace des ressources. Au regard de cet appui, un cadre commun des résultats a été développé. Le leadership du projet implique également de faciliter le dialogue politique avec le gouvernement et les autres plateformes du mouvement SUN (société civile, secteur privé, chercheurs et parlementaire) pour soutenir la mise en œuvre du Plan national de nutrition et des stratégies multisectorielles connexes.

En outre, le projet exerce aussi le rôle de co-lead du sous-groupe de fortification alimentaire pour la plateforme SUN UN PTF, regroupant les organisations œuvrant dans le domaine de la lutte contre les carences en micronutriments. Ce rôle implique de rassembler les principaux membres et acteurs afin de définir une vision commune et de garantir la cohérence des actions entreprises. Le groupe veille d'abord à ce que l'« Alliance Nationale pour la Fortification Alimentaire » (ANFA) ait les capacités et ressources requises pour assurer pleinement son rôle de coordonnateur du secteur. Il s'engage à ce que l'ANFA puisse mener à bien son plan opérationnel, comprenant, entre autres, la promotion d'un cadre réglementaire efficace, la mobilisation de ressources, le renforcement des capacités des parties prenantes, la facilitation du dialogue entre les secteurs public et privé, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de suivi et évaluation efficace. Le groupe joue également un rôle clé dans la coordination des actions, de ses membres et avec d'autres parties prenantes, pour que les politiques, les normes et les interventions de fortification soient alignées sur les priorités nationales en matière de nutrition et de santé publique, tout en s'assurant de leur durabilité et de leur impact. Il s'agit aussi de mener des actions de plaidoyer pour stimuler l'engagement politique, technique et financier autour de la fortification alimentaire.



Suggestion : Cartographie des plateformes SUN à Madagascar



Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- Malgré une forte volonté d'action, l'ONN et ses structures décentralisées disposent de ressources limitées et restent fortement dépendantes de financements extérieurs, compromettant la stabilité et la pérennité des programmes.
- La planification des activités demeure complexe en raison de la concurrence entre les priorités de l'ONN.
- Les affectations fréquentes de fonctionnaires ont fragilisé la continuité de la représentation sectorielle au sein du CoPil, tandis que les contraintes administratives ont parfois ralenti la mise en œuvre des décisions.

BONNES PRATIQUES

- L'identification de point focal pour la nutrition par ministère sectoriel facilite la coordination stratégique et opérationnelle et les dialogues politiques.
- Pour pallier les limites liées aux affectations, l'ORN a assuré une fonction de relais, tandis que les désignations officielles des points focaux par notes internes ont contribué à maintenir une stabilité minimale dans le dispositif.





4.2 Plaidoyer pour la nutrition

Une démarche transversale

ProSAR a déployé un plaidoyer multisectoriel en faveur de la nutrition comme axe transversal des politiques publiques. Les plateformes de coordination ont constitué des espaces clés pour inscrire durablement les enjeux nutritionnels dans les agendas politiques et sectoriels. La redynamisation de la PFG et l'opérationnalisation du CoPil d'Atsimo Atsinanana ont permis de créer des espaces où les arguments en faveur d'un investissement accru dans la nutrition pouvaient être débattus et relayés auprès des décideurs. En parallèle, l'ONN, avec l'appui de ProSAR, a élaboré un plan de plaidoyer et de mobilisation de ressources, garantissant que les priorités du PNAMN disposent d'un cadre clair pour attirer et orienter les contributions financières et techniques.

Une approche factuelle

L'efficacité du plaidoyer s'est fondée sur la disponibilité de données fiables et sur leur traduction en éléments d'aide à la décision. L'ONN, via ses antennes régionales et les plateformes multisectorielles, a centralisé les informations issues du suivi des programmes et des enquêtes contextuelles, puis les a soumises aux instances techniques pour validation. Ce flux structuré a alimenté le BPCNN et la Primature, garantissant une chaîne ascendante de validation et un arbitrage politique éclairé. Dans ce dispositif, avec l'appui de ProSAR, le développement de la bibliothèque virtuelle joue un rôle déterminant. Représentant un véritable hub documentaire, elle rassemble et met à jour les référentiels, notes de synthèse, cartographie, tableaux de bord et jeux de données validés, assurant l'accès simultané et la maîtrise des versions pour l'ensemble des acteurs. En consolidant la traçabilité des sources et l'alignement des messages, elle renforce la crédibilité des recommandations et facilite leur intégration dans les orientations stratégiques nationales.





Les dispositifs d'ancrage

L'ancrage des acquis a été envisagée dès la conception des dispositifs de gouvernance. Le transfert de la présidence de la PFG au MINAE traduit la volonté de confier la responsabilité aux structures nationales. La mise en place de points focaux dédiés aux aspects financiers par ministère, ainsi que l'intégration stratégique du MEF au sein de cette plateforme assure une meilleure anticipation des besoins budgétaires et renforce la redevabilité. Au niveau régional, l'association du Gouvernorat à la conduite du CoPil, aux côtés de l'ORN, consolide l'ancrage institutionnel dans l'administration territoriale. Parallèlement, l'adoption de la charte de collaboration en nutrition par les partenaires techniques et financiers, les ONG et les institutions publiques établit un cadre commun qui favorise la coordination et la transparence.

Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- La nutrition est un domaine complexe. Maintenir la nutrition dans l'agenda politique et financier et aboutir à des engagements tangibles restent un défi majeur ;
- Les décideurs politiques ne sont pas forcément briefés sur les priorités du secteur, et la plateforme parlementaire du mouvement SUN qui pourrait constituer un point d'entrée est dormant ;
- La multisectorialité de la nutrition peut rendre difficile de cibler le plaidoyer.

BONNES PRATIQUES

- La convergence des acteurs autour de plateformes comme le SUN UN PTF est un atout pour porter d'une même voix les messages clés du secteur auprès des décideurs ;
- Le développement de relations de confiance avec des décideurs et des acteurs influents permet de renforcer leur compréhension des enjeux nutritionnels, de souligner l'ampleur du phénomène à Madagascar et de favoriser une prise en compte durable du sujet dans les orientations politiques.



4.3 Développement d'un curriculum de formation

Contexte

Dans le contexte de Madagascar où la malnutrition est un problème de santé publique majeur, avec 40% des enfants de moins de 5 ans en situation de malnutrition chronique, les professionnels de santé jouent un rôle essentiel non seulement dans la prise en charge des cas de malnutrition, mais aussi dans la prévention, la sensibilisation communautaire et la mise en œuvre de politiques nutritionnelles efficaces. Il devient donc nécessaire de développer un curriculum spécifique, intégré à la formation médicale, afin de doter les futurs médecins de compétences adaptées aux réalités nutritionnelles du pays. Bien que la « Faculté de médecine d'Antananarivo » dispense déjà des cours sur la prise en charge de la malnutrition, il a été constaté que la SAN n'étaient pas suffisamment couverts dans les programmes de formation existants, alors qu'il constitue une menace pour la santé infantile et un facteur sous-jacent de la mortalité.

Par ailleurs, dans un dynamique de diversification des régimes alimentaires pour lutter efficacement contre la malnutrition et les carences en micronutriments, et la considération de ASN comme levier pour la SAN, le MINAE a entrepris une démarche stratégique afin d'équiper son personnel à mieux intégrer la dimension nutritionnelle dans ses politiques, programmes et actions agricoles.

En effet, les écarts entre savoirs académiques et besoins opérationnels ont limité la capacité des praticiens, qu'ils soient étudiants en médecine, paramédicaux ou techniciens agricoles, à intervenir efficacement dans les projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Constatant cette insuffisance, ProSAR s'est aligné avec ses partenaires, des Facultés de médecine de Madagascar, le MINAE, le « Ministère de l'Economie Bleue », et la FAO, afin de développer conjointement un curriculum de formation en SAN et en ASN. Cet appui s'inscrit dans une logique de complémentarité avec les initiatives internationales, notamment celles de la FAO à travers le développement de contenus et outils pédagogiques alignés sur les principes de l'ASN qu'elle promeut.

Conception du curriculum

L'élaboration du curriculum a été conduit sur un processus participatif et dans le souci de promouvoir une approche interdisciplinaire santé, nutrition, agriculture. Deux ateliers ont permis de concevoir un programme adaptable – structuré en modules ajustables aux filières (médecine, paramédical, techniciens agricoles), aux volumes horaires et aux ressources propres à chaque établissement, et déclinable selon les priorités régionales – accompagné d'un guide de formation complémentaire et d'un plan de suivi post-formatif pour en assurer l'appropriation et l'actualisation continues.

Les contenus couvraient un large spectre, allant de la surveillance nutritionnelle et de la prise en charge des cas de malnutrition à l'intégration de l'agriculture sensible à la nutrition, en passant par les concepts de sécurité alimentaire, l'hygiène et la santé, l'éducation nutritionnelle et le changement de comportement, ainsi que les méthodes de suivi à travers des indicateurs standardisés.

Le curriculum de formation SAN a été développé en association avec la Faculté de Médecine d'Antananarivo. La collaboration a été officialisée par la signature d'un protocole entre la Faculté et ProSAR, définissant les engagements réciproques en matière d'élaboration et de mise en œuvre du curriculum. Cette initiative a ensuite été élargie aux autres Facultés de médecine de Fianarantsoa, Toliara, Toamasina et Antsiranana, qui ont intégré le module dans leurs parcours de formation en santé publique. La Faculté de médecine de Mahajanga, du fait de son autonomie académique, a suivi une trajectoire différente, tout en restant un partenaire potentiel pour de futures extensions.

Le curriculum de formation ASN, élaborés avec l'appui du MINAE et de la FAO, est adapté aux centres et établissements de formation agricole – « Écoles de Formation de Technicien Agricole » (EFTA), « Centres d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole » (CAPFA) et « l'Institut Supérieur de Technologie Régionale de la Côte-Est » (ISTRCE). Il prend en compte les réalités sur le terrain et les besoins spécifiques des intervenants afin de fournir à ces derniers les compétences pratiques et les connaissances nécessaires pour prévenir et gérer les problèmes liés à l'ASN de manière efficace et efficiente.

La dissémination

La phase de dissémination s'est traduite par une série de formations des formateurs destinée aux enseignants de médecine, aux paramédicaux, et aux encadreurs des instituts de formation des paramédicaux au sein des six régions de Madagascar, pour le système de santé. Le système agricole y a bénéficié à travers des formations de formateurs à l'endroit des encadreurs dans les centres et établissement de formation agricole de Madagascar, mentionnés plus haut.

Ces sessions ont permis d'assurer une appropriation commune du contenu et de préparer les équipes pédagogiques à dispenser un enseignement actualisé. Les supervisions post-formatives organisées dans les centres de stage ont constitué un volet essentiel du dispositif, permettant d'accompagner les premiers pas de l'intégration et de corriger rapidement les éventuelles difficultés pédagogiques.

L'intégration du module a permis d'enrichir les curricula universitaires et de mettre à disposition du matériel pédagogique adapté. Les encadreurs et étudiants formés acquièrent désormais des compétences renforcées en

planification, en suivi nutritionnel et en communication, avec une vision holistique de la nutrition articulant santé, agriculture et développement. Pour les étudiants, les stages ruraux prévus dans le cadre du cursus offrent par ailleurs l'opportunité de mettre en pratique ces acquis, en sensibilisant les communautés et en participant directement à des activités de prévention et de prise en charge.

Perspectives d'extension

La pérennité du dispositif repose sur plusieurs leviers. Les supervisions programmées par les équipes universitaires assurent un suivi régulier de la qualité de l'enseignement. La liberté laissée aux établissements pour adapter le contenu à leurs besoins garantit une appropriation durable et une capacité de mise à jour continue. L'engagement des universités partenaires à dispenser le module et à en assurer le suivi technique confère à cette initiative une assise institutionnelle solide.

La dynamique engagée ouvre des perspectives d'extension à d'autres établissements. Des échanges sont en cours avec « l'École Supérieure des Sciences Agronomiques » de l'Université d'Antananarivo afin





d'intégrer un volet nutrition dans la formation des futurs ingénieurs agronomes. Parallèlement, une collaboration avec le MEN est envisagée pour développer des contenus adaptés aux cycles primaire et secondaire, assortis d'un dispositif de formation des enseignants et des professeurs de sciences de la vie et de la terre. L'intégration de la nutrition comme thématique transversale vise à renforcer durablement les connaissances et les pratiques dès le plus jeune âge, dans un contexte marqué à Madagascar par des niveaux particulièrement élevés de malnutrition chronique. Enfin, l'« Institut National de Santé Publique et Communautaire » est identifié comme partenaire clé pour intégrer des modules spécialisés dans les parcours des médecins et des paramédicaux, consolidant ainsi l'ancrage intersectoriel de la nutrition.

Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- La disponibilité limitée des personnels impliqués a parfois freiné le processus d'élaboration du curriculum ;

- Les changements fréquents de responsables au sein des ministères ont également affecté la continuité institutionnelle ;
- Les attentes exprimées par les participants en matière d'indemnisation ont, à certains moments, influencé leur motivation.

BONNES PRATIQUES

- L'ancrage des réformes dans des protocoles formels s'est avéré essentiel pour garantir leur pérennité ;
- La co-construction des contenus avec les départements ministériels concernés a renforcé leur pertinence et leur appropriation ;
- L'appui sur des synergies avec des institutions disposant d'une expertise reconnue, telles que la faculté de médecine d'Antananarivo, la FAO et le MINAE, a contribué à améliorer la qualité technique des travaux.



4.4 Les impacts

Les interventions de ProSAR ont contribué de manière significative au renforcement durable de la gouvernance nutritionnelle à Madagascar. Grâce à la mise à disposition d'outils harmonisés, à la création de ressources numériques ouvertes et à la production d'analyses stratégiques, le projet a permis d'améliorer la cohérence

des actions, la prise de décision fondée sur des données probantes et la continuité institutionnelle. Ces résultats constituent des acquis structurels qui continueront à bénéficier aux institutions publiques, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'aux acteurs régionaux au-delà de la durée du projet.

PRODUITS DURABLES ET IMPACTS ATTENDUS		
Produit / Outil	Description	Impact
Bibliothèque en ligne de l'ONN	Plateforme numérique regroupant cadres politiques, études, guides et outils de formation qui sont accessibles au public	<ul style="list-style-type: none"> • Fonction de mémoire institutionnelle • Accès facilité à des documents validés • Renforcement et partage des connaissances et évidences
Cartographie des acteurs en ligne	Cartographie nationale des interventions et acteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Améliore la coordination et la cohérence des interventions • Réduire les duplications • Soutenir l'allocation efficace des ressources et le suivi multisectoriel
Cinq Guides Pratiques par système (Plateforme Gouvernementale)	Guides sectoriels alignés sur les cinq systèmes prioritaires de la PFG du mouvement SUN (agriculture, santé, protection sociale, WASH, éducation)	<ul style="list-style-type: none"> • Harmonisation nationale des interventions sensibles à la nutrition • Renforcement de la coordination multisectorielle • Meilleure intégration et visibilité des actions nutritionnelles dans les politiques et plans sectoriels
Réactivation et structuration des plateformes de coordination (CoPil, SUN, plateformes régionales)	Appui à la mise en place de mécanismes fonctionnels de gouvernance multisectorielle	<ul style="list-style-type: none"> • Pérennisation de la coordination • Amélioration de la redevabilité des acteurs
Curricula universitaires SAN/ASN	Programmes interdisciplinaires pour les formations dans le secteur santé et agri-nutrition	<ul style="list-style-type: none"> • Développement durable des capacités • Institutionnalisation de la nutrition dans la formation universitaire des médecins • Institutionnalisation de la nutrition dans la formation des agents agricoles

Pour d'informations complémentaires :



5



Fortification alimentaire



La fortification alimentaire constitue la cinquième composante de ProSAR. Elle agit de manière transversale sur l'ensemble des piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et peut être comprise comme une structure de soutien venant compléter les interventions directes menées au niveau des ménages et des systèmes de production. Loin d'être une intervention isolée, la fortification s'inscrit dans une dynamique multisectorielle et participative, mobilisant l'État, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé ainsi que les communautés locales, afin de devenir un instrument durable et efficace de lutte contre la malnutrition à Madagascar. Elle vise à prévenir et à corriger les carences en micronutriments par l'enrichissement d'aliments de grande consommation en nutriments essentiels.

À Madagascar, la fortification alimentaire reste une priorité nationale. Elle est inscrite dans la PNN et déclinée dans le PNAMN. La pertinence de cette approche découle d'un constat préoccupant de la situation nutritionnelle : près de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent encore de malnutrition chronique, et les déficits en iode, en fer, en vitamine A, en zinc et en acide folique continuent de compromettre la croissance, le développement cognitif et l'état de santé des enfants, avec des répercussions durables sur le capital humain et la productivité économique du pays.

Dans ce contexte ProSAR a apporté un soutien structurant à la mise en place d'un système cohérent de fortification alimentaire. Cet appui, engagé en janvier 2023, s'est matérialisé par l'accompagnement de l'opérationnalisation de la « Stratégie Nationale de Fortification Alimentaire » (SNFOA)¹⁴. Au niveau décentralisé, dans la région Atsimo Atsinanana, ProSAR a contribué à la mise en place de structures régionales et locales, en particulier les « Comités Régionaux du Sel » (CRS) et les « i-Teams », essentiels pour assurer le suivi et le contrôle de

la qualité du sel iodé. La mise en place d'équipes opérationnelles, dotées d'équipements analytiques et formées aux procédures de contrôle, a permis de renforcer la gouvernance locale et d'instaurer une dynamique collective entre autorités, producteurs, distributeurs et partenaires techniques. Parallèlement, ProSAR a mis en place un fonds d'innovation dédié à la fortification alimentaire, destiné à promouvoir et accompagner des actions pilotes et des recherches appliquées. Ce mécanisme vise à favoriser l'expérimentation de solutions adaptées aux conditions locales et à contribuer à l'ancrage durable de la fortification alimentaire. C'est dans ce cadre que le développement du bouillon cube enrichi par la « Coopérative Mirary » (mirary.coop) en partenariat avec « Helen Keller International » (Helen Keller Intl), a été soutenu. Enfin, la crédibilité et l'efficacité du système de fortification reposent sur l'existence de mécanismes de contrôle qualité robustes. Dans cette perspective, ProSAR a appuyé la création du « LAB NUT », premier laboratoire spécialisé dans l'analyse des vitamines et minéraux des aliments fortifiés à Madagascar, porté par la plateforme de recherche du mouvement SUN MIKASA.

Ainsi, l'appui de ProSAR à la fortification alimentaire a permis de consolider l'ensemble de la chaîne, depuis la planification stratégique et la définition de normes nationales jusqu'à l'opérationnalisation sur le terrain, en passant par l'innovation produit et le renforcement des capacités analytiques. Si des progrès notables ont été enregistrés – en matière de structuration institutionnelle, de sensibilisation et d'introduction de nouveaux produits – des défis subsistent pour assurer la pérennité des acquis, réduire la dépendance aux financements extérieurs et renforcer l'application effective de la loi.

Les i-Teams, issus du MINSAN et du « Ministère de l'Industrie et du Commerce », assurent le suivi, le contrôle et l'inspection des opérations d'iodation et de fluoration, tant au niveau des salins que des sels destinés à la distribution.



Éléments clés

- 1 MOOC développé
- 2 normes nationales élaborées
- Appui à la mise en place du **LAB NUT**
- Soutien à la production du **bouillon cube fortifié**





5.1 Appui à l'opérationnalisation de la Stratégie Nationale de la Fortification Alimentaire

Une stratégie consolidée

Dans le contexte malgache marqué par des carences nutritionnelles persistantes, les femmes en âge de procréer et les jeunes enfants sont particulièrement vulnérables, donnant à cette problématique une portée à la fois sanitaire, sociale et économique. C'est dans ce contexte que la SNFOA, adoptée en 2021, constitue un cadre de référence essentiel. La Stratégie fédère l'action des ministères sectoriels, du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers, dont ProSAR, et aligne les interventions autour des priorités qui y sont définies. Ce cadre directeur a aussi permis de poser les bases claires, nécessaires à l'harmonisation des initiatives, tout en consolidant le rôle de l'ONN et de l'ANFA comme plateformes de pilotage et de coordination.

La SNFOA bénéficie depuis mai 2024 d'un plan opérationnel actualisé, élaboré avec l'appui de l'USAID, qui définit les priorités et précise les mécanismes de suivi. Sur le plan réglementaire, la révision de l'arrêté fondateur de l'ANFA illustre la volonté des autorités d'adapter le dispositif aux enjeux actuels.

Des acteurs complémentaires

La dynamique nationale de la fortification alimentaire repose sur un jeu d'acteurs diversifié, regroupés au sein de l'ANFA, à travers le *lead committee* dans lequel ProSAR est représenté. L'ONN assure le pilotage de la stratégie et coordonne le suivi-évaluation de l'ANFA. Après une période de faible dynamisme, cette dernière s'est engagée dans un processus de redynamisation avec la révision de ses textes, l'adoption d'un plan de travail annuel et le renforcement de son secrétariat technique. Le secteur privé contribue par la production et la distribution de produits fortifiés, mais son engagement reste freiné par des contraintes économiques et techniques. Les partenaires techniques et financiers, parmi lesquels figurent UNICEF, Helen Keller Intl, la GIZ, le PAM, AFD, USAID et la Banque Mondiale, apportent un soutien déterminant en matière de financement, d'expertise et d'accompagnement institutionnel.

Des progrès tangibles

Les avancées sont notables, et ProSAR y a contribué de façon considérable. Les engagements de ProSAR, à travers son partenaire Helen Keller Intl, sont axés principalement sur une amélioration du cadre, normatif et réglementaire, la fortification d'aliments de base avec des nutriments essentiels, l'assurance d'un système de contrôle qualité harmonisé et fiable, la conduite d'actions de communication stratégique et de plaidoyer, et un appui à la recherche opérationnelle et au système national de suivi et évaluation des programmes de fortification.

Concrètement, cela s'est notamment traduit par la conduite de l'« Enquête Nationale sur les Carences en Micronutriments » (ENCM)¹⁵, menée entre juin et septembre 2024, qui a rendu disponibles des données et éléments de preuve scientifique nécessaires pour appuyer les orientations stratégiques et opérationnelles des intervenants et constituer une base solide pour le plaidoyer pour la mobilisation de ressources. L'ENCM a confirmé une amélioration de la couverture en sel iodé dans les ménages, mais aussi la persistance de l'anémie, des carences en folates et en calcium ainsi que d'une déficience modérée en vitamine A. Parallèlement, l'appui de ProSAR dans le renforcement de l'ANFA s'est traduit par l'initiation – avec le projet AFFORD de USAID – de nouveaux textes réglementaires, l'élaboration d'un plan budgétaire pluriannuel et la validation d'un cahier des charges pour l'usage du logo *Tovonantsoa*. Les partenariats établis avec Helen Keller Intl ont également permis d'avancer sur la normalisation des huiles et bouillons fortifiés. Ces travaux ont abouti au lancement de deux normes – à l'application volontaire – portant sur l'enrichissement de l'huile alimentaire en vitamine A et l'enrichissement des bouillons cubes, ainsi qu'au démarrage d'un plaidoyer en faveur d'une détaxation des prémélanges ou compléments minéraux vitaminés. En parallèle, ProSAR a appuyé l'huilerie locale HITA dans une phase initiale de fortification de l'huile alimentaire, notamment par un accompagnement technique et la fourniture du prémélange en vitamine A pour une première production. Cette expérience pilote reste à consolider et pourra, le cas échéant, être renforcée afin d'ancrer durablement la pratique. Enfin, un appui au fonctionnement régulier

Le logo national de la fortification *Tovonantsoa* constitue un outil de référence pour l'identification des produits fortifiés. Il contribue à structurer le dispositif de contrôle et à renforcer la reconnaissance de ces produits sur le marché.



de l'ANFA a été nécessaire pour accompagner la redynamisation de cette entité de coordination, notamment à travers l'appui logistique des réunions et ateliers, le lancement de son plan opérationnel, l'organisation de visites d'apprentissage et la mobilisation de ressources.

Education et sensibilisation

Face au besoin de diffuser massivement les connaissances sur la fortification alimentaire, et pour pallier les limites des formations présentielles (coût, logistique), ProSAR a appuyé le développement d'un MOOC (Massive Open Online Course), hébergé sur Moodle Cloud, qui contribue à renforcer les connaissances en matière de la fortification alimentaire auprès d'un public large et diversifié. Ce cours en ligne a été conçu en collaboration avec l'ONN la plateforme SUN MIKASA. Il couvre les essentiels sur les micronutriments et la nutrition, et permet de pérenniser

l'accès à des contenus de formation actualisés pour les professionnels et les étudiants. Le MOOC est ouvert à un large public : étudiants en agronomie et agroalimentaire, professionnels du secteur privé, techniciens de l'État et personnel des ONG. La réussite du MOOC donne lieu à une certification, valorisant ainsi le parcours des participants. Il contribue à créer des experts capables de porter le sujet de la fortification alimentaire dans les années à venir.

Enfin, plusieurs initiatives de plaidoyer et de sensibilisation, menées avec l'appui du Gret et de l'USAID, visent à mieux faire connaître les bienfaits du sel iodé et fluoré, mais aussi à contrer les désinformations qui persistent dans l'opinion publique, comme l'effet négatif de la consommation de sel iodé sur la tension artérielle.

MOOC sur la fortification alimentaire





Recueil des défis, bonnes pratiques et recommandations

DÉFIS

- Les taxes appliquées aux prémélanges alourdissent les coûts de production et limitent la compétitivité des aliments fortifiés.
- L'absence de laboratoires accrédités au niveau national oblige à recourir à des structures extérieures, ce qui accroît les coûts et les délais des contrôles qualité.
- L'absence de mécanisme de contrôle de l'application des normes empêche une évaluation régulière de l'efficacité des efforts d'enrichissement.
- La coordination entre les différents acteurs, bien qu'améliorée, demeure perfectible.
- La pérennité financière de l'ANFA reste fragile.
- La sensibilisation des consommateurs et des professionnels de santé est encore insuffisante pour créer une demande forte et continue en faveur des produits fortifiés.

BONNES PRATIQUES ET RECOMMANDATIONS

- Le renforcement institutionnel doit passer par l'intégration d'une ligne budgétaire dédiée à l'ANFA dans le budget de l'État et par l'adoption rapide des nouveaux textes de gouvernance.
- La réduction des barrières fiscales sur les prémélanges et l'exploration d'une production locale constituent des pistes prometteuses pour sécuriser l'approvisionnement.
- Le développement de laboratoires accrédités et la formation continue des acteurs de l'industrie alimentaire permettent d'améliorer durablement la qualité des produits.
- L'élargissement des campagnes de communication, adossées aux résultats de l'ENCM, contribuera à sensibiliser les décideurs, les professionnels et la population à l'importance de la fortification alimentaire pour le développement humain et économique du pays.
- À terme, la fortification doit être considérée non comme une intervention ponctuelle, mais comme un pilier durable des politiques publiques de nutrition et de développement humain. Elle représente un investissement stratégique dans le capital humain malgache, en contribuant à améliorer la santé des populations, à renforcer les performances scolaires et à accroître la productivité économique.



5.2 Contribution au programme d'iodation et fluoration du sel

Appui à la relance du système

La couverture en sel adéquatement iodé stagnait à des niveaux très bas – seulement 21,3 % selon l'ENISM¹⁶ 2016, loin de l'objectif de 90 % fixé par la PNN. Le renforcement des mécanismes de gouvernance et de contrôle qualité était tout aussi indispensable. L'iode étant un micronutriment essentiel au développement du cerveau et à la santé maternelle et infantile, garantir que le sel consommé par les ménages soit correctement iodé relevait d'un enjeu de santé publique majeur. En effet, entre novembre 2023 et mars 2024, une part importante des échantillons testés affichaient encore des taux d'iode insuffisants.

Avant l'intervention de ProSAR, les structures régionales en charge de la gestion et du suivi des actions d'iodation et de fluoration du sel fonctionnaient de manière très limitée. Le CRS était qualifié de *non fonctionnel* dans plusieurs rapports, tandis que l'i-Team souffrait d'un manque de suivi systématique, d'équipes incomplètes et de rapports d'activité lacunaires. Madagascar disposait alors de huit i-Teams régionaux opérationnels, n'incluant pas la région Atsimo Atsinanana. La mise en place du CRS et de l'i-Team dans la région Atsimo Atsinanana, classée en urgence nutritionnelle, s'est alors imposée comme une priorité dans le cadre du programme de fortification alimentaire.

L'appui de ProSAR et de ses partenaires a permis de franchir un cap décisif. La mise en place officielle de l'i-Team en mai et du CRS en novembre 2023 a marqué le point de départ d'un processus de relance structuré. Avec le soutien de l'UNICEF, des formations ciblées, la dotation en équipements d'analyse et la réhabilitation des bureaux ont donné aux équipes les moyens de reprendre leurs activités. L'organisation de visites d'échanges interrégionales entre les équipes i-Team et CRS ainsi que la diffusion de l'arrêté interministériel sur la lutte contre les carences en iode et en fluor ont complété ce dispositif de renforcement.

La dynamisation s'est faite de manière concertée, à travers l'implication coordonnée d'un large éventail d'acteurs. Les Directions régionales des ministères – santé publique, nutrition, industrie et commerce, agriculture, environnement, forces de défense et de sécurité – se sont

mobilisées aux côtés des producteurs et conditionneurs de sel, des associations de consommateurs, des collectivités locales et des organisations de la société civile. L'appui des partenaires techniques et financiers a été déterminant pour apporter expertise, ressources et légitimité au processus. Ces collaborations se sont concrétisées par des ateliers de formation, des réunions de coordination, des descentes sur le terrain et des échanges d'expériences entre régions.

L'i-Team d'Atsimo Atsinanana dispose désormais d'un plan d'activités et réalise plus régulièrement des descentes sur le terrain, avec analyses d'échantillons de sel et réunions de coordination avec les grossistes. La collecte de données pour les résultats mensuels d'analyse est devenue plus systématique, permettant un suivi plus rigoureux.

Une perspective éclairée

La durabilité des acquis constitue désormais un enjeu central. Des réflexions sont en cours pour doter les CRS et les i-Teams de repères réglementaires plus clairs, notamment à travers l'élaboration d'un manuel d'application des sanctions. L'initiative de fonds de roulement pour l'approvisionnement en iodate de potassium, expérimentée avec l'appui de l'UNICEF, représente également une piste prometteuse pour sécuriser l'accès aux intrants. La planification locale tend à intégrer des lignes dédiées à la pérennisation des actions dans les plans de travail annuels. Mais la véritable autonomie – financière, institutionnelle et technique – reste à construire. Cela implique à la fois un engagement renforcé des autorités, un transfert progressif des compétences aux acteurs locaux et une diversification des sources de financement.



Recueil des défis, bonnes pratiques et recommandations

DÉFIS

- Le manque de financement demeure le principal point faible et la plupart des activités restant dépendantes des appuis des partenaires.
- Les problèmes techniques liés au matériel, la rareté d'intrants et l'absence de techniciens spécialisés limitent l'efficacité des contrôles.
- Sur le plan réglementaire, des textes parfois jugés flous et la difficulté à appliquer des sanctions réduisent la portée des actions.
- La coordination, bien qu'améliorée, souffre encore d'insuffisances, notamment dans la collaboration entre CRS et i-Teams ou dans l'implication des grossistes.
- L'entrée de sel non iodé sur le marché et la concurrence déloyale continuent de fragiliser les résultats.
- Le secteur privé peine à jouer leur rôle indépendamment d'assistance externe. Le coût des équipements et du processus d'iodation et de fluoration, les obstacles à l'importation des prémélanges, restent des sujets ouverts en attente de solutions viables et pérennes.

BONNES PRATIQUES ET RECOMMANDATIONS

- L'intensification des activités de sensibilisation, tant auprès des producteurs que des consommateurs, contribue à diffuser des messages clairs sur l'importance du sel iodé. Les retombées restent variables selon les zones, mais l'expérience montre que la prise de conscience progresse dès lors que l'information est relayée de manière continue et adaptée aux réalités locales.
- L'expérience d'Atsimo Atsinanana montre qu'une mobilisation multi-acteurs, accompagnée d'un appui technique et institutionnel constant, peut améliorer la régularité et la qualité des contrôles.
- Une stratégie claire de sortie et de pérennisation est indispensable, sans laquelle les acquis risquent de s'éroder à mesure que l'appui des partenaires se réduit.
- Pour aller plus loin, il sera essentiel de renforcer les capacités institutionnelles, de stabiliser les financements, d'améliorer l'application des réglementations et d'intensifier la sensibilisation, afin que la fortification du sel devienne un pilier durable de la lutte contre la malnutrition à Madagascar.





5.3 Mise en place d'une unité de production de cube bouillon fortifié

Une formulation alignée sur les déficits nationaux

À Madagascar, où l'anémie touche près de 46 % des enfants de 6 à 59 mois et 26 % des femmes en âge de procréer (EDS 2021)¹⁷, le développement du Bouillon Cube Fortifié (BCF) par mirary.coop s'inscrit dans la recherche de solutions pratiques pour réduire les carences en micronutriments. Conçu à partir d'un produit largement consommé par les ménages, ce produit a été formulé pour apporter des micronutriments essentiels tout en respectant les pratiques culinaires locales. Les tests sensoriels réalisés, suivis d'ajustements de formulation, confirment que son utilisation dans les préparations courantes – soupes, *romazava*, ragoûts ou sauces – ne modifie ni le goût ni les modes de préparation habituels. Ce vecteur alimentaire familier vise à toucher directement l'alimentation familiale, en particulier pour les groupes les plus vulnérables tels que les jeunes enfants

et les femmes en âge de procréer, et à répondre aux carences mises en évidence par l'ENCM.

La composition du BCF a été guidée par les priorités mises en évidence par l'ENCM et par les échanges techniques conduits au sein du « Bureau des Normes de Madagascar » (BNM). Le comité technique a retenu un noyau de micronutriments – fer, vitamine A, acide folique (vitamine B9), vitamine B12 et zinc – afin de cibler les déficiences les plus prévalentes. La fortification est calibrée pour apporter, par portion, environ 15 % des Valeurs Nutritionnelles de Référence, seuil compatible avec une consommation régulière et cumulable avec d'autres interventions de santé publique. Le produit se distingue par ailleurs de nombreux bouillons commerciaux par l'absence de glutamate monosodique, un choix qui contribue à améliorer le profil nutritionnel et qui est également perçu favorablement par une partie des consommateurs. La valorisation de matières premières locales, produites par des

Les **Valeurs Nutritionnelles de Référence** (VNR) sont les apports nutritionnels journaliers recommandés de références, qui sont fondées sur des données scientifiques.





paysans locaux qui ont bénéficié d'appui de la part du projet, à travers mirary.coop, souligne le caractère social du processus, et donne une valeur ajoutée au produit.

Un processus collaboratif

La production du BCF suit une architecture partenariale et normative crédibilisée. mirary.coop conduit la production et la mise au point des formulations, ProSAR et Helen Keller Intl assurent l'appui technique et le cadrage des bonnes pratiques, tandis que le BNM pilote les jalons de normalisation, en cohérence avec les références du Codex Alimentarius. Des démarches ont également été engagées auprès du « Syndicat des Industries de Madagascar » pour l'obtention du label *Malagasy ny Antsika* (on consomme des produits fabriqués à Madagascar), afin d'ancrer le BCF dans un référentiel de qualité et d'origine reconnu nationalement. Les résultats de l'ENCM constituent la référence de départ, servant de base pour documenter à terme l'impact nutritionnel du produit.

Les retours de terrain, collectés lors de dégustations organisées notamment à la « Foire de l'Élevage et de la Production Animale » (FEPA) et la « Foire Internationale de l'Agriculture » (FIA), ainsi que lors d'enquêtes de consommation menées en avril-mai 2025, confirment une acceptabilité initiale et signaux d'adoption. Les commentaires recueillis ont conduit à affiner l'équilibre organoleptique du produit afin de garantir la fidélité au goût attendu. La stratégie d'introduction combine des actions de proximité – animations communautaires, *Faranon-kevitra* (foire à idées) sur la nutrition et la fortification, des démonstrations culinaires – et une communication plus large orientée vers la valeur santé et la qualité de fabrication locale.

Une perspective de pérennisation rassurante

Le BCF se trouve encore dans une phase de consolidation qui nécessite un accompagnement supplémentaire : un accompagnement technique des producteurs partenaires, un accès fiable aux intrants critiques, des dispositifs de formation continue et de partage d'expériences, ainsi qu'une intégration progressive du BCF dans les plans et outils nationaux de nutrition. La capitalisation régulière des données d'adoption et de satisfaction, croisées à des indicateurs de disponibilité et de qualité, préparera une évaluation d'impact à moyen terme. À mesure que la traction du marché se confirme, la recherche d'efficaces

industrielles et logistiques contribuera à préserver l'accessibilité des prix sans compromis sur la qualité nutritionnelle.

En conclusion, le bouillon cube fortifié illustre une voie pragmatique et scalable pour améliorer les apports en micronutriments. En effet, c'est un produit du quotidien, ancré dans les pratiques, scientifiquement formulé et normativement cadré. Les premiers signaux d'acceptabilité sont encourageants. La réussite de la phase d'extension dépendra de la capacité à maintenir une qualité constante, à expliquer simplement la valeur nutritionnelle, à sécuriser l'accès aux intrants et à inscrire le produit dans les référentiels nationaux – autant de conditions réunies pour faire du BCF un pilier durable de la fortification à grande échelle.

Recueil des défis, bonnes pratiques et recommandations

DÉFIS

- La perception du marché vis-à-vis des bouillons sans glutamate monosodique demeure ambivalente et requiert une pédagogie claire sur la qualité gustative et l'intérêt nutritionnel du produit.
- La concurrence de marques établies intensifie la bataille de la confiance et de la disponibilité et du positionnement des produits en points de vente.
- Les contraintes de formulation – maîtrise du sodium, choix d'intrants, stabilité des prémélanges – constituent un défi technique et économique, nécessitant des arbitrages permanents entre qualité nutritionnelle, faisabilité industrielle et coûts.
- L'accessibilité des prix reste un déterminant majeur de l'adoption durable, en particulier pour les ménages vulnérables.

➤ **Durant l'élaboration de la norme pour la BCF, le comité technique a retenu un noyau de micronutriments – fer, vitamine A, acide folique (vitamine B9), vitamine B12 et zinc – afin de cibler les déficiences les plus prévalentes.**



BONNES PRATIQUES ET RECOMMANDATIONS

- La réponse passe par une combinaison d'actions cohérentes en vue de sécuriser la qualité et l'adhésion du publique.
- Sur le plan technique, la standardisation des procédures de contrôle interne et externe, le suivi des lots et la sélection rigoureuse des fournisseurs de prémix renforcent la fiabilité du produit.
- Sur le plan de marché, des cycles réguliers d'écoute client – tests sensoriels, enquêtes d'usage, retours distributeurs – permettent d'ajuster finement la proposition de valeur.
- Sur le plan institutionnel, l'alignement aux cadres nationaux de nutrition et aux dispositifs de normalisation du BNM, ainsi que la reconnaissance par des labels qualité, consolident la crédibilité du BCF.
- Des campagnes d'information ciblées, s'appuyant sur des messages simples, facilitent la compréhension et la confiance.



5.4 Etablissement de laboratoire de contrôle

Le LAB NUT

La création du laboratoire de contrôle LAB NUT répond à un besoin stratégique de renforcement du dispositif national de suivi de la fortification alimentaire. Jusqu'à récemment, Madagascar ne disposait pas d'une structure spécialisée dans l'analyse des vitamines et des minéraux présents dans les produits fortifiés. Les laboratoires existants ne disposaient, ni de capacités analytiques, ni des protocoles adaptés à ce type de contrôle. LAB NUT se positionne comme un instrument unique dans le paysage institutionnel, avec la vocation de devenir un centre de référence pour l'évaluation de la conformité et de la sécurité nutritionnelle des aliments fortifiés. Son établissement marque une étape essentielle dans la professionnalisation des mécanismes de contrôle qualité et constitue une condition préalable à l'obtention d'une accréditation selon les standards internationaux, garantissant ainsi la crédibilité et la durabilité du processus de fortification à l'échelle nationale.

La conception du laboratoire a été guidée par les standards internationaux. L'alignement sur la norme ISO 17025, qui définit les exigences de compétence pour les laboratoires d'essais et d'étalonnage, constitue une priorité stratégique. Le choix de cette norme permet non seulement d'élever la qualité des services rendus, mais également de positionner LAB NUT comme un acteur crédible et incontournable dans le paysage national. La préparation d'un manuel de procédures, couvrant les aspects organisationnels, techniques et de traitement des réclamations, participe à la mise en place d'un système robuste de management de la qualité.

La plateforme SUN MIKASA, sous-bénéficiaire de ProSAR, a assuré la maîtrise d'ouvrage scientifique et technique de cette initiative. Elle a été mobilisée dès la conception du laboratoire, depuis l'élaboration des plans d'aménagement jusqu'à la recherche de fournisseurs et à la contractualisation des prestataires chargés des travaux. Ses équipes ont participé à la mise en place de la documentation technique, à la définition des protocoles analytiques et à la préparation des manuels de procédures. Des formations ont par ailleurs été organisées pour familiariser les membres avec les principes de gestion d'un laboratoire, les exigences de la norme ISO 17025 et la structuration d'un système de management de la

qualité. Ce rôle confère à MIKASA une responsabilité clé non seulement dans l'opérationnalisation de LAB NUT, mais aussi dans sa trajectoire vers l'accréditation.

Une collaboration fructueuse

Dès sa phase de conception, LAB NUT a été positionné comme un espace collaboratif. Des échanges ont été engagés avec plusieurs institutions nationales de recherche et laboratoires spécialisés, dans une logique de complémentarité et de synergie, plutôt que de concurrence. Des rencontres entre ProSAR et des partenaires comme l'ONN et Helen Keller Intl ont permis de coordonner les approches et de définir des synergies. Ces collaborations visent à renforcer la cohésion inter-laboratoires et à éviter les chevauchements, tout en construisant un écosystème de recherche et de contrôle cohérent au service de la nutrition.

Le LAB NUT développe des méthodes spécifiques pour la détermination des micronutriments dans les aliments fortifiés. À titre d'exemple, des protocoles sont en cours de validation pour la détection du fer dans la farine de blé enrichie, reposant sur des réactions chimiques standardisées. L'équipe technique a engagé une revue bibliographique approfondie, afin d'identifier les méthodes de référence adaptées aux produits locaux, tout en recensant les réactifs nécessaires et en planifiant leur acquisition. L'élaboration du LAB NUT a également déjà permis des progrès tangibles en matière d'aménagement des locaux, de l'acquisition progressive d'équipements, de la formation des techniciens et de la mise en place de premiers outils de gestion.



Recueil de défis et recommandations

DÉFIS

- La disponibilité de ressources humaines qualifiées demeure limitée.
- Les délais d'approvisionnement en matériel spécialisé sont souvent longs et pèsent sur le calendrier de mise en œuvre.
- Les coûts liés à l'importation des équipements sont élevés.
- Les infrastructures doivent également s'adapter à des contraintes locales, telles que les coupures fréquentes d'électricité, qui ralentissent les travaux et pourraient affecter le fonctionnement futur.
- L'avenir du laboratoire dépend de sa capacité à obtenir une accréditation ISO 17025, condition essentielle pour sa reconnaissance officielle.

RECOMMANDATIONS

- La formation continue du personnel devra être institutionnalisée afin d'assurer une expertise durable et actualisée.
- La finalisation et l'application d'un manuel de procédures robustes seront déterminantes pour garantir la fiabilité des analyses.
- Le développement de partenariats nationaux et internationaux, notamment pour sécuriser l'approvisionnement en réactifs et pour partager les expériences, contribuera à renforcer sa crédibilité.
- Une stratégie de communication claire, mettant en valeur la complémentarité du LAB NUT avec les autres structures existantes, sera nécessaire pour consolider son rôle de laboratoire de référence et assurer la durabilité de ses activités.





5.5 Les impacts

L'appui de ProSAR a contribué de manière décisive à la consolidation du système de fortification alimentaire à Madagascar. Grâce au renforcement institutionnel, au développement de produits innovants et à l'amélioration des capacités analytiques, des bases plus durables ont été posées pour améliorer la couverture nutritionnelle à long terme. Les plateformes de coordination, les produits fortifiés intégrés dans l'alimentation quotidienne et les mécanismes de formation et de contrôle établis constituent un socle solide pour réduire durablement les carences en micronutriments.



© Hentsoa Rafalia / Mirary

TABLEAU D'IMPACT

Produit / Outil	Description	Impact
MOOC sur la fortification alimentaire	Cours en ligne, accessible au public	<ul style="list-style-type: none"> • Renforce les connaissances sur la fortification et la diffusion des bonnes pratiques
Redynamisation d'ANFA	Plateforme nationale de coordination multisectorielle dans le secteur de fortification	<ul style="list-style-type: none"> • Harmonise les actions et normes de fortification • Consolidation de la gouvernance et coordination efficace des acteurs
LAB NUT de MIKASA	Premier laboratoire spécialisé dans l'analyse des vitamines et minéraux des aliments fortifiés	<ul style="list-style-type: none"> • Améliore le contrôle qualité • Assure la conformité aux normes • Soutient la fiabilité des produits
ENCM	Analyse des déficits nutritionnels et de leurs déterminants	<ul style="list-style-type: none"> • Base factuelle pour la formulation de politiques, stratégies, le plaidoyer et la planification de programmes
Bouillon Cube Fortifié de mirary.coop	Produit de consommation courante enrichi en micronutriments essentiels	<ul style="list-style-type: none"> • Réduit les carences en micronutriments • Impact direct sur la nutrition
Normes Nationales	<ul style="list-style-type: none"> • Création de cahiers de charges du logo <i>Tovonantsoa</i> • Normalisation des huiles et bouillons fortifiés 	<ul style="list-style-type: none"> • Assure la conformité des produits • Crédibilise le marché des aliments fortifiés
Campagne de communication sur les aliments fortifiés y compris le sel iodé	Programmes radio, animations communautaires sur l'importance des aliments fortifiés	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une demande pour les aliments fortifiés • Améliore de la compréhension des bénéfices nutritionnels

Pour d'informations complémentaires :



6



Thèmes
transversaux

Dans la région du Sud-Est de Madagascar, les défis liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle demeurent particulièrement complexes, combinant des facteurs socio-économiques et institutionnels, allant bien au-delà des simples intrants techniques sectoriels. Face à cette complexité, l'intégration de thèmes tels que le genre et la synergie entre les acteurs s'est imposée comme une condition essentielle pour garantir la pertinence, l'efficacité et la durabilité des interventions du projet. Ce double levier, en complément des thématiques de SBC, de la multisectorialité et de l'approche intégrée, structure l'approche transversale de ProSAR.

L'égalité de genre est envisagée comme une transformation des relations au sein des ménages et des communautés, en travaillant la prise de décision, la répartition des rôles et l'accès aux ressources afin de lever les frictions qui freinent la bonne alimentation, l'hygiène, le suivi sanitaire et la gestion budgétaire du ménage. Pour ProSAR, le cadre 3R – *Recognition* (reconnaissance des inégalités), *Representation* (représentation et participation des femmes et des groupes marginalisés), *Redistribution* (redistribution du pouvoir politique, de la richesse et des ressources) – issu des travaux de Nancy Fraser sur la justice sociale¹⁸, constitue un référentiel d'orientation stratégique de ses interventions en genre et équité.

La synergie transversale, quant à elle, renvoie à la coopération, la coordination et la complémentarité entre différents acteurs et leurs interventions respectives, dans les composantes techniques du projet. Dans ce cas, l'objectif est de maximiser l'impact des interventions en harmonisant les actions et en optimisant les ressources.

6.1 Approches genre de ProSAR

Selon l'« Indice mondial de l'écart entre les sexes » (*Global Gender Gap*)¹⁹, Madagascar se situait en 2018 au 84^e rang sur 149 pays. Cette position traduit des inégalités persistantes, particulièrement visibles dans les domaines de la santé et du bien-être (incluant la nutrition et l'hygiène), de l'éducation et du développement des compétences, de l'emploi et de l'entrepreneuriat, ainsi que de la participation politique. Ces disparités se révèlent encore plus marquées dans certaines régions du pays, incluant le Sud-Est. En effet, la société coutumière du Sud-Est malgache demeure profondément inégalitaire, favorisant les hommes au détriment des femmes. Des normes et attributions de rôles profondément ancrées freinent encore la participation pleine et entière des femmes à la vie économique et sociale. Cette situation est mise en évidence par les travaux de Tselany Deborah (2015)²⁰.

En réponse à cette situation, ProSAR place l'égalité de genre au cœur de son ambition de résultats durables. L'option retenue consiste à faire évoluer ces normes par une approche transversale et transformative en genre, d'une part en intégrant systématiquement la dimension genre dans les différents champs d'action et activités du projet, et d'autre part en adoptant un cadre global de masculinité positive, visant à impliquer les hommes comme partenaires actifs dans la promotion de l'égalité et le soutien aux femmes.



Nexus Clima – Sécurité Alimentaire – Genre

1

Effets directs du changement climatique sur la sécurité alimentaire

Phénomènes climatiques

- Augmentation des événements météorologiques extrêmes : inondations, sécheresses, cyclones, réchauffement et l'acidification de la mer
- Variabilité climatique accrue → saisons des pluies imprévisibles, changements de saisonnalité

Impacts sur la sécurité alimentaire

Disponibilité

- Diminution du rendement agricole
- Perte des éléments nutritifs dans le sol
- Pertes de récoltes
- Déclin des ressources halieutiques
- Augmentation des maladies et ravageurs des plantes

Accès

- Prix alimentaires plus élevés en raison de la rareté
- Perte de revenus liée à l'agriculture ou au petit commerce
- Routes et moyens de transport interrompus par des dommages

Utilisation

- Diminution de la disponibilité en eau potable
- Dégradation des conditions d'hygiène
- Appauvrissement nutritionnel de certaines cultures lié à la nutrition des sols



2

Effets secondaires et mécanismes d'adaptation négatifs

Stratégies négatives d'adaptation des ménages

- Recours à des activités générant rapidement des revenus, mais nocives pour la santé, risquées ou écologiquement dommageables (ex. : production de charbon de bois)
- Vente de matériels agricoles et de biens productifs
- Consommation de semences ou de réserves alimentaires pour le bétail
- Endettement accru
- Réduction du nombre de repas ou des portions
- Priorisation de certains membres du ménage (souvent hommes / garçons)

Charges sociales et physiques*

- Allongement des trajets pour l'eau ou le combustible
- Risque accru de harcèlement ou de violence
- Risque accru de mariages précoces ou abandons scolaires
- Charge accrue de soins (enfants, malades, ménage)

*Ces dynamiques affectent l'ensemble des ménages, mais les femmes et les filles en subissent de manière disproportionnée les conséquences, en raison de leurs rôles dans la gestion de l'eau, de l'alimentation et du bien-être familial, ainsi que de leur exposition accrue aux risques de violence et de surcharge de travail.



3

Situation alimentaire et sanitaire résultante

Général

- Réduction de la diversité alimentaire
- Affaiblissement du système immunitaire → susceptibilité accrue aux maladies
- Augmentation des maladies liées à l'eau (ex. : diarrhées) → absorption réduite des nutriments
- Risque accru de carences en micronutriments
- Augmentation de la malnutrition aiguë et chronique



Spécifiquement pour les femmes et les filles

- Interruption de l'allaitement ou complément alimentaire insuffisant en cas de manque d'eau ou de nourriture
- Charge de travail plus lourde → moins de temps pour les soins et l'alimentation
- Efforts physiques pendant la grossesse et l'allaitement → risque accru de malnutrition
- Mauvaise alimentation, en particulier chez les femmes (portions plus petites, restrictions au profit des enfants)
- Risque accru de violences physique et économique au sein des ménages
- Dans les cas extrêmes, des femmes et des filles peuvent être contraintes d'échanger des actes sexuels contre de la nourriture ou de l'argent pour nourrir leur famille

Effets à long terme sur le bien-être familial et menace sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Note générale : Cette présentation illustre de manière simplifiée les interactions entre climat, nutrition et vulnérabilités. Elle n'a pas de portée scientifique exhaustive et ne prétend pas couvrir l'ensemble des facteurs, comportements ou impacts possibles.

Genre et accès aux soins, hygiène et alimentation

CONTEXTE

Une analyse de genre menée par un projet de « CARE » dans le secteur de l'Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) dans la région du Sud-Est²¹ a montré que, malgré de légères améliorations, la participation des femmes demeure limitée. En particulier, leur rôle dans la prise de décision concernant la gestion des dépenses familiales, l'accès, le contrôle et l'utilisation des ressources en EAH et en nutrition reste fortement restreint.

En matière d'accès aux soins, bien que les services soient aujourd'hui plus disponibles et que les femmes soient davantage disposées à y recourir, les hommes demeurent les décideurs ultimes. Cette situation défavorise les femmes, particulièrement concernées par les services de santé en raison de leur rôle reproductif, mais dont l'accès reste limité faute de contrôle sur les ressources. Concernant l'hygiène et l'assainissement, les hommes, garants des traditions, sont souvent plus difficiles à convaincre de l'utilisation des latrines, alors même qu'ils sont sollicités pour leur construction. Les femmes chefs de ménage doivent souvent rémunérer des hommes pour édifier une latrine ou un point d'eau, sans toujours disposer des ressources financières ni du terrain nécessaire. Cela contribue à expliquer le faible taux d'utilisation des latrines dans la région. Par ailleurs, la collecte d'eau incombe principalement aux femmes et aux filles, qui parcourent parfois plusieurs kilomètres, ce qui accapare une partie importante de leur temps. Bien que les projets en eau hygiène et assainissement ciblent majoritairement les femmes et les filles, les hommes manifestent progressivement une volonté de soutenir les efforts d'amélioration de l'hygiène familiale, notamment en allouant davantage de ressources aux produits d'hygiène. En ce qui concerne l'alimentation du ménage, la responsabilité incombe principalement aux femmes.

Des croyances culturelles, souvent infondées sur le plan médical, imposent des interdits alimentaires aux **femmes enceintes**, notamment concernant des aliments pourtant nutritifs comme certains poissons ou les œufs, par crainte de complications à l'accouchement ou d'effets négatifs supposés sur l'enfant.

Elles assurent la production vivrière, la préparation des repas et veillent à la nutrition familiale. Cependant, elles se heurtent à des inégalités persistantes dans l'accès aux ressources productives et dans la prise de décision alimentaire, liées à une organisation patriarcale des ménages. Cette dernière influence la répartition des aliments et se

combine à des croyances locales, qui imposent notamment des interdits alimentaires aux femmes enceintes, limitant ainsi leur accès à une nutrition adéquate. Sur le plan communautaire, alors que les hommes participent aux réunions portant sur les problématiques collectives, les femmes sont davantage sollicitées dans celles liées à l'hygiène, la santé et l'éducation.

LES APPROCHES DE PROSAR

Le ciblage des bénéficiaires. Afin de répondre aux problèmes liés aux ressources alimentaires et aux décisions liées aux soins et à l'hygiène, ProSAR a ciblé principalement les femmes en âge de procréer (généralement 15 – 49 ans) de tous les ménages des fokontany cibles. Cette catégorie de la population est particulièrement vulnérable du fait qu'elles ont des besoins physiologiques plus élevés (menstruation, grossesse, allaitement). Par ailleurs, les femmes sont directement responsables de la nutrition des enfants, depuis le développement in utero jusqu'à l'allaitement et la diversification alimentaire dans les deux premières années de vie communément connu sous le nom de « Fenêtre des 1 000 premiers jours ». Une bonne nutrition chez la femme influence directement la santé de ses enfants, et renforce leur autonomie. Ainsi intervenir auprès des femmes revient à intervenir pour l'avenir de la famille. En ciblant les femmes, tout en analysant les contraintes spécifiques liées au genre (temps, mobilité, charge domestique, accès aux ressources), le projet est conçu pour ne pas renforcer les inégalités existantes, mais au contraire les réduire.

Ainsi, cibler les femmes en âge de procréer présente un intérêt majeur car cela permet d'agir sur des inégalités structurelles tout en favorisant la santé et le développement des ménages.

Les care groups. ProSAR s'appuie sur la structure existante du *care group* et les femmes de voisinage afin de mettre en œuvre des formations en cascade menées par des femmes. La dimension genre est intrinsèque aux *care groups* étant donné la reconnaissance de l'expertise des femmes et de leur légitimité en matière de santé et nutrition, tout en valorisant leur contribution communautaire. L'approche *care group* permet également de valoriser et de donner de la visibilité au travail souvent invisible et non rémunéré des femmes. En devenant volontaires ou leaders communautaires, les femmes acquièrent des connaissances, des compétences et une reconnaissance sociale. Ceci renforce leur pouvoir d'agir et peut influencer la dynamique de la prise de décisions



liées aux soins, à la nutrition et à l'hygiène au sein de leur foyer et de leur communauté. Enfin, la structure du *care group* facilite d'atteindre des femmes dans des zones très reculées, qui n'ont pas toujours accès aux soins et services de santé et nutrition, favorisant ainsi une diffusion équitable et un meilleur accès aux services.

Genre et agriculture sensible à la nutrition

CONTEXTE

Une évaluation du système semencier dans le Sud-Est²² a rapporté que dans un ménage mené par un homme, les hommes décident des cultures vivrières (riz, manioc, patate douce, etc.) et contrôlent la production, la récolte, le stockage, ainsi que la vente et l'utilisation des revenus. Les femmes, elles, ont plus de pouvoir sur les cultures traditionnellement associées aux femmes et qui nécessitent moins d'effort physique et de temps, comme les cultures maraîchères (choux, aubergine, concombre, etc.). Elles sont souvent les principales actrices dans la production de légumes, fruits et légumineuses, essentiels pour la sécurité alimentaire.

L'agriculture sensible à la nutrition reconnaît le rôle central des femmes dans la production, la transformation et la préparation des aliments. Des approches sensibles au genre favorisent que les récoltes soient non seule-

ment vendues, mais aussi utilisées au sein du ménage, améliorant ainsi l'apport nutritionnel. Pour accroître les rendements et la complémentarité homme-femme, la répartition des tâches exigeant beaucoup de force entre hommes et femmes est également encouragée.

Cependant, presque la moitié des ménages sont dirigés par des femmes, et ces ménages ont remarquablement les mêmes pratiques agricoles que ceux gérés par des hommes. Malgré cela, les inégalités persistent en matière d'accès aux intrants agricoles, à la terre, à la formation et au pouvoir décisionnel, limitant le potentiel des femmes à contribuer pleinement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. À la différence des hommes, les femmes chefs de ménage possèdent moins de terre cultivable, la main-d'œuvre féminine est en nombre limité, et par conséquent elles produisent moins, ce qui restreint leur capacité à subvenir aux besoins de leur famille. En effet, les femmes sont exclues de l'héritage et de la propriété foncière malgré les dispositions légales. Elles n'ont pas accès à la succession des biens parentaux. En outre, la coutume permet aux hommes de répudier leur épouse à tout moment – pratique appelée *aterim-bady* à Vangaindrano et *manary vady* à Farafangana. Dans ce cas, la femme ne conserve que les biens qu'elle a apportés au mariage et doit retourner vivre chez ses parents.





Promouvoir le rôle des femmes et la collaboration entre hommes et femmes en agriculture peut renforcer la sécurité alimentaire, améliorer l'apport en micronutriments et accroître la résilience des foyers.

LES APPROCHES DE PROSAR

Renforcement des compétences et accès aux ressources. ProSAR fournit des formations aux femmes et aux hommes en techniques agroécologiques et en agriculture sensible à la nutrition, tout en assurant l'accès aux matériaux et intrants nécessaires (*voir chapitre 1*). Les femmes sont également encouragées à s'organiser en groupes, tout en impliquant les hommes afin de favoriser une collaboration efficace et une meilleure compréhension mutuelle. Cette approche garantit que les récoltes soient non seulement vendues pour générer des revenus, mais également utilisées au sein du ménage, contribuant ainsi directement à l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire des familles.

Appui à la culture maraîchère. Comme mentionnée plus haut, la culture maraîchère est une activité clé des femmes dans les districts d'intervention de ProSAR, elle se pratique à proximité du foyer, génère des revenus réguliers et améliore la diversité alimentaire du ménage. En appuyant cette filière, ProSAR vise d'abord à réduire les inégalités liées aux ressources, surtout les difficultés d'accès à des terres cultivables. Cette approche permet également de mettre en avant le rôle de femmes dans la production d'aliments nutritifs et la garantie de la diversité alimentaire du ménage.

Accès à la terre. Avec son partenaire Inter Aide, ProSAR a piloté l'approche *Taninendry* qui consiste à acheter des parcelles de terre pour doter à des femmes à titre de bail pour une longue durée et en vue d'une production agricole (*voir chapitre 1.4*). Cette initiative marque un effort d'équité en termes d'accès aux ressources productives et réduire ainsi les inégalités économiques entre les hommes et les femmes. Elle marque également une autonomisation, un renforcement de capacité des femmes à prendre des décisions, et un renforcement du pouvoir décisionnel des femmes dans le choix des cultures et l'utilisation des revenus dans leurs ménages. Cette approche permet ainsi d'agir sur les aspects d'accès et le contrôle des ressources et de prise de décision.

Genre et gestion financière

CONTEXTE

D'une manière générale, les femmes sont responsables de la gestion domestique, de l'éducation des enfants et du soin au conjoint. Elles pratiquent souvent la culture maraîchère pour gagner un peu d'argent. Elles participent également aux travaux des champs et contribuent, lorsque nécessaire, à subvenir aux besoins de la famille. Les hommes, pour leur part, assument la responsabilité des travaux agricoles ou d'autres activités génératrices de revenus, gèrent les finances du ménage et veillent à la couverture alimentaire de la famille. Lorsque des décisions stratégiques concernant l'allocation des dépenses du ménage doivent être prises, elles reviennent généralement aux hommes. Les femmes n'ont qu'une capacité d'influence limitée, leurs décisions étant restreintes aux petites dépenses de moindre coût. Parfois, des traditions et normes sociales viennent exacerber cette marge de manœuvre limitée en imposant aux femmes des obligations qui empirent leurs conditions. À titre d'exemple, lors des *Hazolahy*, les femmes ont l'obligation de nourrir leurs proches dans la maison des femmes (*doby*). Elles doivent préparer (*mahandro lahatry*) et servir le repas (*manatitry lahatry*), en assumant intégralement les dépenses liées à cette pratique coutumière. Faute de moyens, beaucoup sont contraintes de s'endetter, notamment en période de disette, pour remplir ces obligations.

Les cérémonies du *Hazolahy* sont pratiquées pour les morts à l'âge adulte. C'est une marque de richesse et de prestige.

En ce qui concerne l'accès aux services financiers, selon une enquête « FinScope » en 2016, 41 % des adultes malgaches sont **exclus financièrement**, dont une même proportion de femme – 41 %²³. Les femmes ont aussi plus de difficulté à contracter des prêts auprès des institutions financières – dû au fait qu'elles n'ont pas les garanties de prêts nécessaires, souvent sous forme de capital foncier. Enfin, les dernières enquêtes EDS 2021 ont démontré que 41% des femmes de 15-49 ans dans la région Atsimo Atsinanana n'ont aucun niveau d'instruction²⁴, une tendance qui renforce encore plus la perception déjà biaisée de la société sur la capacité et la compétence des femmes à gérer la finance du ménage.



LES APPROCHES DE PROSAR

Les formations. ProSAR a fourni des formations au bénéfice des femmes à travers les structures locales établies, avec une priorité sur l'éducation financière et entrepreneuriale (*voir chapitre 2*) afin de stimuler le micro-entrepreneuriat féminin. Les modules de formation y afférents visent à renforcer la capacité des femmes et à long terme renforcer la résilience économique et nutritionnelle des ménages, en améliorant leur pouvoir de décision sur l'utilisation des revenus, l'accès à des aliments diversifiés et nutritifs, et la planification alimentaire au sein du foyer.

Les VSLA. ProSAR s'appuie sur le modèle d'épargne et de crédit communautaire pour offrir une meilleure inclusion financière des femmes dans ses zones d'intervention. Ces groupes, majoritairement composés de femmes, permettent de mobiliser l'épargne locale et d'offrir des crédits à des conditions souples et adaptées aux activités génératrices de revenus des membres. Ils ouvrent ainsi une opportunité pour les femmes de participer activement dans la vie économique de sa communauté à travers des investissements à petite échelle mais qui contribuent à favoriser leur autonomie économique, mais aussi l'amélioration durable du bien-être familial et nutritionnel – investissement dans l'actif. Ces plateformes contribuent également au renforcement des capacités en gestion financière des femmes.

Les AGR. La diversification des sources de revenus est essentielle pour réduire la dépendance à une agriculture souvent aléatoire et sécuriser les ressources financières du foyer. Alors que les hommes sont plutôt tournés vers l'agriculture, les femmes sont plutôt sensibles aux activités non agricoles. C'est pour cette raison que le projet soutient le démarrage des petits investissements dans l'artisanat, la production ou la transformation de produits (pâtes, savon, pili pili etc.) ou le petit commerce.



La masculinité positive

DÉFINITION DU CONCEPT

Conçue comme une construction sociale évolutive, la masculinité, lorsqu'elle est orientée positivement, devient un levier d'autonomisation des femmes et de promotion de l'égalité entre les sexes. Elle questionne les structures patriarcales et les dynamiques de pouvoir défavorables aux femmes, et vise à corriger les rôles rigides et les pratiques préjudiciables qui perpétuent les inégalités. Dans cette perspective, en plus de son approche transversale, le projet a choisi d'adopter une approche transformatrice sensible au genre, centrée sur la masculinité positive.

Cette orientation s'inspire des travaux de l'ONG « RWAMREC » au Rwanda. L'ONG promeut l'équité de genre à travers l'engagement des hommes en tant qu'agents de changement. La masculinité positive n'est pas une transformation contre les hommes, mais une évolution pour un vivre-ensemble plus harmonieux, plus juste et plus humain. L'approche a été expérimentée en 2019 dans la région Atsimo Atsinanana dans le cadre du projet LANN mené par WHH et l'Association « Partage ». En mobilisant hommes et garçons aux côtés des femmes, l'approche favorise des changements d'attitude durables et des améliorations concrètes des conditions de vie au sein des ménages et des communautés.

LES ENJEUX DE LA MASCULINITÉ POSITIVE

L'enjeu n'est pas de blâmer ni de mettre à l'écart les hommes, mais de les responsabiliser en tant que partenaires actifs de l'équité, de l'autonomisation économique des femmes et de la prévention des violences basées sur le genre. Il s'agit aussi de déconstruire les stéréotypes de genre qui imposent des modèles de masculinité qui reposent plus sur la force physique et émotionnelle, la prise de risque, la domination et la compétition, et permettre aux hommes de vivre au-delà de ces attentes. Par ailleurs, il est important d'offrir un modèle inspirant aux jeunes générations qui se construisent en observant les figures masculines autour d'eux. Des modèles positifs leur permettent d'apprendre l'inclusion et le refus des stéréotypes. Enfin, il faut viser l'adhésion des leaders locaux – notamment des hommes – et sécuriser leur consentement pour une communauté qui permette la participation active des femmes aux espaces communautaires.

Donné Danone et Georginah Soambazafy

Commune d'Ampasimalemy
District de Vangaindrano



Audio témoignage :



La formation à l'entraide entre conjoints et au partage des tâches domestiques, portée par ProSAR, a amélioré l'organisation du foyer, réduit la fatigue et soutenu l'activité économique du couple.

Avant ProSAR, les habitudes étaient bien ancrées. « *Suivant la tradition, je n'aidais presque jamais ma femme pour les tâches ménagères.* » Pour Donné, c'était normal que toutes les tâches concernant la maison soient réservées à la femme, « *même pour aller chercher dix seaux d'eau, c'était sa tâche et c'était à elle de le faire* » dit-il. La formation de ProSAR sur l'entraide a agi comme un déclic. Il observe la fatigue de sa conjointe et change de posture. « *Depuis qu'on s'entraide, notre vie va mieux* », confie-t-il. Donné en tire une conviction simple. « *C'est primordial de s'entraider, car nous avançons mieux et nous nous améliorons.* »

Georginah, de son côté, confirme la bascule au quotidien. « *C'est vrai qu'avant, mon compagnon ne m'aidait pas du tout. Je faisais toutes les corvées et m'occupais des enfants en même temps.* » La présence de Donné devient concrète et fiable. « *Maintenant, il est présent, il aide, et même si j'ai des choses à faire dehors, je sais qu'il sera là pour faire certaines corvées.* »

Le partage s'étend à l'activité économique. Avant, Georginah s'occupait seule de son activité de vente de pâtes. Maintenant, les rôles se complètent, elle précise « *Donné prépare les pâtes et moi, je cuisine et je vends.* » Le couple constate un mieux-être dans l'organisation et les revenus. « *Je trouve que cela améliore notre vie quotidienne. Nous étions dockers dans un magasin avant, maintenant on se focalise sur la production et la vente de pâte* », confirme Georginah.

Le voisinage a d'abord résisté à ce changement, attaché aux traditions. Le couple assume et ouvre la voie. « *J'ai préféré ignorer leur avis, et j'ai même décidé de leur enseigner cette entraide.* » Le message se diffuse, porté par l'expérience, plus de dix ménages du village se sont ouverts à cette nouvelle pratique. « *Ce sont des enseignements avantageux et bénéfiques, tant sur le plan personnel que professionnel.* » Georginah insiste sur l'essentiel. « *Quand on s'entraide entre conjoints, la vie avance plus calmement et saine-ment.* » Le couple transmet aussi une règle de bon sens pour durer. « *La communication et la tolérance sont des piliers d'un bon ménage* » a conclu Donné.





LA MÉTHODOLOGIE DE PROSAR

Le choix des participants. La méthodologie requiert une participation élargie. Les partenaires étatiques et les partenaires de mise en œuvre interviennent comme formateurs et garants de la qualité technique. Les publics cibles – hommes et femmes concernés par les interventions ou exerçant une influence sur leur déroulement – sont mobilisés avec leurs conjoints ; il peut s'agir d'agriculteurs et d'agricultrices, de représentants d'autorités locales, traditionnelles ou religieuses, ainsi que de personnels administratifs et techniques des institutions publiques. À leurs côtés, des bénéficiaires relais qui assurent la diffusion et l'ancrage des pratiques au niveau de leurs communautés respectives : paysans leaders, mères leaders et multiplicatrices. Cette configuration favorise l'appropriation collective et la durabilité des changements attendus.

Le format. La méthodologie d'origine suggère de consacrer deux jours entiers de formation pour les hommes et deux jours pour les femmes, que ce soit en parallèle, ou consécutivement. Toutefois, afin de réduire le temps de mobilisation de l'équipe formatrice et aussi afin de créer un débat entre les hommes et les femmes, ProSAR a appliqué un format alternatif avec un jour de formation pour les femmes, un jour pour les hommes, conduit en parallèle ou successivement, et un jour pour les deux sexes réunis pour permettre l'échange.

Les modules de formations. Les modules à développer suivront une progression cohérente, conçue pour renforcer, étape après étape, la compréhension et l'adhésion des communautés cibles aux enjeux d'égalité de genre. Ils aborderont d'abord la distinction entre genre, sexe et développement, puis les identités – masculinité et féminité – et les processus de socialisation qui façonnent les rôles. Ils analyseront ensuite les rapports de pouvoir et les freins qui entravent l'implication des hommes, en proposant des stratégies adaptées pour leur engagement. Cette trajectoire sera appuyée par un travail réflexif autour de la Boîte Genre, en tant qu'outil pédagogique de déconstruction des stéréotypes, et se prolongera par l'examen des journées-types des femmes et des hommes afin d'objectiver la répartition des tâches et d'identifier des leviers de transformation durables.

Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- Contourner le poids des normes sociales et la peur de la stigmatisation. Les hommes perçoivent souvent les tâches domestiques ou les soins aux enfants comme exclusivement féminins. Les interventions ont révélé qu'un homme adoptant des comportements dits **positifs** (aider à puiser l'eau, bercer un enfant, cuisiner) s'expose aux moqueries de sa communauté et de ses pairs, risquant d'être taxé de faiblesse ou d'être **dominé par sa femme**.
- La région Atsimo Atsinanana se distingue par la forte influence des *Ampanjaka* ou les rois traditionnels. Toute intervention sur le genre qui contourne ces gardiens de la tradition se heurte à un mur de résistance silencieuse. Le défi consiste à ne pas présenter l'égalité des genres comme une importation occidentale menaçant les valeurs ancestrales, mais plutôt un levier de développement communautaire efficace.
- Les interventions ont mis en lumière la difficulté de changer les habitudes des hommes plus âgés, ancrés dans leurs certitudes. Le défi est de casser ce mur de la résistance et faire de ces hommes des alliés.





Kembasoa et Grecie Alinot

Commune d'Andoharano
District de Vondrozo

130



Audio témoignage :



L'appui de ProSAR sur l'organisation du travail au sein du couple et les pratiques agricoles a renforcé l'entraide, amélioré l'alimentation et a facilité la couverture des besoins essentiels du ménage.

Une vie instable marquait le passé de Kembasoa et Grecie Alinot, « *Nous ne pouvions rien espérer de la vie que nous menions* » disait Alinot. Puis, les habitudes ont changé avec les enseignements de ProSAR sur la masculinité positive. « *Aujourd'hui, Kembra et moi, nous nous entraisons et cela nous convient parfaitement* », indique-t-il encore. Pour lui, les effets se voient dans la vie quotidienne, à la maison et dans les champs. « *Nous mangeons suffisamment parce que nous cultivons ensemble de la patate douce à chair orange, du manioc et de l'igname.* » Au-delà de cette production vivrière, le couple produit également pour le marché. « *Rien que la commercialisation de brèdes nous permet de subvenir à nos besoins de premières nécessités comme le pétrole et le sel.* »

Cette évolution ne s'est pas déroulée sans heurt. Les résistances sociales persistaient et marquaient le souvenir de Kembasoa. « *Avant, les gens nous critiquaient lorsque mon mari m'aidait aux tâches ménagères, en le considérant comme un < sahimbody > (soumis à la femme), surtout lorsqu'il cuisine ou puise de l'eau.* » Mais le regard a évolué avec la pratique. « *Ces gens ont ensuite compris que s'entraider dans un couple facilite vraiment la vie.* »

L'entraide réduit les tensions et stabilise l'organisation familiale. Alinot en souligne l'effet direct. « *L'avantage de s'entraider, c'est que l'on ne se sent pas seul à contribuer à la vie quotidienne. Quand tout repose sur une seule personne, cela peut causer beaucoup de disputes entre couples.* » Désormais, le choix est assumé, « *Nous avons choisi de nous soutenir mutuellement tout au long de notre vie de ménage.* »

Le couple entend poursuivre et diffuser ces pratiques. Grecie Alinot affirme l'engagement pris. « *Plus jamais, nous ne ferons demi-tour, comme exclure la culture maraîchère. On sait maintenant comment faire et on n'attend plus qu'un projet arrive pour se mettre à l'œuvre.* » Il adresse un message aux hommes. « *J'encourage et j'invite les hommes, comme moi, à contribuer aux tâches ménagères et à aider nos femmes, car nous avons aussi nos responsabilités.* » Kembasoa complète l'appel, « *J'encourage également les femmes à soutenir leurs maris autant qu'elles le peuvent, car c'est l'un des piliers de l'évolution de la vie du ménage.* »

BONNES PRATIQUES

- Promouvoir l'enseignement clé que le changement ne peut s'opérer individuellement : il faut créer une **masse critique** d'hommes modèles pour normaliser ces nouveaux comportements et transformer la pression sociale négative en une émulation positive.
- L'incontournable implication des autorités traditionnelles. Identifier et former des **champions** parmi ces chefs coutumiers. Lorsqu'un chef traditionnel valide publiquement la non-violence ou l'accompagnement de la femme au centre de santé, le message acquiert une légitimité culturelle immédiate que les animateurs de projet ne peuvent obtenir seuls.
- La gestion des ressources économiques du ménage comme levier de transformation. En promouvant le dialogue conjugal autour du budget familial, les hommes réalisent qu'une gestion concertée et apaisée des revenus mène à une prospérité tangible pour le ménage. La masculinité positive est alors recadrée non pas comme une perte de pouvoir, mais comme une capacité de gestionnaire responsable et visionnaire – *Le bon chef de famille est celui qui planifie avec sa femme.*
- L'approche intergénérationnelle pour briser le cycle. Un enseignement crucial a été l'efficacité de cibler les jeunes couples et les adolescents. Il est plus aisé d'inculquer des notions de respect mutuel et de partage des tâches au moment de la formation du couple ou avant le mariage. Cependant, pour éviter le conflit intergénérationnel, ces jeunes doivent être soutenus par des **mentors** plus âgés, prouvant que la masculinité positive est une évolution nécessaire de la tradition, et non sa négation.



6.2 Synergie et collaboration

Un ciblage stratégique

La possibilité de générer des effets de synergie constitue un des critères de sélection des communes d'intervention de ProSAR. Ces synergies concernent notamment les autres projets de la GIZ et les programmes d'autres bailleurs de fonds. Au-delà du choix des communes, ProSAR a mis l'accent sur un partenariat avec des organisations de mise en œuvre disposant déjà d'une forte présence et d'une crédibilité au niveau local. Cette articulation stratégique permet à ProSAR de travailler de manière complémentaire dans les districts de Vangaindrano (11 communes), Farafangana (9 communes) et Vondrozo (4 communes).

Des compétences combinées

L'effet combiné de ces partenariats est une mise en œuvre plus cohérente et intégrée, où les interventions en sécurité alimentaire, nutrition, WASH et agroécologie se renforcent mutuellement. Ainsi, ProSAR parvient à créer des dynamiques locales de changement durable tout en capitalisant sur les forces spécifiques de chacun de ses partenaires, qui se présentent comme suit :

- **WHH** concentre ses interventions sur des thématiques WASH (accès à l'eau potable, hygiène, dispositifs comme tippy-taps et Sato Taps), ainsi que sur la santé maternelle et la nutrition communautaire (approche LANN, *care groups*, changement de comportements). Son expertise en mobilisation communautaire et en animation de masse constitue un levier essentiel pour l'appropriation locale.
- **GSDM** apporte son expertise technique en agroécologie et gestion des ressources naturelles (gestion des zones tampons, conservation des sols, approches CEP dans les collines, diversification des cultures). Grâce à son expérience dans la promotion de pratiques agricoles résilientes, GSDM complète l'approche nutritionnelle de ProSAR en renforçant la disponibilité alimentaire locale.
- **Inter Aide** s'appuie sur une longue expérience en matière d'organisation communautaire et de développement rural. Elle intervient notamment dans l'agriculture vivrière (pois de terre, sésame,



maraîchage), la diversification des revenus (AGR comme l'élevage de lapins, reboisement) et la structuration des groupements paysans. Sa forte implantation locale et son approche participative (*bottom-up*) favorisent la confiance et une grande proximité avec les bénéficiaires.

En plus des expertises individuelles de chacun des ONG partenaires, ProSAR a également permis un renforcement mutuel de compétences entre celles-ci, à travers la plateforme d'apprentissage, où les personnels des ONG peuvent élargir leurs champs de compétence à travers des échanges et formations. De ce fait, ProSAR s'assure que ses bénéficiaires reçoivent des services équitables en qualité, à travers les paquets d'activités fournis.

Une alliance stratégique avec les STD

Loin d'agir en parallèle, le projet s'inscrit dans une démarche de complémentarité opérationnelle avec les directions régionales des ministères partenaires (MINAE, MinSANP, MPS, MEN et « Ministère de la Communication et de la Culture »). En plaçant les STD au cœur du dispositif d'intervention au niveau des communautés, le projet favorise l'appropriation locale. Cette alliance se matérialise par :

- Un alignement stratégique : Les activités du projet sont harmonisées avec les besoins et priorités de la région ;
- Une expertise partagée : Les techniciens de l'État apportent leur expertise technique et connaissance aiguisée de la zone, à travers les formations des paysans relais et autres structures communautaires, tandis que le projet fournit l'appui logistique et financier nécessaire au déploiement de ces activités sur terrain.
- Un renforcement de capacité : À travers les formations conjointes et les suivis et évaluations mixtes, le projet renforce les compétences des agents de l'état, assurant ainsi un transfert de savoir-faire, surtout autour de la thématique de la gestion de projet et de programme de développement.
- Une formalisation des rôles des paysans relais, à travers leur certification et leur intégration institutionnelle, afin d'assurer la pérennité des activités, et en matérialisant ainsi la reconnaissance du MINAE.

Les visites d'échange

Les visites d'échange constituent un levier de synergie en créant un espace concret où les acteurs peuvent apprendre, s'inspirer, adapter et co-construire. Pour ProSAR, elles ont eu lieu entre fokontany, entre districts du projet, entre différentes régions, voire à l'international. En effet, il semble que l'adoption des bonnes pratiques soit plus rapide et plus efficace dans certaines zones que dans d'autres, tandis que les visites favorisent les discussions et les échanges éducatifs entre structures communautaires sur les pratiques retenues. Les visites d'échange accélèrent la diffusion des innovations entre les projets et standardisent les bonnes pratiques. Les projets se renforcent mutuellement et gagnent en efficacité collective. À titre d'exemple, ProSAR a organisé des voyages d'échange stratégiques vers des pays modèles dans le domaine de la fortification alimentaire, l'Inde et Sénégal.

Synergies avec les projets de la GIZ dans la région Atsimo Atsinanana

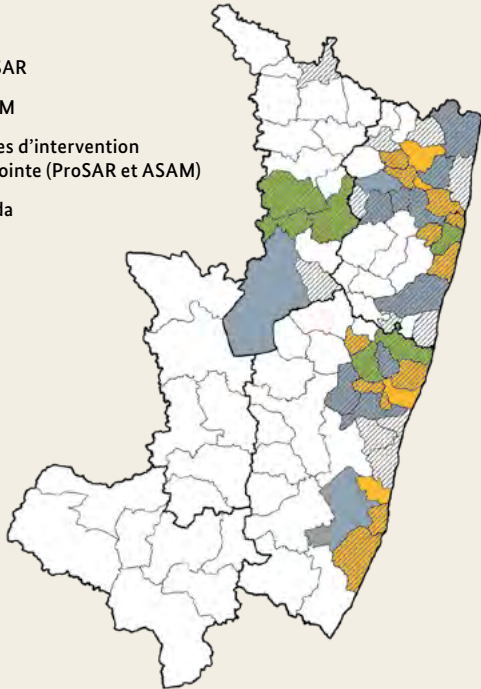
La coopération de ProSAR avec les autres projets de la GIZ s'est avérée déterminante. En effet, la sécurité alimentaire à Madagascar constitue un défi transversal qui exige la mutualisation des ressources et des expertises. Cette démarche a visé à créer de véritables synergies pour capitaliser sur les approches probantes, réduire les redondances opérationnelles et concevoir des réponses complémentaires. Concrètement, elle a instauré un cadre structuré de partage de connaissances et de bonnes pratiques entre équipes, optimisé l'allocation des moyens en limitant les doublons, et amplifié l'effet combiné des interventions aux niveaux politique, régional et communautaire. Elle a enfin favorisé l'émergence d'approches évolutives, susceptibles d'être adaptées et reproduites dans d'autres territoires, afin d'accroître la portée et la durabilité des résultats.

Dans le cadre de ProSAR une collaboration étroite a été mise en place avec les projets PrAda et ASAM spécifiquement dans la région de Atsimo Atsinanana.



Carte des zones d'intervention ProSAR, ASAM et PrAda

- ProSAR
- ASAM
- Zones d'intervention conjointe (ProSAR et ASAM)
- PrAda



SYNERGIES AVEC PRADA

Le projet PrAda concentre ses efforts sur une transformation durable des systèmes économiques ruraux. Il renforce la résilience des acteurs des chaînes de valeur ciblées en consolidant leur capacité à anticiper les chocs, à s'adapter et à relancer leur activité. Parallèlement, il promeut des systèmes de production compatibles avec les aléas climatiques, par des pratiques et technologies qui sécurisent les rendements tout en préservant les ressources naturelles. Le dispositif appuie également le développement de services financiers adaptés au risque climatique, incluant des mécanismes d'assurance et des financements qui facilitent l'investissement productif et la gestion des pertes. Le projet renforce les compétences économiques des producteurs et des entreprises et améliore leur accès aux marchés, en facilitant la mise en relation, la conformité aux exigences de qualité et la circulation de l'information. Par cette approche intégrée, PrAda vise une croissance inclusive et résiliente, au bénéfice des territoires et de la sécurité alimentaire.

La coopération entre ProSAR et PrAda a été particulièrement active du fait du chevauchement des communes cibles, rendant indispensable une coordination thématique et opérationnelle. Parmi les activités communes :

- **Kit *Miatrika*** : utilisation du kit de PrAda pour les bénéficiaires de ProSAR pour une sensibilisation au changement climatique, introduction de mesures pratiques d'adaptation (haies brise-vent, bandes antiérosives), gestion des risques climatiques en collaboration avec le service météorologique régional
- **FBS** : renforcement des compétences entrepreneuriales et commerciales, intégration des producteurs de ProSAR dans les chaînes de valeur agricoles de PrAda
- **Égalité de genre** : sessions conjointes sur la masculinité et la féminité positives, promotion du rôle actif des femmes dans la sécurité alimentaire
- **VSLA** : ateliers conjoints pour renforcer les capacités économiques des ménages
- **Compétences agricoles et nutritionnelles** : formations conjointes combinant techniques agroécologiques, production de légumes et suivi nutritionnel
- **Démonstrations culinaires** : soutien de ProSAR pendant les formations de PrAda pour que le repas préparé collectivement soit nutritif, incluant démonstrations de recettes à base de produits locaux et animations favorisant l'échange de savoir-faire au sein du groupe
- **Fortification alimentaire avec mirary.coop** : coordination avec les coopératives de PrAda pour la production des ingrédients de bouillons fortifiés, amélioration des standards de qualité et préparation de partenariats d'approvisionnement durables

SYNERGIES AVEC ASAM

ASAM oriente son action vers le développement durable de l'aquaculture et l'amélioration des moyens d'existence des ménages ruraux. Le programme œuvre pour le renforcement et la promotion de la pisciculture afin d'accroître, de manière régulière et sûre, la disponibilité de produits aquatiques de qualité. Il accompagne la professionnalisation des exploitations familiales pour renforcer leur insertion dans les chaînes de valeur, sécuriser leurs revenus et favoriser des investissements productifs. Parallèlement, il agit sur les conditions-cadres en appuyant la mise en conformité réglementaire, la planification territoriale et la gestion responsable des écosystèmes aquatiques. Cette combinaison d'appuis techniques, organisationnels et institutionnels crée un environnement propice à une aquaculture compétitive et





résiliente, capable de contribuer à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et à la préservation des ressources naturelles.

La collaboration avec ASAM, a permis d'articuler la dimension nutritionnelle et la diversification alimentaire, en mobilisant l'aquaculture paysanne comme levier de disponibilité d'aliments d'origine animale riches en nutriments essentiels, renforçant ainsi la qualité des régimes alimentaires et la résilience des ménages ruraux. Les actions menées conjointement concernent les volets ci-après :

- **Rizipisciculture et innovation technique** : ASAM a mené des études de faisabilité afin d'identifier le potentiel aquacole dans la région d'Atsimo Atsinanana. En complément, des sessions de formation ont été organisées au profit des producteurs bénéficiaires de ProSAR sur les techniques d'alevinage, de grossissement et la fertilisation combinée riz-poisson, ce qui constitue une activité d'AGR dans le cadre de ProSAR.
- **Renforcement des capacités techniques des partenaires** : Des formations croisées ont été conduites entre partenaires : ASAM, via son partenaire de mise en œuvre APDRA, a renforcé les capacités des partenaires de ProSAR (WHH, GSDM, DRPEB) en techniques aquacoles – production d'alevins et conduite d'élevage du tilapia du Nil – tandis que ProSAR a transféré son expertise en nutrition sensible et en sécurité alimentaire.
- **Sensibilisation à la consommation de poisson et diversification alimentaire** : Les activités de sensibilisation conjointes ont été menées sous forme d'ateliers sur les bénéfices nutritionnels du poisson, avec intégration des messages clés dans les programmes d'éducation nutritionnelle, afin de promouvoir et d'accroître la consommation de poisson au sein des ménages cibles.
- **Organisation communautaire et échanges** : La structuration de groupements piscicoles et la gestion collective des étangs ont été appuyées par ProSAR afin de renforcer la gouvernance locale et l'efficacité opérationnelle. Des visites d'échange avec des producteurs expérimentés d'autres zones ASAM ont permis de diffuser les bonnes pratiques et de transférer les compétences à Atsimo Atsinanana.

- **Dimension genre et inclusion** : Grâce aux formations en nutrition de ProSAR, transmises aux techniciens d'APDRA, APDRA peut intégrer le module nutrition dans ses formations techniques en aquaculture. Comme la nutrition est traditionnellement une sphère féminine, cette approche permet d'attirer davantage de femmes aux formations techniques, tout en renforçant leur participation à la diffusion des bonnes pratiques et aux processus décisionnels.

Collaboration avec des projets de la GIZ dans d'autres zones à Madagascar

La collaboration avec les autres projets de la GIZ s'est appuyée sur un appui mutuel entre initiatives, chacune apportant son expertise thématique spécifique. Ces échanges ont pris la forme de partages de bonnes pratiques, le renforcement mutuel des compétences, permettant d'intégrer de manière cohérente l'agroécologie, la nutrition, l'égalité de genre et la gouvernance foncière. Ces collaborations ont été déployées sous forme d'échanges entre pairs dans les régions de Boeny, Diana, Atsimo Andrefana, Analamanga et Androy.

SYNERGIES AVEC PROSOL

Le projet « Protection et Réhabilitation des Sols pour Améliorer la Sécurité Alimentaire » (ProSol) oriente son intervention vers la transformation durable des systèmes de production par l'extension à grande échelle de pratiques agroécologiques garantissant la protection et la réhabilitation des sols. Le programme consolide des systèmes semenciers performants, articulant dispositifs de production et de contrôle de la qualité (GPS) et réseaux de boutiques semencières pour assurer la disponibilité variétale et la diffusion d'intrants adaptés. Il promeut parallèlement la conservation des sols et la gestion responsable des ressources naturelles, en intégrant les impératifs d'adaptation climatique et de restauration des écosystèmes. L'action s'appuie sur l'organisation et la structuration des producteurs afin de renforcer les capacités techniques, la gouvernance locale et les liens avec les marchés. Par cette approche intégrée, ProSol contribue à une résilience alimentaire accrue et à l'amélioration durable des moyens d'existence.

La collaboration avec ProSol a permis de combiner la protection et la réhabilitation des sols avec la dimension nutritionnelle et la diversification alimentaire, en intégrant des pratiques agroécologiques et des systèmes

semenciers performants dans les interventions de ProSAR. Les pratiques échangées :

- **Visites et démonstrations techniques** : échange sur la production de semences et le maraîchage, les pratiques agroécologiques (rotation des cultures, soja, sorgho, manioc à cycle court, bandes enherbées au vétiver) et l'usage de variétés à enracinement profond pour accroître la résilience à la sécheresse et améliorer la gestion de l'eau ; diffusion des bonnes pratiques entre producteurs expérimentés et débutants dans différentes zones.
- **Structuration des producteurs** : appui à l'organisation et à la structuration des groupements de producteurs et des associations de femmes ; renforcement de la cohésion des membres et promotion de la vie associative autour de la production alimentaire et semencière.
- **Nutrition et diversification alimentaire** : ProSAR partage ses approches de nutrition sensible et d'agroécologie intégrée ; formation et sensibilisation des producteurs à une alimentation diversifiée et équilibrée ; mobilisation de sites nutritionnels communautaires et réalisation de démonstrations culinaires.

SYNERGIES AVEC PAGE

Le « Programme d'Appui à la Gestion de l'Environnement » (PAGE, remplacé par le « Programme d'Appui au Développement Durable et Intégré des Communautés et des Ecosystèmes ») oriente son intervention vers une transition écologique articulant énergie renouvelable et aménagement durable des territoires. Le programme consolide la gestion participative des mangroves et des forêts et appuie leur restauration pour préserver les services écosystémiques, réduire les risques climatiques et sécuriser les moyens d'existence. Il développe des systèmes d'agroforesterie intégrés et professionnalise l'apiculture afin de diversifier les revenus, améliorer la pollinisation et renforcer les chaînes de valeur locales. Enfin, PAGE soutient les cadres institutionnels et l'organisation des groupes d'intérêt et des producteurs, pour améliorer la gouvernance, la coordination multi-acteurs et la durabilité des investissements au niveau communal et régional.

La collaboration avec PAGE a permis de combiner les approches environnementales et agroécologiques de ProSol et ProSAR avec les dimensions organisationnelle et participative de PAGE, renforçant la gestion durable

des ressources naturelles et la structuration des producteurs. Les pratiques échangées :

- **Visites et démonstrations techniques** : échange sur les sites de ProSAR pour l'agroforesterie et sur les sites de PAGE pour l'apiculture, intégration de bonnes pratiques environnementales et de techniques de restauration des mangroves ;
- **Structuration des producteurs** : accompagnement pour l'organisation et l'opérationnalisation des groupes d'intérêt commun et des producteurs locaux.

SYNERGIES AVEC PROPFR

Le « Projet pour la Promotion d'une Politique Foncière Responsable » (ProPFR) oriente son intervention vers le renforcement durable de la gouvernance foncière au bénéfice des populations rurales. Le programme améliore l'accès au foncier en simplifiant les démarches, en rapprochant les services et en sécurisant les transactions. Il consolide les cadres institutionnels et les procédures, depuis l'enregistrement jusqu'à la délivrance des certificats fonciers, pour garantir des droits d'usage et de propriété clairs et opposables. La participation de la société civile est structurée tout au long du cycle des politiques publiques, de la formulation à la mise en œuvre, afin d'ancrer les principes de responsabilité et d'inclusion. Parallèlement, ProPFR renforce les capacités des acteurs de la gouvernance locale pour une gestion intégrée et transparente, appuyée par des outils de planification, des systèmes d'information et des mécanismes de prévention des conflits. Cette approche crée les conditions d'une sécurisation foncière équitable et d'un développement territorial durable.

La collaboration avec ProPFR a permis de combiner les approches de sécurisation foncière et de gouvernance avec les activités agricoles et nutritionnelles de ProSAR, renforçant ainsi l'accès aux ressources et la résilience des producteurs. Les pratiques échangées :

- **Visites et démonstrations techniques** : mise en relation entre producteurs et services financiers, accompagnement à la réalisation groupée de certificats fonciers ;
- **Structuration des producteurs** : facilitation de la participation des communautés et des femmes dans l'organisation locale et la gestion des terres.

Joëline Razana
Commune d'Andoharano
District de Vondrozo



La formation agricole sans discrimination et l'accès au VOAMAMI, portés par ProSAR, ont permis à une ménagère sans terre de louer puis d'acquérir une parcelle à son nom, d'améliorer ses revenus et de renforcer son autonomie.

Audio témoignage :



« Chez nous, les femmes n'héritent pas les terres » explique Razana Joëline. « Lorsque ProSAR est arrivé, ils n'ont pourtant pas fait de discrimination et nous ont formées à l'agriculture. » Sans terrain, elle loue d'abord une parcelle et y plante des carottes. « J'ai cultivé six parcelles et cela m'a permis de gagner 250 000 Ar. » Le propriétaire décide de vendre et lui propose l'achat. Joëline a dû engager un prêt au niveau du VOAMAMI pour compléter la somme due. L'acte de vente est signé à son nom, une étape qu'elle qualifie de déterminante.

Le changement se mesure au quotidien. « Avant de posséder un terrain, je m'occupais d'égrener le riz des autres pour gagner un peu d'argent. » Elle résume l'effort et la maigre rémunération d'hier. « Il fallait piler 60 à 66 mesures de paddy pour gagner 3 à 4 mesures de riz blanc. » Aujourd'hui, la production de carottes sécurise mieux les dépenses du foyer. « Avec mon terrain, je suis heureuse et financièrement sereine. »

Joëline a bénéficié des visites d'échanges entre paires organisées par ProSAR. Les acquis sont allés au-delà des compétences techniques et ont ouvert de nouveaux horizons inattendus. « Je n'aurais jamais imaginé voir Majunga, Antsirabe ou même Antananarivo, mais grâce à ProSAR, c'est devenu possible » dit-elle.

Joëline tient à adresser un message à la communauté. « Même si vous n'avez pas de terrain, participez aux formations proposées par les projets et pratiquez, car cela peut vraiment vous aider à sortir de la misère. Soyez motivés et cultivez. » Elle précise enfin son choix pour l'avenir. « Je léguerai mes terres à mes enfants, y compris à mes filles, car c'est une femme qui les a acquises ; elles pourront donc en hériter à leur tour. »



Collaborations avec des acteurs académiques

Un facteur clé du succès du projet réside dans l'articulation de l'expertise académique et la mise en œuvre opérationnelle. La combinaison de l'analyse scientifique et de la mise en œuvre pratique a généré une valeur ajoutée significative, offrant des enseignements directement exploitables – certains pour l'ajustement et l'orientation de ProSAR, d'autres pour la conception de futures interventions.

UNE RECHERCHE APPLIQUÉE ACCOMPAGNATRICE

ProSAR a été accompagné par un projet de recherche appliquée « Accord-M », réalisée par l'Université Humboldt de Berlin en étroite coopération avec l'Université d'Antananarivo à Madagascar. Cette coopération, qui s'est déployée sur trois ans à partir de 2020 a abouti à la publication de multiples études et articles scientifiques ainsi que des *policy briefs*, et a permis de générer des connaissances scientifiques et fournir des recommandations pratiques pour ProSAR. Les études et *policy briefs* ont été élaborés afin d'analyser les déterminants de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les pratiques et préférences des ménages, ainsi que les effets et options d'intervention, dans le but d'orienter des actions de développement plus sensibles à la nutrition, adaptées au contexte local et fondées sur des données probantes.

À titre d'exemple, un volet d'Accord-M a porté sur l'analyse de la déviance positive (*Positive Deviance*)²⁵. Vingt-deux ménages ont été identifiés comme présentant un meilleur état nutritionnel dans des contextes comparables. Ces ménages se caractérisent par une diversification de leur production alimentaire, une consommation accrue de légumes et des stratégies de commercialisation innovantes. L'analyse des déterminants met également en évidence la complexité des facteurs influençant l'état nutritionnel dans la région d'intervention, parmi lesquels l'accès au marché, l'élevage, le revenu, le traitement de l'eau, l'hygiène et les comportements alimentaires. À titre d'illustration, un meilleur accès au marché s'est révélé être un facteur clé de la diversification alimentaire.

APPUI DE PROSAR AUX PROJETS DE RECHERCHES UNIVERSITAIRES

La recherche appliquée appuyée par ProSAR a permis d'intégrer, de manière pratique, les étudiants dans le projet : deux mémoires de master²⁶ ont été directement consacrés aux activités de ProSAR notamment l'alimentation des femmes en âge de procréer et des enfants de moins de deux ans, y compris l'enrichissement de farines infantiles. Ces travaux ont été encadrés par les conseillers techniques du projet. En complément de ces deux mémoires de master directement liés aux activités du projet, une thèse de doctorat a approfondi l'analyse en amont de l'intervention. La collecte des données s'est faite au début de la mise en œuvre de ProSAR, et la recherche a abouti à une récente publication. La thèse a porté sur l'analyse préalable à l'intervention, en documentant la situation initiale dans la région Atsimo Atsinanana pendant la période de soudure, marquée par une pénurie alimentaire post-cyclonique. Elle montre que l'amélioration du statut nutritionnel des ménages dépend de plusieurs facteurs : fonctionnement des marchés, diversification des cultures, importance de l'élevage, multiplicité des sources de revenu, ainsi que certaines caractéristiques des ménages, notamment le niveau d'éducation de la mère. Une évaluation des solutions généralement promues avant la mise en œuvre souligne la nécessité de privilégier l'autosuffisance alimentaire, tout en tenant compte des préférences liées au genre et des spécificités locales. L'étude insiste sur l'importance de ne pas alourdir la charge de travail des ménages et recommande des solutions durables et de long terme, capables de renforcer la résilience et d'améliorer la nutrition de manière continue.

APPUI À LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA FORTIFICATION ALIMENTAIRE

En 2024, une étude sur l'économie politique de la fortification alimentaire à Madagascar a été réalisée par une chercheuse de l'« International Food Policy Research Institute »²⁷. L'objectif était de mieux comprendre l'environnement favorable et les principaux obstacles à la diffusion de la fortification alimentaire. Les résultats, présentés pour la première fois en janvier 2024, contribuent au développement de politiques publiques plus efficaces en matière de fortification alimentaire à Madagascar, y compris la régulation, la normalisation et le suivi des aliments fortifiés. ProSAR a intégré ces recommandations dans des activités concrètes, assurant ainsi que la recherche se traduit directement en mesures pratiques.

Cette étroite articulation entre recherche, pratique et formation académique a permis de créer une boucle d'apprentissage continue, améliorant non seulement la qualité de la mise en œuvre du projet, mais favorisant également la reproduction durable des mesures efficaces. Les connaissances acquises constituent une base solide pour les projets futurs et contribuent à l'amélioration durable de la situation nutritionnelle dans la région d'intervention.



ProSAR
transversal



Autres
documents



Synèrgies



*Paper et
Policy Briefs
d'Accord-M*



Plans
Communautaires
Participatifs



Audio
témoignages
supplémentaires



Émissions
Radio



Radio Soap



Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- La synchronisation des calendriers entre les partenaires et collaborateurs était parfois difficile, en particulier en ce qui concerne les processus de recherche scientifique.
- L'articulation des modalités de mise en œuvre devrait prendre en compte les intérêts et les priorités de chacun.

BONNES PRATIQUES

- Aligner explicitement les objectifs et les responsabilités entre les projets.
- Dédier des ressources – financières, humaines et temporelles, pour la coopération.
- Anticiper les synergies dès l'amorçage des projets, au moyen d'ateliers conjoints de planification et d'un calendrier partagé des jalons.
- Institutionaliser les formats d'échanges réguliers entre équipes.



7



Suivi, évaluation
et ancrage



Le succès de ProSAR ne dépend pas uniquement de la qualité des interventions techniques, mais aussi de la solidité de son système de pilotage. Dans un contexte marqué par des crises multiples, une vulnérabilité climatique chronique et une insécurité alimentaire et nutritionnelle persistante, il est essentiel de mesurer les progrès, de capitaliser sur les expériences et de renforcer les capacités des acteurs locaux. Ce chapitre examine le système pour montrer comment il suit et évalue les actions (suivi-évaluation), comment il organise et partage les connaissances acquises afin d'améliorer continuellement les pratiques (gestion des connaissances et apprentissage), et comment il prépare la transition après la fin du projet (ancrage). Les informations et enseignements présentés dans ce chapitre sont structurés de manière à pouvoir être utilisés par d'autres acteurs pour planifier et mettre en œuvre des interventions futures dans la région d'Atsimo-Atsinanana.

7.1 Le système de suivi et évaluation

Un pilotage axé sur les résultats

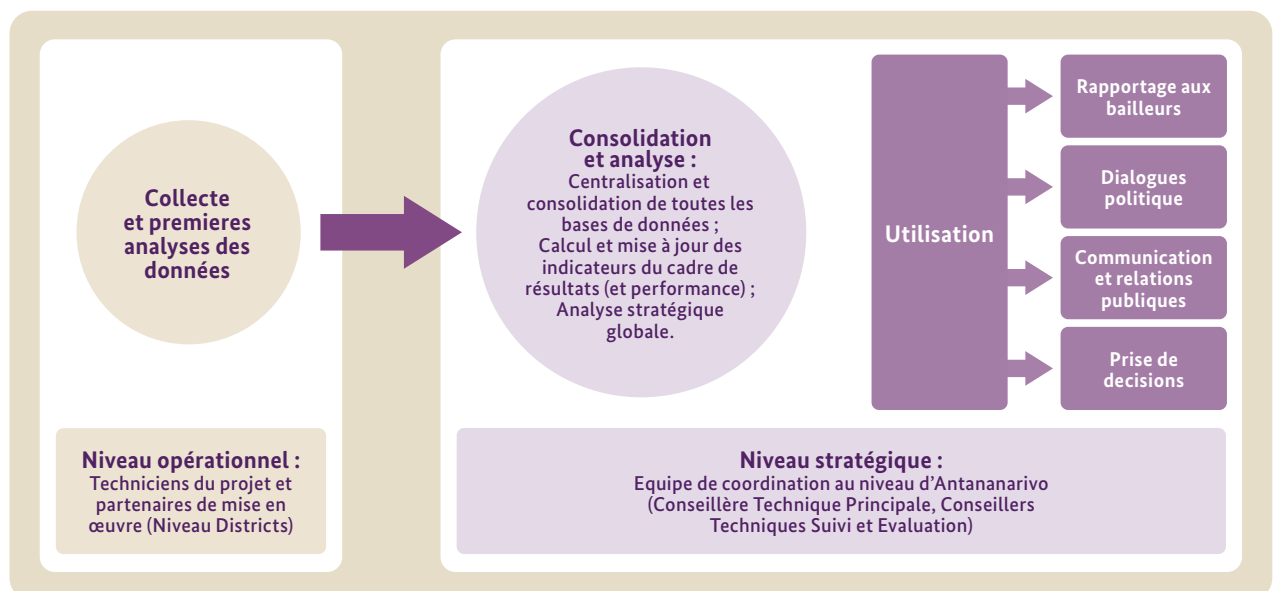
Le système de Suivi et Évaluation (S&E) de ProSAR dépasse le simple comptage des activités. Il est ancré dans une approche de gestion axée sur les résultats, qui vise à suivre en continu les changements concrets observés au niveau des groupes cibles, notamment en matière de pratiques et de comportements nutritionnels. Dans cette logique, les activités et les ressources mobilisées sont conçues non comme des finalités, mais comme des leviers adaptables

au service des résultats recherchés. L'architecture du S&E repose sur une chaîne causale des résultats, définie dès la phase de conception de ProSAR. Elle s'appuie sur un cadre logique qui articule effets attendus et hypothèses causales, permettant de comprendre comment les interventions sont censées produire des changements mesurables au niveau des groupes cibles.

Flux de données

Le système est conçu pour remonter l'information du niveau opérationnel (sur le terrain dans 24 communes d'intervention issues des trois districts de Atsimo Atsinanana, et les sites d'intervention de Helen Keller Intl) vers le niveau stratégique à Antananarivo pour la coordination et le rapportage au siège de la GIZ et au BMZ. De cette façon, le flux de données se fait à deux niveaux :

- **Niveau opérationnel** : Les techniciens de ProSAR et les partenaires de mise en œuvre collectent les données primaires. Cette même équipe assure le contrôle qualité (nettoyage des données) et la première analyse. Les données sont ensuite acheminées au niveau d'Antananarivo.
- **Niveau stratégique** : L'équipe de coordination consolide les données pour renseigner les indicateurs du cadre de résultats. Elle utilise également ces informations pour le dialogue politique avec les ministères et autres partenaires nationaux et internationaux et le rapportage aux bailleurs.





Collecte de données

SUIVI DE ROUTINE

Dans le cadre du suivi de routine et de l'assurance qualité, l'équipe technique ProSAR effectue des visites régulières sur le terrain afin d'apprécier directement la mise en œuvre des activités et d'identifier les défis. Ce suivi est complété par la documentation régulière des activités par les partenaires de mise en œuvre, qui collectent de manière systématique les données quantitatives et les mettent à disposition de l'équipe ProSAR. Un échange étroit et continu avec les partenaires constitue un pilier central du dispositif de suivi. Il s'appuie sur des mécanismes de concertation réguliers et une communication fluide, permettant de partager les avancées, de discuter de la qualité des interventions et de renforcer la cohérence globale de la mise en œuvre sur le terrain.

UN DISPOSITIF D'ENQUÊTES

En outre, depuis 2020, ProSAR a mis en place un dispositif structuré de collecte et d'analyse de données. L'étude de référence, l'étude de mi-parcours et l'étude finale, dites *Follow-Up Survey* ou FUS, constituent le cadre de la mesure des effets au niveau des résultats (*outcomes*), y compris l'évaluation de changement des comportements sociaux. En complément, des évaluations annuelles, dites *Output Assessments*, portent principalement sur les niveaux de réalisation (*output*), notamment sur l'évolution des connaissances du groupe cible. L'ensemble de ces analyses alimente la planification opérationnelle, éclaire les décisions stratégiques et contribue à la redevabilité du projet.

Follow-Up Survey. Pour garantir la qualité, la pertinence et la fiabilité des données collectées, les enquêtes ont été conduites grâce à une coopération étroite entre consultants internationaux et nationaux. Cette collaboration a permis de combiner l'expertise méthodologique, scientifique et l'expérience terrain locale, assurant ainsi que les outils de collecte soient adaptés au contexte malgache, que les données soient correctement collectées et supervisées, et que l'ensemble du processus respecte les standards internationaux de qualité.

Afin de garantir une comparabilité adéquate, la collecte des données a systématiquement eu lieu au mois de mars, période correspondant à la fin de la principale saison agricole à Madagascar, juste avant la récolte du riz. Ce moment charnière du calendrier agricole est souvent marqué par l'épuisement des stocks alimentaires et une insécurité alimentaire accrue, communément appelée *saison de soudure*.

Le système suit une méthodologie de collecte et d'analyse de données mixtes, la **collecte de données quantitatives** a été complétée par des dispositifs de **collecte qualitative**. Des focus groupes ont été organisés dans le cadre de l'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages (FUS). Cette approche a permis de trianguler les informations qualitatives avec les résultats quantitatifs, afin de mieux comprendre la perception des groupes cibles face à l'insécurité alimentaire. Elle s'est révélée essentielle, dans la mesure où les données statistiques peuvent parfois masquer les réalités vécues sur le terrain. Les discussions en groupe ont ainsi permis d'identifier les écarts entre les critères techniques d'insécurité alimentaire et les stratégies d'adaptation effectivement mises en œuvre par les ménages vulnérables.

➤ 2020 : Baseline 400 femmes en âge de procréer

L'enquête a été conçue comme une étude de référence visant à produire des données fiables et statistiquement représentatives sur la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages dans la zone d'intervention. Un échantillon de 400 couples mère-enfant (enfants âgés de 6 à 23 mois) a été réparti proportionnellement à la population communale, selon une stratégie d'échantillonnage aléatoire à deux degrés. Cette méthodologie respecte les lignes directrices du programme mondial et garantit une représentativité globale à l'échelle du programme.

➤ 2023 : FUS 304 Bénéficiaires et 304 Contrôle

L'enquête FUS a reposé sur un échantillonnage stratifié à deux degrés, avec une sélection aléatoire de 76 fokontany (38 fokontany bénéficiaires et 38 fokontany témoins, servant de groupe de contrôle) dans les trois districts d'intervention de Farafangana, Vondrozo et Vangaindrano, proportionnelle à la population ciblée. Dans chaque fokontany, huit ménages comprenant une femme avec un enfant de 6 à 23 mois ont été enquêtés selon la méthode du pas de tirage. Cette approche permet de comparer les groupes bénéficiant du projet avec le groupe de contrôle, tout en assurant une représentativité suffisante pour évaluer l'impact de l'intervention.

➤ **2025 : Endline 200 Bénéficiaires et 200 Contrôle**

Comme pour le FUS, pour l'endline 50 fokontany ont été sélectionnés dans les trois districts d'intervention (25 bénéficiaires et 25 témoins). Dans chaque fokontany, huit ménages comprenant une femme en âge de procréer avec un enfant de 6 à 23 mois ont été choisis aléatoirement. Cette méthode permet de comparer les zones bénéficiant du projet avec les zones témoins.

Output Assessment. L'équipe de suivi-évaluation a réalisé des évaluations annuelles d'outputs portant sur les connaissances et pratiques des bénéficiaires (nutrition, hygiène, agriculture, gestion financière, composantes 1-3). Les données ont été collectées via l'outil numérique Kobo Toolbox par des enquêteurs locaux formés, intervenant chaque année entre octobre et décembre pour garantir la comparabilité des résultats. Le processus, conforme aux normes de protection des données de la GIZ, a été mis en œuvre selon une méthodologie statistiquement rigoureuse pour assurer la représentativité des résultats. L'analyse des données a été réalisée par ProSAR, avec l'appui d'une unité spécialisée de la GIZ. Les indicateurs des outputs 4 et 5 ne relèvent pas des évaluations annuelles. Leur nature appelle principalement une vérification administrative plutôt qu'une collecte de données.

Par ailleurs, un **suivi du matériel** a été réalisé afin de vérifier l'état et la fonctionnalité des biens distribués, tels que les radios solaires et les équipements agricoles. Cette démarche de type visite de terrain vise non seulement à s'assurer du bon usage des équipements, mais aussi à recueillir les retours qualitatifs des bénéficiaires sur leur utilité et leur pertinence.

Les indicateurs

Afin de mesurer son avancement et ses succès, ProSAR utilise des indicateurs à double entrées, les indicateurs de performance ou *outputs indicators* et les indicateurs de résultats ou *outcome indicators*.

LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Ils apprécient les progrès réalisés au regard des cibles fixées, c'est-à-dire le niveau de mise en œuvre conforme aux objectifs et aux plans établis. Pour mesurer ces

indicateurs, ProSAR utilise principalement les résultats de l'*Output Assessment*, complétés par les données quantitatives des partenaires de mise en œuvre (nombre de personnes atteintes), ainsi que par des enquêtes. Pour ProSAR, on peut citer les indicateurs suivants :

- **Amélioration des connaissances de la nutrition et de l'hygiène.** Afin d'améliorer l'application dans les pratiques quotidiennes, cet *output* se concentre sur le renforcement des connaissances. Il est suivi à travers trois indicateurs portant sur les domaines de la nutrition, de l'hygiène et de la didactique (*voir chapitre 3*) :
 - **Les multiplicatrices formées** atteignent 70 % du **niveau de compétences**, mesuré à travers leurs connaissances en nutrition, hygiène et techniques de transfert de connaissance.
 - **Les femmes formées maîtrisent** 70 % des **connaissances** transmises en nutrition et hygiène.
 - **Les femmes formées connaissent** l'importance des aliments fortifiés (surtout le sel iodé).
- **Disponibilité d'aliments à haute valeur nutritive.** Cet *output* vise à renforcer la disponibilité régulière des aliments diversifiés et riches en nutriments tout au long de l'année. L'amélioration recherchée découle d'interventions intégrées portant sur la production, la conservation et le stockage (*voir chapitre 1*). L'accent est mis sur les indicateurs cibles suivants :
 - **Les femmes formées** maîtrisent les **connaissances** transmises dans le domaine de **l'agriculture sensible à la nutrition**.
 - **Les femmes formées produisent** des **aliments promus et à haute valeur nutritive**.
 - **Les femmes formées appliquent** des **techniques** adaptées au contexte local pour le **stockage et la conservation**.
- **Compétences financières et diversification des sources de revenus.** Cet *output* concerne le renforcement de la gestion des ressources financières et le développement de sources de revenus au sein des ménages. Ces stratégies visent à améliorer leur capacité à planifier, gérer et optimiser l'utilisation de leurs revenus, tout en soutenant des activités économiques complémentaires. L'objectif est de renforcer, sur le

long terme, la résilience économique des foyers face aux chocs et sécuriser leurs moyens de subsistance (*voir chapitre 2*). L'accent est mis sur les éléments suivants :

- **Les femmes formées maîtrisent 70 % des connaissances transmises en gestion financière simple.**
- **Les femmes soutenues en génération de revenus** perçoivent un revenu par le biais d'une **source de revenus supplémentaire.**
- **Renforcement de capacité de coordination de l'ONN et les ORN.** Cet *output* renvoie au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et organisationnelles des structures chargées de la coordination multisectorielle de la nutrition. Le soutien apporté vise à améliorer l'efficacité de la coordination entre les différents secteurs engagés dans la lutte contre la malnutrition, en renforçant la planification, la mise en œuvre et le suivi des interventions. L'objectif est de consolider les mécanismes de gouvernance nutritionnelle, de promouvoir une approche intégrée et durable et d'ancrer les efforts nutritionnels dans les dynamiques locales, tout en garantissant une réponse cohérente et concertée face aux enjeux complexes de la sécurité nutritionnelle (*voir chapitre 4*).
- Les indicateurs associés, listés ci-dessous, permettent d'apprécier la mise en œuvre effective de ces mécanismes, à travers la disponibilité et l'utilisation des informations nutritionnelles dans les systèmes nationaux, l'intégration de la nutrition dans la planification communale, la valorisation d'expériences modèles en sécurité alimentaire ainsi que la mise en œuvre d'actions prioritaires de la SNFOA sous le leadership de l'ONN.
 - **Des informations nutritionnelles sont disponibles dans le système national** de suivi de l'ONN.
 - **Des plans d'investissement communaux sont disponibles**, chacun comprenant des **activités liées à l'alimentation et un budget** correspondant.
 - **Des bonnes pratiques** dans le domaine de la **sécurité alimentaire** sont **élaborées et présentées** lors des réunions multisectorielles.
 - **Des activités prioritaires de la SNFOA** sont **mises en œuvre** sous la direction de l'ONN.

- **Des actions innovantes liées à la fortification alimentaire sont initiées.** Un fonds d'innovation a pour vocation de promouvoir et d'accompagner des actions pilotes et des recherches appliquées, qui encourage l'expérimentation de solutions adaptées aux conditions locales et contribue à ancrer la fortification des aliments (*voir chapitre 5.3 et 5.4*) :
- **Des mesures innovantes liées à la fortification sont développées et mises en œuvre** dans le cadre d'un projet pilote.

LES INDICATEURS DE RÉSULTATS

Les études au niveau des résultats servent à vérifier l'hypothèse centrale selon laquelle la participation aux interventions de ProSAR améliore la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la diversité du régime alimentaire par rapport à l'évolution naturelle observée dans le temps et à un groupe de comparaison. Ils servent ainsi à mesurer les impacts sur les comportements et la résilience des bénéficiaires et les ménages ciblent. Pour ce faire, ProSAR a utilisé les indicateurs suivants :

- **L'IDDS.** L'indicateur renseigne sur le nombre de groupes d'aliments consommés par les femmes et, partant, sur l'adéquation nutritionnelle globale de leur régime alimentaire. Il est établi à partir d'un rappel alimentaire sur vingt-quatre heures, en classant les aliments déclarés dans dix groupes prédéfinis. Chaque groupe consommé reçoit la valeur 1 ; la somme des groupes consommés produit un score compris entre 0 et 10. Plus le score est élevé, plus la diversité alimentaire est grande. Un résultat d'au moins cinq groupes alimentaires est interprété comme reflétant une diversité alimentaire minimale adéquate et correspond au seuil retenu par l'indicateur MDD-W.

Le **MDD-W** (Minimum Dietary Diversity for Women – Diversité alimentaire minimale chez les femmes), est dérivé de l'IDDS et mesure spécifiquement l'atteinte de ce seuil minimal de diversité alimentaire chez les femmes. Il prend la valeur **1** lorsque au moins cinq des dix groupes alimentaires sont consommés, et **0** dans le cas contraire. Il s'agit ainsi d'un indicateur **binaires**, moins détaillé que l'IDDS, mais largement utilisé au niveau international, ce qui facilite les comparaisons entre contextes et entre pays.

Baseline 2,7
→ **objectif 3,7**
(plus 1 food group)

- **Le MAD.** L'indicateur apprécie si l'alimentation des d'enfants âgés de 6 à 23 mois atteint le seuil minimal

Pour le **MAD** des enfants de 6 à 23 mois, certains groupes s'alignent aux groupes recommandés pour les adultes. L'indicateur a été révisé : auparavant, il fallait consommer au moins 4 des 7 groupes alimentaires par jour, maintenant au moins 5 des 8 groupes – le lait maternel étant compté comme groupe séparé.

acceptable pour leur âge. Conformément aux standards, le MAD combine la diversité alimentaire minimale, qui requiert la consommation d'au moins cinq des huit groupes d'aliments, et la fréquence minimale des repas, déterminée en fonction de l'âge de l'enfant et

du statut d'allaitement. Un enfant satisfait au MAD lorsqu'il remplit simultanément les critères de diversité et de fréquence.

Baseline 8 %
→ **objectif 18 %**
(plus 10 %)

- **L'adoption d'un ensemble de pratiques d'hygiène de base.** Les pratiques d'hygiène visent à favoriser une meilleure absorption des nutriments, à réduire les risques de contamination, et, par conséquent, à diminuer la morbidité et améliorer la santé des ménages. Elles comprennent notamment le lavage régulier des mains à des moments clés, l'accès et l'utilisation d'eau potable, le stockage et la manipulation hygiénique des aliments, ainsi que l'usage des latrines et l'élimination appropriée des déchets (*voir chapitre 3.3*). Le suivi apprécie l'évolution de la proportion du groupe cible appliquant au moins 70 % de ces pratiques.

Baseline 1,9 %
→ **objectif 21,9 %**
(plus 20 %)

- **Le renforcement de la gouvernance de la nutrition.** En plus des indicateurs au niveau des groupes cibles, un indicateur de résultat suit les évolutions au niveau de la gouvernance. En effet, le projet contribue au renforcement progressif de la gouvernance de la nutrition à Madagascar, tant au niveau national que régional. Cette évolution se traduit par une meilleure coordination des acteurs, un fonctionnement plus régulier des cadres institutionnels et une participation accrue des parties prenantes clés de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux différentes plateformes de coordination (*voir chapitre 4*). Les indicateurs portent sur la consolidation opérationnelle de la coordination et l'appropriation des produits développés par ProSAR ainsi que sur le renforcement du leadership du SNFOA par l'ONN.

La gestion des connaissances

ProSAR a instauré un système d'apprentissage orientée vers la pérennisation.

Tout d'abord, la capitalisation des acquis est nécessaire pour transformer l'expérience en connaissances partageables. Les rapports techniques des PMO et les rapports des visites sur terrain y contribuent significativement. Ces données sont soumises à une analyse critique approfondie afin de dissocier le **Comment** et le **Pourquoi** des pratiques et construire un recueil des bonnes pratiques en vue d'une mise à l'échelle. Par la suite, les approches les plus efficaces sont traduites en guides méthodologiques standardisés afin de faciliter les répliquations dans d'autres zones géographiques et par d'autres acteurs.

Par ailleurs, la démarche d'apprentissage de ProSAR assure que l'ensemble des partenaires d'exécution partage une vision commune des activités et élargissent leur champ d'expertise à travers les plateformes d'échange et d'apprentissage entre les PMO. Sous le signe de la synergie (*voir chapitre 6.2*), d'autres formes d'apprentissage entre pairs à travers les visites d'échange nationales et internationales sont toutes aussi privilégiées.

ProSAR mise aussi sur un capital humain compétent, que ce soit les équipes du projet ou les partenaires. Pour ce faire, un plan de formation des équipes et des partenaires a été mis en œuvre afin de renforcer leurs capacités techniques et leurs *soft skills*. Dans une optique de pérennisation, il s'agit de préparer le transfert de compétences et s'assurer que les services publics locaux disposent des outils nécessaires pour poursuivre l'accompagnement des communautés après le départ de ProSAR. Toujours dans ce sens, le MOOC (*voir chapitre 5.1*) et l'élaboration des programmes de formation en SAN et ASN (*voir chapitre 4.3*) contribuent à créer une masse critique d'experts nationaux.





Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- **La formulation des indicateurs.** Certains, comme celui relatif à la tenue annuelle de réunions multisectorielles (*Output 4*), présentaient des limites en termes de temporalité et de clarté dans la définition des résultats attendus. L'évolution annuelle des contextes locaux rend difficile une lecture cumulative, ce qui souligne la nécessité d'affiner la formulation des indicateurs afin de traduire des jalons clairement définis, atteignables et mesurables.
- La zone du Sud-Est présente des **défis logistiques majeurs** (pistes impraticables en saison des pluies / cyclones, les problèmes d'insécurité dans certaines zones). Le système S & E a dû s'adapter surtout en pratiquant la triangulation ou la vérification croisée des données disponibles.

BONNES PRATIQUES

- Une bonne **collaboration avec les PMO** assure un bon déroulement de collecte de données et leur bonne qualité.
- **Avoir un plan de S & E robuste** dès la conception du projet. Il servira de tableau de bord pour le pilotage et permettra une gestion proactive.
- **Maintenir une dynamique d'apprentissage continu** afin d'améliorer la performance de l'équipe, d'assurer qu'elle ait les connaissances et compétences à jour afin de rester efficace et compétitive. Un apprentissage continu permet également de stimuler l'innovation, renforcer la motivation, et assurer la pérennisation des compétences.

7.2 Le système d'ancrage

Les analyses issues du dispositif de suivi, d'évaluation et d'apprentissage montrent que ProSAR a généré à la fois des effets mesurables sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et un important capital de données, de compétences et d'outils au sein des institutions partenaires. Dans le chapitre 4, la composante Stabilité a déjà été abordée, pouvant être considérée comme un ancrage continu. Par ailleurs, pour que ces acquis continuent de produire des effets au-delà de la période de financement, il est nécessaire de clarifier la manière dont les activités se poursuivront sans l'appui direct de ProSAR. Les activités d'ancrage constituent ainsi les conditions d'un retrait progressif, tout en organisant la continuité des interventions jugées structurantes.

L'ancrage institutionnelle

Dans les zones d'intervention au niveau des districts de la région Atsimo Atsinanana, la pérennisation mise sur une bonne gouvernance locale de la nutrition et vise la continuité des pratiques agricoles sensibles à la nutrition et de l'agroécologie, une vigilance nutritionnelle continue pour les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de 23 mois, et une autonomisation économique soutenue des ménages. À l'échelle nationale, l'ancrage vise à laisser des structures de coordination nationales fortes et efficaces – dans la gouvernance nutritionnelle ainsi que la fortification alimentaire.



Ancrage institutionnel des approches et mécanismes de coordination

Mécanismes et Bonnes pratiques	Éléments à considérer pour l'ancrage	Structure d'ancrage pour la mise en œuvre
Agroécologie liée à l'agriculture sensible à la nutrition	<ul style="list-style-type: none"> Promotion des cultures adaptées au changement climatique Référentiel pour champs-école et les champs d'adoption Officialisation et certification des PR Pratiques agricoles de conservation et transformation des aliments 	MINAE ; GSDM ; Inter Aide ; WHH ; paysans relais certifiés
Elevage à cycle court	<ul style="list-style-type: none"> Fiches techniques 	MINAE ; paysans relais
VLSA et diversification des revenus	<ul style="list-style-type: none"> Formalisation des VSLA Continuité par formalisation des AV 	Communes ; MEF
Alphabétisation	<ul style="list-style-type: none"> Certification des alphabétiseurs Sites d'alphabétisation 	MEN ; Comité alpha au niveau régional
Approche intégrée : Nutrition et Hygiène	<ul style="list-style-type: none"> Approche Cascade Officialisation et certification des mères leaders 	MinSANP ; ORN Atsimo Atsinanana ; WHH ; MEAH
Formation et sensibilisation en micronutriments pour une nutrition diversifiée	<ul style="list-style-type: none"> MOOC 	MIKASA ; ONN
Masculinité positive	<ul style="list-style-type: none"> Guide de formation sur la masculinité positive 	MPS ; ORN Atsimo Atsinanana ; WHH ; GSDM
Mobilisation sociale au niveau communal	<ul style="list-style-type: none"> Visites régulières hebdomadaire dans chaque commune 	ORN Atsimo Atsinanana
CoPil à Atsimo Atsinanana, « Plateforme Gouvernementale » au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> Cahier des charges qui guide la coordination Guides pratiques pour l'approche multisectorielle SAN 	ORN ; CRN & CoPil
Plateforme Gouvernementale SUN-Madagascar	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du groupe technique Intégration systématique du Niveau Stratégique Charte de collaboration en nutrition Guides pratiques pour l'approche multisectorielle SAN 	ONN ; PFG ; MINAE ; MinSANP ; MEN ; MPS ; MEAH
Curriculum de formation en Nutrition et Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle des étudiants en Médecine et les paramédicaux	<ul style="list-style-type: none"> Thématiques nutritionnelles et plan de session pour la formation en SAN 	Les Facultés de Médecine ; IFIRP
Curriculum de formation en Nutrition, Agriculture Sensible à la Nutrition des instituts de formation professionnelle du MINAE	<ul style="list-style-type: none"> Thématique ASN telle développée par la FAO 	FAO ; MINAE / SFAR ; EFTA ; CAPFA ; ISTRCE
Bibliothèque virtuelle d'ONN	<ul style="list-style-type: none"> Création, ajout et utilisation gratuite d'une base de données en ligne 	ONN



Recueil des défis et bonnes pratiques

DÉFIS

- Le défi central de la pérennisation réside dans le transfert de responsabilité : passer d'une dynamique des projets de développement qui proposent des services à une dynamique des institutions et des populations qui prennent l'initiative.
- Le renouvellement fréquent du personnel étatique : Le projet a collaboré avec et a renforcé les capacités de techniciens de l'État. Si ces personnes sont mutées ou remplacées, la *mémoire institutionnelle* et les compétences acquises disparaissent.
- La coordination multisectorielle : La nutrition demande une collaboration entre les secteurs sensibles. Sans des projets pour jouer le rôle de facilitateur par exemple à travers la PFG, ces ministères risquent de retravailler en silos.

BONNES PRATIQUES

- Agir dans une logique de renforcement de système au lieu de prestataire de service, où des projets agissent comme un catalyseur temporaire et non comme un substitut permanent à l'État.

- Aligner les activités sur les stratégies et plans nationaux afin de garantir la continuité de la dynamique dans le temps.
- Il est crucial de renforcer la capacité des structures de coordination nationales et régionales afin de garantir une multisectorialité fonctionnelle et productive pour l'intérêt de la nutrition.
- Mener des transferts de compétence et de leadership aux niveaux local, régional et national en vue d'assurer que les techniques seront continuellement utilisées et qu'une capacité de supervision est disponible pour garantir une bonne qualité de service.
- Etablir un mécanisme de gestion de savoirs pour capitaliser les acquis et faciliter la dissémination et l'utilisation.
- L'intégration des hommes dans les formations agricoles et dans les activités liées à la nutrition contribue à une meilleure diffusion des pratiques au sein des ménages et à une appropriation plus collective des changements recherchés.



7.3 Pourquoi une stratégie de sortie

La stratégie de sortie décrit comment les activités initiées par ProSAR doivent être poursuivies de manière indépendante sans le soutien du projet. Elle montre quelles sont les étapes nécessaires pour une réduction progressive des interventions de ProSAR, et une appropriation accrue des approches par la population. L'objectif est de garantir la durabilité des résultats des activités, qui ont été éprouvées, et mises en place dans les institutions, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région Atsimo Atsinanana.

La stratégie de sortie a tenu compte des informations sur :

- I. les critères qui doivent être remplis pour permettre au projet et au(x) partenaire(s) de mettre fin aux mesures et activités ou de les transférer de manière systématique et responsable,
- II. la manière dont cela sera organisé et
- III. un calendrier réaliste pour la mise en œuvre de la stratégie.

Le ProSAR est actuellement dans cette phase de sortie. Le développement de la stratégie s'oriente sur les questions transversales suivantes :

- Quels sont les résultats et les effets du projet qui peuvent et doivent être garantis de manière durable ?
- Comment y parvenir ? Quels sont les éléments à prendre en compte pour que le processus de sortie soit le plus efficace possible ?
- Quelles structures de gouvernance, quels prestataires de services régionaux et nationaux dans le pays, quelles organisations de la société civile ou d'autres acteurs peuvent rendre possible l'ancrage des expériences d'apprentissage et des concepts de réussite ?

Ces questions sont discutées de manière approfondie avec les acteurs concernés. Les réponses à ces questions guident le développement et l'élaboration de la stratégie de sortie et décrivent le processus de sa mise en œuvre.



Quels acquis et bonnes pratiques doivent s'ancrer dans quelle structure ou institution ?






Sous la perspective de pérennisation, les acquis, bonnes pratiques et leçons tirés du projet ProSAR ont été analysés et documentés selon un canevas qui permet de multiplier les acquis dans le futur. On se dirige vers les acteurs qualifiés et expérimentés pour la pérennisation et la continuation des activités de ProSAR sans financement de la GIZ.

La présentation des bonnes pratiques correspondantes se trouvent dans chacun des chapitres précédents.

Références

Introduction



- 1 [WHH 2025 : Global Hunger Index Madagascar](#) 
p. 13
←
- 2 [INSTAT : Enquête Démographique et de Santé 2021](#) 
p. 13
←
- 3 [Union Africaine / PAM / UNECA 2016 : Cost of Hunger in Africa, Madagascar](#) 
p. 13
←
- 4 [FAO 2026 : Food Systems Dashboard](#) 
p. 13
←
- 5 [UNICEF 2020 : Conceptual framework on Maternal and Child Nutrition](#) 
p. 15
←

Chapitre 2



- 6 [INSTAT 2018 : Pauvreté Multi-dimensionnelle à Madagascar](#) 
p. 53
←
- 7 [UNESCO 1978 : Actes de la Conférence générale](#) 
p. 58
←
- 8 [INSTAT : Enquête Permanente auprès des Ménages 2021–2022](#) 
p. 58
65
←

Chapitre 3



- 9 [ProSAR 2020 : Rapport de l'étude de base](#) 
p. 73
←
- 10 [FAO / OMS 1998 : Preparation and use of food-based dietary guidelines](#) 
p. 79
←
- 11 [World Bank 2006 : Repositioning Nutrition as Central to Development](#) 
p. 79
←

Chapitre 4



12 **ONN 2021 : Politique Nationale de Nutrition 2022 – 2030**

p.
93



13 **ONN 2021 : Plan National d'Action Multisectorielle pour la Nutrition**

p.
93



Chapitre 5



14 **ONN 2021 : Stratégie Nationale de Fortification Alimentaire**

p.
107



15 **UNICEF 2024 : Enquête Nationale sur les Carences en Micronutriments**

p.
108



16 **UNICEF 2016 : Enquête Nationale sur l'Iode et le Sel à Madagascar**

p.
112



17 **INSTAT : Enquête Démographique et de Santé 2021**

p.
114



Chapitre 6



18 **Fraser 2008 : Adding Insult to Injury**

p.
121



19 **World Economic Forum 2018 : Global Gender Gap Report**

p.
121



20 **Tselany 2015 : L'effectivité des droits de la femme à Madagascar**

p.
121



21 **CARE 2019 : Gender Analysis**

p.
123



22 **ADRA 2023 : Seed System Security Assessment in Southeast Madagascar**

p.
124



23 **FinScope Madagascar guide de poche – UN Capital Development Fund (UNCDF)**

p.
125



24 **INSTAT : Enquête Démographique et de Santé 2021**

p.
125



25 **Accord-M 2022 : Identifying nutrition-sensitive development options in Madagascar through a positive deviance approach**

p.
140



26 **Mandaharisoa 2023 : Approche Participative pour l'amélioration de la sécurité Alimentaire dans la Région du Sud Est**

p.
140



27 **Resnick 2024 : The enabling environment for large-scale food fortification in Madagascar**

p.
140







« PROSAR : Un héritage, un nouveau départ »

Pendant des années, ProSAR a démontré qu'une approche multisectorielle et intégrée n'était pas seulement une théorie, mais un levier de transformation locale puissant. En agissant avec la précision d'une « intervention chirurgicale », le projet a prouvé qu'en ciblant des points stratégiques – de l'appui à la gouvernance nutritionnelle nationale à l'instauration d'une structure de vulgarisation communautaire solide – il est possible de générer des effets systémiques durables. Si cet ouvrage capitalise sur les succès et les apprentissages de ProSAR, il pose surtout les jalons de notre engagement futur. Forts de nos approches qui ont fait leurs preuves, nous ouvrons aujourd'hui un nouveau chapitre. ProSAR s'achève, mais sa vision s'amplifie. Une initiative future s'appuiera sur les piliers de capitalisation de ProSAR pour franchir une nouvelle étape ... Toujours « Mivoatry » !

